



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

27 octobre 2016



Le présent rapport a été établi par Harouna Ibrahima (FAO) et Maherisoa Rakotonirainy (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'une triangulation d'informations primaires (issues de la collecte de terrain par nos équipes), secondaires ou officielles (issues des sources ou bases de données des institutions et structures), et tertiaires ou officieuses (issues des avis, commentaires et autres observations formulés par les acteurs et partenaires rencontrés). Toutefois, en cas de contradiction entre elles, la priorité est accordée aux informations primaires, puis secondaires. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Jean Senahoun
Économiste, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giews1@fao.org

Chris Nikoi
Directeur régional
OMJ
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur Internet, sur les sites Web de la FAO et du PAM aux adresses URL ci-après: <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribeSMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, veuillez envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

27 octobre 2016

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Rome, 2016**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Les photographies de la page de couverture sont de: H. Ibrahima et G. Fisher.

Sommaire

ABRÉVIATIONS.....	6
FAITS SAILLANTS	7
CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION	8
DÉROULEMENT, OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS.....	8
SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE MADAGASCAR	10
CARACTÉRISTIQUES DE L'AGRICULTURE À MADAGASCAR	16
DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE 2015/16	18
Pluviométrie	18
Ennemis des cultures et situation phytosanitaire	18
PERSPECTIVES DE RÉCOLTES 2015/16	18
Superficies	18
Estimations des récoltes 2015/16.....	18
Élevage	22
Pêche	23
MARCHÉS ET PRIX.....	24
BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2016/17	28
SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	29
Accès à la nourriture.....	29
Vulnérabilité économique	36
Capacité d'adaptation	42
Situation alimentaire globale	46
RECOMMANDATIONS	60
Agriculture	60
Sécurité alimentaire	60
Annexe 1: Synthèse des situations par région	62
Annexe 2: Les tendances de la sécurité alimentaire dans le sud de Madagascar	84
Annexe 3: Méthodologie de l'enquête sur la sécurité alimentaire auprès des ménages	89
Annexe 4: Méthodologie d'échantillonnage de l'enquête auprès des ménages dans les districts des régions du sud affectées par la sécheresse.....	90

ABRÉVIATIONS

ACT	Argent contre travail
AFD	Agence française de développement
AINA	Actions intégrées en nutrition et alimentation
AROPA	Appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
ASA	Agro-sylviculture autour d'Antananarivo
ASARA	Amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles
AUE	Association des usagers de l'eau
BAD	Banque africaine de développement
BCM	Banque centrale de Madagascar
BM	Banque mondiale
BNGRC	Bureau national de gestion des risques et catastrophes
BVPI	Bassins versants et périmètres irrigués
CASEF	Croissance Agricole et Sécurisation Foncière
CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
CITES	Convention sur le commerce international des espèces en danger
CM	Chef de ménage
CSI	<i>Coping strategy index</i>
DRAE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage
DSAPSE	Direction de la statistique agricole, de la planification et du suivi-évaluation
DSI	Direction des systèmes d'informations
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EUR	Euro
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEC	Facilité élargie de crédit
FED	Fonds européen de développement
FEWSNET	<i>Famine Early Warning Systems Network</i>
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FRC	Facilité rapide de crédit
FRDA	Fonds régional de développement agricole
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IA	Insécurité alimentaire
IAM	Insécurité alimentaire modérée
IAS	Insécurité alimentaire sévère
IDA	<i>International Development Association</i>
IDH	Indice de développement humain
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INSTAT	Institut national de la statistique de Madagascar
IPC	Indice des prix à la consommation
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MAG	Malnutrition aiguë globale
MGA	<i>Ariary</i> (monnaie malgache)
MPAE	Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage
MRHP	Ministère des ressources halieutiques et de la pêche
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement en Afrique
ODK	<i>Open data kit</i>
OdR	Observatoire du Riz
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
ORN	Office régional de nutrition
PACP	Projet d'appui de la communauté des pêcheurs
PADAP	Programme d'agriculture durable avec une approche paysage
PADR	Plan d'actions pour le développement rural
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPRIZ	Projet d'amélioration de la productivité rizicole
PATIMA	Projet d'aquaculture de tilapia de Mahajanga
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique
PIB	Produit intérieur brut

PMO	Plan de mise en œuvre
PND	Plan national de développement
PPN	Produit de première nécessité
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
PURSAPS	Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale
rCSI	<i>Reduced coping strategy index</i>
SA	Sécurité alimentaire
SADC	<i>Southern African Development Community</i>
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SAL	Sécurité alimentaire limitée
SALOH	<i>Strengthening and Accessing Livelihoods Opportunities for Household Impact</i>
SCA	Score de consommation alimentaire
SCA-N	Score de consommation alimentaire et nutritionnelle
SDAM	Score de diversité alimentaire des ménages
SNU	Système des Nations Unies
UC	Unités de compte
UE	Union européenne
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis
VCT	Vivres contre travail

FAITS SAILLANTS

- Le fait marquant de la campagne agricole 2015/16 a été la baisse significative de la production dans la partie sud de Madagascar suite à une grave sécheresse amplifiée cette année par le phénomène El Niño. La sécheresse a été particulièrement prononcée dans les régions d'Androy, d'Anosy, d'Atsimo-Andrefana, et d'Ihorombe. Dans le nord, les régions de Boeny et de Sofia ainsi que le district de Maevatanana (dans la région de Betsiboka) ont également été sérieusement affectés. Enfin des cas d'inondations ont été signalés, mais ils n'ont causé de dégâts significatifs que sur les cultures de riz Asara dans la région de Sofia.
- Ailleurs, une bonne pluviométrie a été observée dans les principales zones de production rizicole du pays, notamment au centre, au nord et à l'ouest. En outre, les bonnes conditions climatiques qui ont prévalu dans ces zones ont été favorables à la culture de contre saison de riz, qui a démarré en juillet-août en 2016.
- Comme l'année dernière, les dégâts causés par les criquets sur les cultures et les pâturages en 2016 sont négligeables à l'échelle nationale, l'invasion acridienne commencée en 2012 étant maintenant terminée grâce au Programme triennal (2013-2016) de réponse d'urgence mis en œuvre par la FAO. Toutefois, on continue à noter des passages d'essaims de criquets migrants malgaches.
- La production rizicole nationale est estimée à environ 3,8 millions de tonnes de paddy en 2016, soit une légère augmentation de 2,5 pour cent par rapport à l'année précédente, mais une baisse de 5,4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.
- La sécheresse qui a sévi au sud a entraîné une contraction de la production nationale de maïs et de manioc, en raison de la contribution substantielle de la partie sud du pays à la production de ces cultures. La Mission estime la production de maïs à 316 000 tonnes, en baisse de 4 pour cent par rapport à la récolte de 2015 et de 19 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. La production de manioc, estimée à 2,6 millions de tonnes, est en baisse de 16 pour cent par rapport à la moyenne.
- Les besoins d'importations de céréales pour l'année commerciale 2016/17 (avril/mars) sont estimés à environ 518 000 tonnes, contre 551 000 tonnes estimées l'année dernière. Ces importations se décomposent comme suit: 272 000 tonnes de riz usiné, 97 000 tonnes de maïs et environ 150 000 tonnes de blé.
- Selon l'enquête de sécurité alimentaire auprès des ménages menée dans neuf régions du pays, la majorité des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère se trouvent dans les trois régions du sud ayant souffert de la sécheresse aggravée par El Niño.
- Dans ces trois régions australes, la Mission a estimé à 1 216 523¹ le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2016, dont environ 617 000 en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 599 653 en insécurité alimentaire sévère (IAS). Bien que ces chiffres indiquent une réduction du nombre global de personnes en insécurité alimentaire par rapport à 2015, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère a quant à lui fortement augmenté.
- Dans les régions côtières du sud-est, l'insécurité alimentaire est caractérisée par une hausse du nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée, comparé aux années précédentes, en raison principalement d'une détérioration de l'accès à l'alimentation, provoquée par une pluviométrie excessive durant la période de récolte qui a entraîné des pertes post-récoltes significatives et l'inflation des prix des produits alimentaires.
- Dans la région de Sofia, la situation globale de la sécurité alimentaire est très bonne malgré les inondations en début d'année. En fait, seule la campagne rizicole de 2ème saison (Asara) a été affectée; les trois autres campagnes de riz [1^{ère} saison (Jeby), intermédiaire (Atriatry), et pluviale] ont bénéficié d'une pluviométrie plutôt favorable.

¹ Ces chiffres ont été mis à jour par une mission du Cadre Intégré d'Analyse de la Sécurité alimentaire (IPC) consacrée à http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Madagascar_Acute_FI_Oct16-March17.pdf

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

La grande saison de la campagne agricole 2015/16 (octobre-juin) s'est déroulée sans aléas majeur sur une bonne partie du territoire national. Elle n'a en tout cas pas connu de cyclone, de reprise d'invasion acridienne, d'inondation de grande ampleur, ni de sécheresse généralisée, même si l'on note des passages répétitifs de petits essaims du Criquet migrateur malgache, en particulier dans le district de Sakaraha (région Atsimo-Andréfana). Cependant les régions du sud et du sud-ouest du pays ont souffert d'une arrivée tardive des pluies, d'une insuffisance et d'une mauvaise répartition de la pluviométrie ainsi que de l'arrêt précoce des pluies. La sécheresse a été particulièrement prononcée dans les régions d'Androy, d'Anosy, d'Atsimo-Andréfana, d'Ihorombe, de la Haute Matsiatra et d'Amoron'i Mania, ainsi que dans les régions de Sofia et de Boeny et dans le district de Maevatanana (région de Betsiboka). Enfin des cas d'inondation ont été signalés, mais ils n'ont causé de dégâts significatifs que sur les cultures de riz Asara dans la région de Sofia.

Face à cette situation, le Gouvernement malgache a demandé l'envoi d'une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire qui a reçu le soutien technique et logistique de la Direction des systèmes d'information (DSI) du Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage (MPAE). Cette année, la mission a connu deux innovations majeures. D'une part, elle a mené deux enquêtes simultanées (une pour l'estimation des productions agricoles et une autre pour l'évaluation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages dans neuf régions du sud) et d'autre part, elle a bénéficié de la participation, outre les partenaires habituels, du Ministère de la santé et de la population, ainsi que du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), afin que ces aspects soient davantage pris en compte dans l'évaluation.

DÉROULEMENT, OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

La Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue à Madagascar du 18 juillet au 20 août 2016. La Mission avait pour mandat de s'enquérir du déroulement de la campagne, de recenser et d'évaluer les facteurs ayant eu une incidence sur la campagne agricole 2015/16, d'établir une estimation de la production des denrées alimentaires de base et d'évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale.

Les données proviennent essentiellement des enquêtes menées par 14 équipes dans les 22 régions du pays du 9 au 29 juillet 2016, à l'aide de questionnaires portant sur les facteurs ayant influé sur la production agricole, la situation courante, ainsi que les perspectives agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2016/17. Ces questionnaires couvrent sept domaines thématiques: *conditions climatiques, ennemis et maladies des plantes, disponibilité des intrants, production alimentaire, situation de l'élevage et de la pêche, marchés et prix, stocks alimentaires et situation nutritionnelle des ménages*. Au total 3 713 ménages (contre 2 448 ménages en 2015) ont été interrogés, répartis sur 59 districts (contre 50 en 2015), 190 communes (contre 150). Cette augmentation de la taille de l'échantillon est de nature à améliorer la précision de la collecte et la fiabilité des données qui en sortiront.

Chaque équipe comprend au moins trois enquêteurs, un chef d'équipe et un évaluateur. Outre les questionnaires adressés directement aux ménages, des groupes de discussion rassemblant des informateurs clés ont été conduits.

Chaque équipe a rédigé un rapport narratif de synthèse qu'elle a présenté au cours de la réunion de restitution en présence de toutes les parties prenantes.

En outre, pour s'enquérir de la situation, apprécier de visu et échanger avec les acteurs du terrain au sujet de la situation actuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du démarrage de la campagne de contre saison, la Mission a visité les régions de Menabe, de Vakinankaratra et de Boeny. La Mission a aussi organisé des séances de travail avec toutes les catégories d'acteurs à savoir:

- des acteurs gouvernementaux: Secrétaires généraux des ministères notamment du Ministère auprès de la Présidence en charge l'Agriculture et de l'Élevage, du Ministère de la pêche, du Ministère du commerce;
- des institutions, offices et autres structures étatiques: l'Institut national de la statistique (INSTAT), l'Observatoire du riz (OdR), la Banque centrale de Madagascar;
- des directions générales et/ou directions techniques: Agriculture, Génie rural, Élevage, Systèmes d'information, Statistiques agricoles;

- des organismes de coopération bi- et multilatérale: l'Union européenne (UE), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID),
- des institutions de financement: la Banque africaine de développement, la Banque mondiale;
- des ONG et autres structures de coopération technique: Care, WWF, FEWSNET
- des acteurs publics décentralisés: Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Élevage, centres semenciers, fonds régional de développement agricole, etc.;
- des acteurs privés: sociétés d'import/export, collecteurs, plates-formes filières, organisations de producteurs; et
- des producteurs individuels «modèles» dans tous les sous-secteurs.

Ces rencontres visaient à:

- informer sur la démarche, les objectifs et les résultats attendus de la mission, afin que tous les acteurs et partenaires soient au même niveau d'information et participent, grâce à leurs précieuses contributions, à l'atteinte des objectifs;
- recueillir les informations nécessaires à l'analyse de la situation socio-économique actuelle;
- recueillir des données sur la situation et les politiques du pays en matière de développement de l'agriculture et de sécurité alimentaire;
- recueillir des informations sur les interventions des partenaires dans l'agriculture et en faveur de la sécurité alimentaire en 2016, ainsi que sur leurs perspectives à court et moyen termes;
- recueillir les avis des acteurs/partenaires sur le déroulement de la campagne agricole et sur les perspectives agricoles et alimentaires en 2016/17;
- s'enquérir des attentes des partenaires quant aux résultats du CFSAM et de l'enquête sur la vulnérabilité, en particulier sur les utilisations des résultats pour la programmation et le suivi/évaluation de leurs actions; et
- échanger sur toute autre question d'intérêt pour le développement agricole, la sécurité alimentaire et la résilience des populations malgaches.

Résumé des principaux résultats

La production nationale de paddy est estimée à 3,8 millions de tonnes en 2016, soit une légère augmentation de 2,5 pour cent (ou de 93 545 tonnes) par rapport à 2015 et un recul de 5,4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de maïs est estimée à 0,3 millions de tonnes en 2016, et celle de manioc à 2,6 millions de tonnes, soit des baisses de respectivement 4 pour cent et 1,8 pour cent par rapport à 2015.

Toutefois, le déficit de précipitations dans les régions d'Atsimo-Andrefana, de Boeny, de Melaky, de Betsiboka et surtout d'Ihorombe, a eu un impact considérable sur la production de riz. Dans ces zones, la pratique des spéculations de contre-saison est pratiquement réduite à néant.

Les régions d'Androy et d'Anosy ont encore souffert d'une longue sécheresse en 2015/16, ce qui a réduit la production de maïs de la région d'Androy, qui était déjà faible en 2015, de 81 pour cent par rapport à celle de l'année dernière. La production de manioc a aussi été sérieusement affectée. Le maïs et le manioc constituant la base de l'alimentation des populations des régions méridionales, ces deux régions, classées comme les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire du pays en 2015, devraient conserver ce triste statut en 2016.

Les besoins d'importations commerciales en 2016 sont estimés à environ 272 000 tonnes de riz usiné, 97 000 tonnes de maïs, et 149 000 tonnes de blé, soit au total environ 518 000 tonnes de céréales, contre 551 000 tonnes en 2015, soit une réduction d'environ 6 pour cent ou encore de 33 000 tonnes en valeur absolue.

Selon l'enquête de sécurité alimentaire auprès des ménages menée dans neuf régions du pays, environ 95,5 pour cent des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère se trouvent dans les trois régions du sud qui ont souffert de la sécheresse amplifiée par El Niño. En somme, le Grand Sud subit les conséquences de trois années consécutives de sécheresse aggravée par des facteurs structurels tels que la pauvreté et un manque sérieux d'accès aux services sociaux de base. Dans ces trois régions australes, la Mission a estimé à 1 216 523 le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2016, dont environ 617 000 personnes en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 600 000 en insécurité alimentaire

sévère (IAS). Bien que ces chiffres indiquent une réduction du nombre global de personnes en insécurité alimentaire par rapport à 2015, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère a quant à lui fortement augmenté. La sécurité alimentaire des ménages s'est nettement détériorée comparée à celle de l'année précédente, qui était déjà une mauvaise année. La situation est alarmante dans les régions d'Anosy et d'Androy mais également au niveau de l'Atsimo-Andrefana. Les zones les plus touchées sont les districts de Tsihombe, d'Amboasary et de Beloha ainsi que les quatre communes de la zone semi-aride du district de Fort Dauphin. C'est dans le district de Tsihombe, région d'Androy, que l'insécurité alimentaire est la plus marquée, avec environ trois ménages sur quatre souffrant d'insécurité alimentaire sévère. Le pouvoir d'achat des ménages vulnérables a été fortement réduit par l'inflation. Ils consomment de moins en moins de riz, et adoptent comme stratégies de survie la consommation de davantage de manioc, de tubercules sauvages et d'autres aliments de substitution ou parfois même d'aliment de disette.

Dans les régions côtières du sud-est, l'insécurité alimentaire est caractérisée par un nombre élevé de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée, comparé aux années précédentes, en raison principalement d'une détérioration de l'accès à l'alimentation, provoquée par une pluviométrie excessive durant la période de récolte, qui a entraîné des pertes post-récoltes significatives et l'inflation des prix des produits alimentaires. Par contre, dans la région de Sofia, la situation globale de la sécurité alimentaire est très bonne malgré les inondations en début d'année. En fait, seule la campagne de riz de 2^{ème} saison (Asara) a été affectée; les trois autres campagnes de riz [1^{ère} saison (Jeby), intermédiaire (Atriatry), et pluviale] ont bénéficié d'une pluviométrie plutôt favorable.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE MADAGASCAR

La population de Madagascar croît à un rythme annuel de 2,8 pour cent et comptait en 2015 24,2 millions d'habitants, selon les estimations des Nations Unies. Il s'agit d'une population jeune (41,7 pour cent de la population avait moins de 15 ans en 2015) et surtout rurale (les villes concentrent seulement 30 pour cent de la population). La densité de population est relativement faible (33 personnes par km²). Cependant, la répartition sur le territoire est inégale, certaines zones sont pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturation foncière. En outre, malgré la faible densité de la population, l'écologie fragile de l'île a été détériorée par des années de déforestation qui ont provoqué une grave érosion du sol. Moins de 25 pour cent du territoire sont aujourd'hui occupés par de la forêt sur une île jadis entièrement boisée.

Le pays émerge difficilement d'une crise politique (2009-2013) qui a lourdement pénalisé sa population. La reprise économique est quelque peu à la traîne – les prévisions de croissance économique tablent sur 4,1 pour cent en 2016, pour une croissance démographique estimée à 2,8 pour cent – tandis que les capacités financières de l'État demeurent très faibles. Toutefois, la mise en place par le FMI d'un programme triennal adossé à une Facilité élargie de crédit (FEC) pourrait permettre à Madagascar de prendre un nouveau départ économique.

Fragilité de la situation économique et financière après plusieurs années de crise politique

Madagascar affiche un PIB par habitant estimé à 402 USD (FMI, 2015), ce qui classe l'île de 24 millions d'habitants parmi les dix pays les plus pauvres du monde. D'autres indicateurs signalent la faiblesse de l'économie: IDH (154^e), Doing Business (164^e), Transparency International (123^e). La Banque mondiale et la Banque africaine de développement considèrent d'ailleurs Madagascar comme un État fragile.

Cette situation résulte d'une trajectoire de croissance particulièrement erratique depuis l'indépendance, alternant cycle d'accélération du développement et crise politique, induisant systématiquement une régression du revenu par habitant (91 pour cent des habitants vivent avec moins de 2 USD par jour). Madagascar émerge, non sans peine, de la dernière crise politique et économique: faiblesse des ressources intérieures, suspension partielle de l'aide internationale, chute des dépenses publiques de 17,4 pour cent du PIB en 2008 à 13,5 pour cent du PIB en 2013, effondrement des budgets sociaux et contraction de l'investissement public (de 7,7 pour cent du PIB en 2008 à 3,1 pour cent du PIB en 2013) et privé (de 33 pour cent à 16 pour cent au cours de la même période).

L'économie malgache souffre encore des conséquences de ces années de crise, et la croissance ne réussit pas à décoller: 2,3 pour cent en 2013, 3,3 pour cent en 2014, 3,1 pour cent en 2015, prévision de 4,1 pour cent pour 2016. Les secteurs les plus porteurs (agroalimentaire, tourisme, exportations, travaux publics, grande consommation) n'ont pas vraiment décollé, et l'économie a été tirée ces dernières années principalement par le secteur minier.

Les comptes nationaux n'ont pas enregistré beaucoup de progrès ces dernières années comme le montre le Tableau 1 ci-après. Le déficit de la balance commerciale est passé de -8,4 pour cent du PIB en 2014, à -5,1 pour cent en 2015. Il devrait remonter à -5,8 pour cent fin de 2016. Le déficit du solde du compte courant est passé de -0,3 pour cent à -2,1 pour cent entre 2014 et 2015, en raison principalement de la chute des exportations de produits primaires, en particulier de cobalt et de nickel, mais aussi de la chute des cours de la vanille et du clou de girofle. De même, le déficit budgétaire se creuse depuis 2014, il est passé de -2,4 pour cent du PIB à -3,7 pour cent du PIB en 2015. Il devrait baisser davantage et atteindre -4,5 pour cent en 2016.

Tableau 1: Madagascar - Soldes de la balance commerciale, du compte courant et solde budgétaire (en pourcentage du PIB)

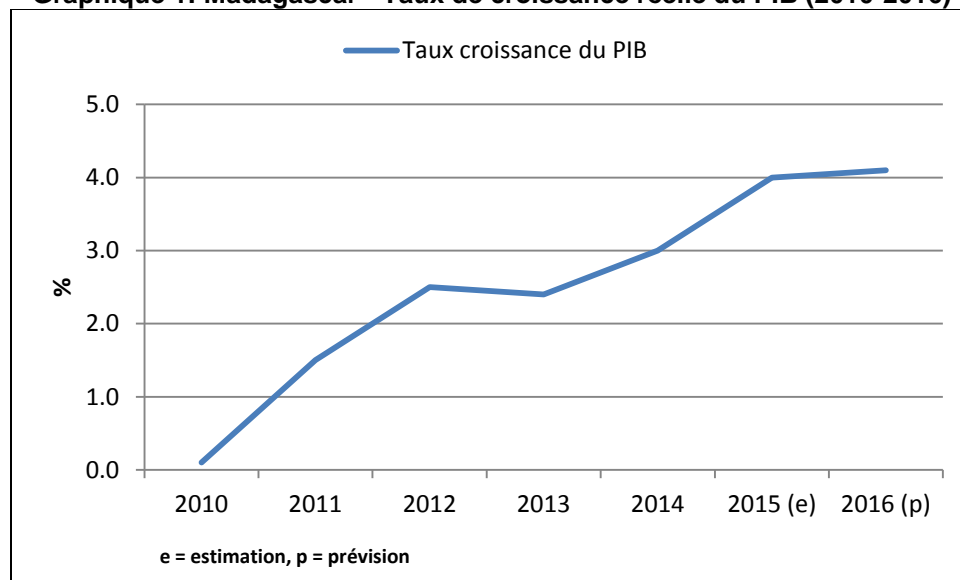
Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (prévision)
Balance commerciale	-9,6	-10,1	-11,1	-12,3	-8,4	-5,1	-5,8
Solde du compte courant	-3,7	-6,9	-6,7	-5,9	-0,3	-2,1	-2,3
Déficit budgétaire	-5,3	-2,4	-2,6	-2	-2,4	-3,7	-4,5

Source: DERI/BCM - Principaux indicateurs macroéconomiques.

Le Plan national de développement (PND) 2015-2019 repose sur des hypothèses de croissance à plus de 7 pour cent mais les capacités de l'État, sur les plans financier et institutionnel, ne permettent pas de créer les conditions favorables à une progression de cet ordre. Le pays dispose en effet de très faibles capacités financières selon le FMI. Cette faible mobilisation des ressources domestiques a induit un déficit de financement important en 2014 et 2015, comblé in extremis par l'aide budgétaire des bailleurs (UE, France, BM, BAD) décaissée fin 2015 après que le FMI a accordé une nouvelle Facilité rapide de crédit (FRC).

Le FMI estime que la soutenabilité de la dette est passée en risque «modéré» en novembre 2015, à cause notamment de perspectives de croissance économique plus faibles que prévues. Il convient donc de suivre avec attention l'endettement public, car les forts besoins d'investissement nécessiteront un recours à une combinaison d'emprunts domestiques et externes.

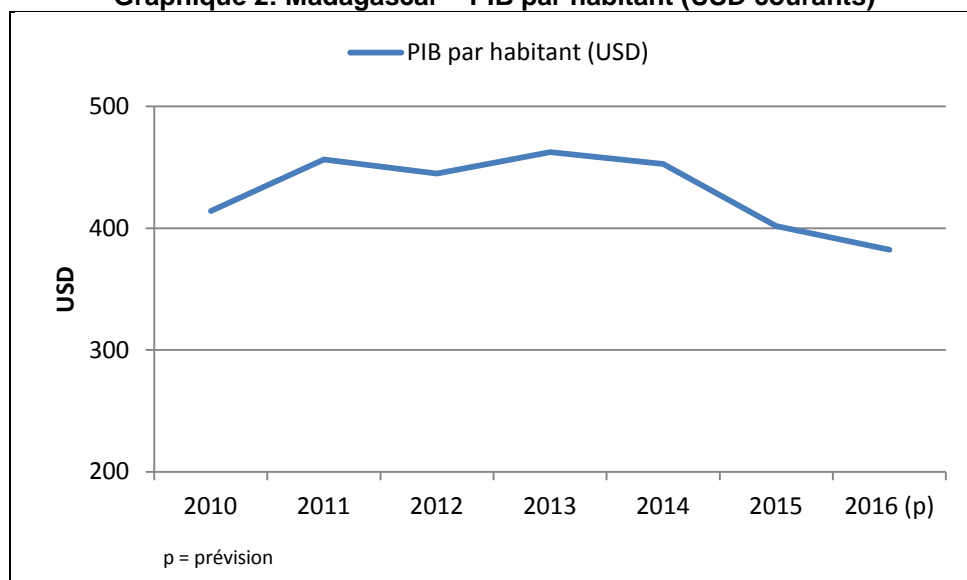
Graphique 1: Madagascar - Taux de croissance réelle du PIB (2010-2016)



Source: BAD/BCM – Perspectives économiques en Afrique.

La forte croissance démographique (2,8 pour cent) et la faible performance économique ralentissent considérablement les progrès vers la réduction de la pauvreté. En effet, le PIB (produit intérieur brut) per capita qui était de 414 USD en 2010 (au plus fort de la crise) a baissé et atteint environ 401,7 USD en 2015.

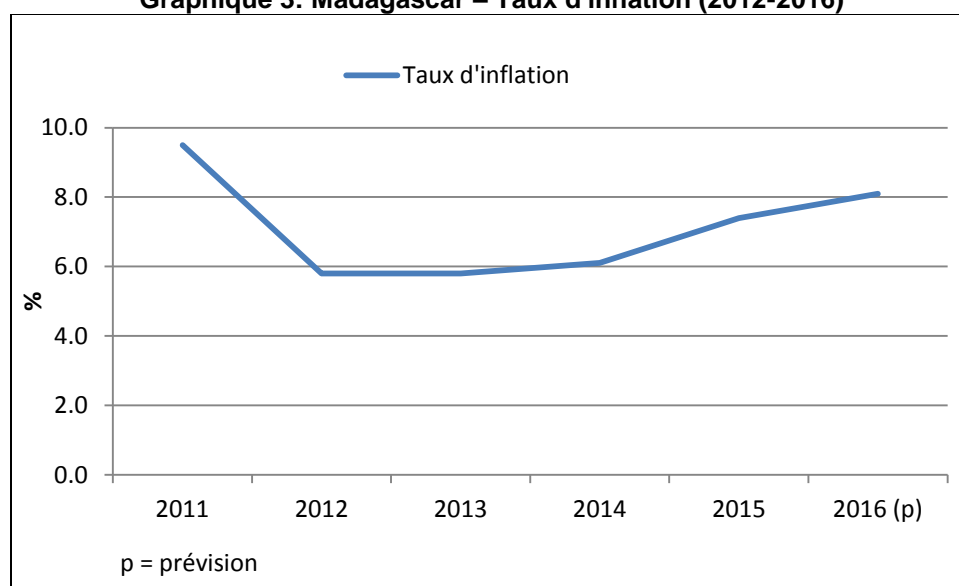
Graphique 2: Madagascar – PIB par habitant (USD courants)



Source: FMI.

Après quelques années de stabilité, le taux d'inflation suit une tendance haussière depuis 2014 (voir graphique 3 ci-après). La dépréciation de l'Ariary est l'une des principales causes de la pression inflationniste. L'Ariary a chuté d'environ 14 pour cent par rapport au dollar américain entre avril 2015 et mars 2016.

Graphique 3: Madagascar – Taux d'inflation (2012-2016)



Source: INSTAT – Direction des Statistiques des Ménages (DSM) et
EIU Madagascar Country Report 3rd Quarter 2016

Les piètres résultats économiques ont des répercussions sur le niveau de vie de la population. Les résultats de l'enquête nationale concernant le suivi des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) indiquaient que 77,1 pour cent de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour, et que 52,7 pour cent de la population est dans une situation d'extrême pauvreté. Neuf des 22 régions du pays ont des taux de pauvreté de plus de 80 pour cent. C'est dans les régions d'Androy et d'Atsimo Atsinanana que l'incidence de la pauvreté est la plus élevée, elle touche respectivement 97 pour cent et 93 pour cent de la population.

La Banque centrale de Madagascar a révisé sa politique monétaire dans l'optique de relancer l'économie. Au mois d'octobre 2015, le taux directeur a été ramené de 9,5 à 8,7 pour cent et le taux des réserves obligatoires des banques commerciales de 15 à 13 pour cent, l'objectif annoncé étant de stimuler les investissements. L'amélioration de la stabilité politique et du climat des affaires devrait renforcer la confiance des investisseurs et réduire l'aversion au risque des banques, et in fine promouvoir l'offre et la demande de

crédit, et plus généralement, améliorer l'efficacité des politiques publiques. En outre, la loi de finances 2016 prévoit l'accélération progressive de la croissance économique grâce à une politique budgétaire plus expansionniste, une plus forte mobilisation des ressources internes, et l'allocation de crédits ouverts pour les programmes d'investissements publics conformes aux priorités de l'État.

Perspectives à moyen terme

Contexte global plus favorable en 2016 qu'en 2015 pour Madagascar au regard des récents développements

En 2016, l'économie globale devrait se raffermir en 2016 et la croissance s'accélérer. Cependant, les cours des matières premières devraient rester faibles. Le cours du nickel pourrait encore chuter dans les prochains mois à cause de l'abondance de l'offre et ne recommencer à prendre une pente positive qu'en 2017. Toutefois, la faiblesse du cours du pétrole devrait favoriser la demande interne. En effet, la récente décision d'ajuster automatiquement les prix à la pompe en fonction de l'évolution des prix internationaux devrait libérer des ressources publiques et permettre au gouvernement d'intensifier les dépenses en faveur du développement. La baisse du prix sur le marché local contribuera à relancer la demande et les investissements.

Perspectives favorables en dépit des faiblesses structurelles locales

Pour renforcer la confiance des investisseurs locaux et étrangers, des efforts restent à faire pour améliorer la gouvernance et l'environnement des affaires et maintenir la stabilité macroéconomique.

Par ailleurs, une mission du Fonds monétaire international (FMI) présente à Antananarivo du 25 mai au 8 juin 2016 a passé en revue les résultats du Programme de référence et engagé des discussions sur un programme économique et financier triennal, appuyé par un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Au terme de la mission, les autorités malgaches et les services du FMI ont signé un accord de principe sur un programme économique valable jusqu'à fin 2019, ouvrant la voie à une croissance soutenue et inclusive. Les politiques envisagées dans ce cadre pourraient bénéficier d'une contribution de 220 millions de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) au titre de la FEC du FMI.

Le programme de référence mis en œuvre entre septembre 2015 et mars 2016 a obtenu des résultats satisfaisants, et accompli des progrès dans la plupart des domaines. Tous les objectifs quantitatifs ont été atteints, à l'exception du niveau de crédit net à l'État. La situation économique s'est progressivement améliorée durant la période de mise en œuvre de ce programme et la croissance devrait dépasser 4 pour cent cette année. En parallèle du Plan national de développement (PND), le Programme économique appuyé par la FEC facilite une intensification des réformes et vise à enrayer la détérioration des indicateurs de développement, en renforçant la stabilité macroéconomique et en augmentant les dépenses publiques allouées, entre autres, aux infrastructures essentielles et aux priorités sociales. En outre, le Programme contribuera à stimuler l'investissement privé et à mobiliser le soutien des partenaires techniques et financiers. Le gouvernement continue d'intensifier ses efforts pour renforcer la gouvernance économique et combattre la corruption. Le climat des affaires bénéficiera du renforcement de la bonne gouvernance économique, y compris des réformes du système judiciaire.

La FEC du FMI devrait favoriser la mobilisation d'une aide supplémentaire des donateurs. D'ores et déjà, les décaissements des crédits IDA (International Development Association) au 30 juin 2016 ont atteint 1,57 milliard d'USD.

La coopération Union Européenne-Madagascar a pour objectif global d'assurer l'état de droit et la stabilité politique de Madagascar et de réduire la pauvreté par la relance d'une croissance économique durable et inclusive, en mettant à profit le potentiel et les avantages comparatifs considérables au niveau régional. Le PND (2015-2019) et son Plan de mise en œuvre (PMO) sont les documents de référence pour articuler la planification de l'aide et des investissements. L'UE s'efforce de mobiliser des financements additionnels auprès d'autres bailleurs, d'organismes financiers et du secteur privé, pour favoriser la reprise économique. Plus spécifiquement, dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), trois nouveaux secteurs ont été retenus pour l'action, parmi lesquels les infrastructures en support au développement économique et le développement rural.

Pour le secteur du développement rural, le cadre de coopération s'inscrit dans le Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche (PSAEP) qui lui-même fait partie du Programme détaillé de développement de

l'agriculture en Afrique (PDDAA) du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD). Ce cadre de référence institutionnel prend en compte également les autres politiques et stratégies sous-sectorielles existantes (ou en cours de révision): la Lettre de politique foncière, la Charte de l'environnement, la Politique forestière et le Plan de lutte contre le changement climatique ainsi que les engagements pris dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces en danger (CITES). Les ressources financières que l'Union européenne envisage de mettre à la disposition de la République de Madagascar pour la période 2014-2020, s'élèvent à 518 millions d'euros, sans compter une enveloppe mobilisable en cas d'urgence. Dans ce cadre, l'Union européenne poursuit la mise en œuvre dans 14 régions du pays, d'un large éventail de programmes dans les domaines du développement rural et de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, dont:

- le projet Amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles (ASARA) dans la région d'Androy, programme prolongé jusqu'en 2018 et étendu à la région d'Anosy grâce à un financement de 40 millions d'EUR;
- le projet Actions intégrées en nutrition et alimentation (AINA), pour un total d'environ 50 millions d'EUR sur une période de cinq ans (jusqu'en 2018);
- un soutien budgétaire de 70 millions d'EUR dont 30 millions d'EUR seront consacrés au développement agricole des régions et au renforcement des centres des services agricoles, selon les responsables rencontrés par la mission;
- le projet d'Agro-sylviculture autour d'Antananarivo (ASA) 2015-2019, financé à hauteur de 20 millions d'EUR, dont 4 millions d'EUR pour la sécurisation foncière;
- l'appui de 4,6 millions d'EUR pour la production de sucre dans la région de Diana (2016/17), en plus des 4,7 millions d'EUR pour les mini-sucreries.

Le programme indicatif 2015-2020 de l'Union européenne consacre 130 millions d'EUR au développement agricole et rural, en priorisant l'appui institutionnel et le financement du secteur agricole, ainsi que le développement des chaînes de valeur en fonction des particularités des régions.

La Banque mondiale maintient et renforce son appui aux projets d'urgence, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la préservation des infrastructures et la conservation de l'environnement, pour un total d'environ 386 millions d'USD, dont 65 millions d'USD pour le projet d'urgence de sécurité alimentaire et de protection sociale². En sus de ce programme, la Banque a lancé un Programme d'agriculture durable avec une approche paysage (PADAP) qui bénéficie d'un financement initial de 45 millions d'USD puis le Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière (CASEF) pour un montant total 53.27 millions d'USD. L'accent est mis sur la protection de l'environnement, le développement de chaînes de valeur, la sécurisation foncière et les partenariats avec le secteur privé. La Banque mondiale maintient également son appui à la production rizicole, en collaboration avec JICA, dans l'optique de doubler la production nationale vers 2020.

La Banque africaine de développement (BAD), pour sa part, continue d'intensifier sa présence dans le Grand Sud avec l'achèvement de la construction de la nouvelle prise d'eau du Bas Mangoky dans la région d'Atsimo-Andrefana, qui a augmenté les superficies cultivables de 5 000 à 9 000 hectares. Ces efforts sont appuyés par un nouveau projet de réhabilitation des infrastructures hydroagricoles qui concerne 13 500 hectares dans le sud-ouest et comprend la reconstruction de la prise d'eau sur le fleuve Mangoky, l'aménagement de 74 km de canaux d'irrigation, des pistes de circulation et la production de semences améliorées, pour un coût de 32 millions d'unités de compte (UC)³. La BAD a étendu ses activités dans le Moyen-Ouest avec un projet de 40 millions d'UC couvrant les régions de Bongolava, de Vakinankaratra et de Menabe, axé sur la formation des jeunes entrepreneurs ruraux, selon les responsables rencontrés par la mission.

Le programme pays 2015-2019 du FIDA vise à améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, notamment des femmes et des jeunes, dans 15 régions du pays⁴, et est axé sur une approche filière, privilégiant les spéculations priorisées et intégrant tous les acteurs du secteur. L'accent est mis sur le développement à grande échelle des exploitations et entreprises agricoles performantes et résilientes aux changements climatiques, l'amélioration de l'accès aux marchés et aux opportunités économiques, avec comme modèle l'agriculture contractuelle et les commerces bio et équitables à l'intention des petits producteurs. Le programme a appuyé 269 000 ménages ruraux vulnérables, grâce à un

² Site Web Banque mondiale à Madagascar, Projets et Opérations.

³ Site Web de la Banque africaine de développement à Madagascar, Projets et Opérations.

⁴ FIDA: République de Madagascar – Programme d'options stratégiques pour le pays – EB 2014/113/R.12.

financement initial de 53,4 millions d'USD entre 2013 et 2015. À ces financements s'est ajoutée en 2016 6 millions d'USD pour l'élaboration d'une stratégie visant à favoriser l'intégration des changements climatiques dans le programme de pays. Dans le cadre du cycle 2016-2018 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA, 62,3 millions d'USD sont alloués à Madagascar. Une portion de cette allocation (11 millions d'USD) a été investie dans un projet en cours (appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles - AROPA) et le solde sera investi dans un projet d'instruction qui ciblera le sud du pays.

L'Agence française de développement (AFD), pour sa part, poursuit ses engagements dans le secteur agricole et la protection des écosystèmes, notamment la réhabilitation des bassins versants et des périmètres irrigués (BVPI). Pour consolider les acquis des projets qui arrivent à échéance, l'AFD affecte 7 millions d'EUR au renforcement des capacités des agriculteurs et des organisations de la société civile dans les techniques culturales agro-écologiques. Elle contribue aussi, à hauteur de 3 millions d'EUR, au Fonds régional de développement agricole (FRDA), dont la vocation est d'appuyer directement les entités et les services régionaux de l'agriculture.

Faisant suite au projet SALOHI (*Strengthening and accessing livelihoods opportunities for household impact*) dont les objectifs principaux étaient, entre autres, la sécurité alimentaire et la résilience aux catastrophes naturelles dans sept régions du Grand Sud, l'USAID finance un nouveau projet de 75 millions d'USD desservant les mêmes régions, avec un accent particulier sur le développement des chaînes de valeurs agricoles, la réhabilitation des infrastructures de commercialisation, dont les routes de desserte et le développement des associations villageoises d'épargne et de crédit.

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), intervient depuis janvier 2009 en faveur de l'amélioration de la productivité rizicole (PAPRIZ) dans les régions de Bongolava, d'Alaoatra, Mangoro, d'Analamanga, d'Itasy et de Vakinankaratra, de la promotion de l'aquaculture du tilapia à Mahajanga, dans la région de Boeny, et de la régénération des écosystèmes dans les régions d'Alaoatra Mangoro et de Boeny⁵. Forte des résultats positifs obtenus par ces projets, notamment la réduction du coût de production du riz, qui est passé d'environ 500 MGA à 300 MGA le kg, la JICA, en collaboration avec la Banque mondiale, s'engage en faveur de la réhabilitation de 10 000 à 15 000 hectares de rizières et de 30 km de canaux d'irrigation dans la région d'Alaoatra Mangoro, ainsi qu'en faveur de la production de semences certifiées et du renforcement des capacités des Associations des usagers de l'eau (AUE), pour un montant total de 125 millions d'USD, dont 25 millions d'USD sous forme de don et le reste sous forme de prêt concessionnel. Une convention de financement pour la relance et le développement de la filière rizicole a été signée fin juillet entre le Ministre auprès de la Présidence en charge d'Agriculture et de l'Élevage et l'Ambassadeur du Japon.

D'autres partenaires sont en train de parfaire leur cadre de coopération et ne tarderont pas à préciser les domaines prioritaires de leurs interventions et les appuis financiers y afférents.

Appui du Système des Nations Unies (SNU) aux orientations du gouvernement: UNDAF 2015-2019

Pour appuyer le gouvernement dans sa démarche, le SNU à Madagascar a élaboré, selon une approche participative, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2015-2019, qui est aligné sur les grands axes de la Politique générale de l'État. Ce document met l'accent sur la lutte contre la pauvreté, l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'environnement, la promotion de la paix et de l'état de droit par le renforcement des capacités institutionnelles et du capital humain à tous les niveaux, et l'accès aux services sociaux de base. Le coût du programme est estimé à 523,4 millions d'USD.

Environ 43,5 pour cent du budget sont consacrés à la création d'emplois et à la génération de revenus, notamment dans le secteur agricole. Le SNU devrait appuyer le Gouvernement dans la recherche des financements nécessaires. Des critères précis ont été utilisés pour déterminer les zones prioritaires d'intervention, telles que la consolidation des acquis les plus significatifs des programmes antérieurs ou en cours, le degré de vulnérabilité et de pauvreté de certaines populations, ainsi que les inégalités attenantes, la synergie entre les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, la promotion des pôles de développement régional, la vulgarisation des nouvelles pratiques de gestion des ressources naturelles.

Divers programmes de développement ont été mis au point, y compris un programme axé sur le secteur agricole élaboré avec l'appui de la FAO et englobant les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la

⁵ JICA, Madagascar.

pêche assorti d'un plan d'investissement de près de 3,2 milliards d'USD sur dix ans (2016-2025). La relance de l'agriculture et de l'économie en dépend fortement. Il appartient aux différents acteurs de poursuivre et d'intensifier la concertation pour leur bonne mise en œuvre. À cet effet, un accent particulier doit être mis sur la définition claire des rôles et responsabilités, la loyauté et la sincérité des rapports entre acteurs, ainsi que sur la définition d'un mécanisme adéquat de reddition de compte.

CARACTÉRISTIQUES DE L'AGRICULTURE À MADAGASCAR

La place de l'agriculture dans l'économie nationale est prépondérante. La population active est très majoritairement agricole et il y a très peu d'emplois salariés. La structure du PIB est relativement stable depuis plusieurs années: le secteur agricole représente en moyenne 26 pour cent du PIB du pays, l'industrie 16 pour cent et les services 58 pour cent. La filière riz qui constitue la première activité économique de Madagascar en termes de volume, occupe la première place. Environ 2 000 000 de ménages pratiquent la riziculture irriguée sur quelque 1 200 000 ha (60 pour cent).

Madagascar a un climat tropical le long des côtes, tempéré sur les hauts plateaux et aride au sud. Le pays est particulièrement vulnérable aux risques climatiques saisonniers. De par sa position géographique, le pays subit chaque année, sans exception, les effets des cataclysmes naturels, tels que la sécheresse dans le sud et des cyclones et des inondations dans le reste de l'île. La saison cyclonique à Madagascar dure de décembre à avril. Les sécheresses répétées dans la partie sud du pays depuis plusieurs années ont sérieusement réduit les disponibilités alimentaires et l'accès aux aliments, avec un impact important sur la situation nutritionnelle de plusieurs segments de la population. En outre, la menace acridienne, bien réelle depuis 2010, a évolué en invasion à partir d'avril 2012. Grâce aux trois campagnes successives de lutte antiacridienne de grande envergure mises en œuvre dans le cadre du Programme triennal FAO/MINAGRI lancé en septembre 2013 avec l'appui des partenaires au développement, la situation acridienne est redevenue calme et est celle d'une quasi-rémission.

Ces perturbations sont de plus en plus fréquentes et intenses, et ont de graves conséquences, notamment en termes de perte de vies humaines, de diminution des productions agricole et animale, de destruction des infrastructures, de dégradation des ressources naturelles (eaux, sols et forêts) et d'érosion côtière, rendant précaires la sécurité alimentaire, l'alimentation en eau potable et l'irrigation, la santé publique ainsi que et la gestion de l'environnement et des moyens d'existence.

Ces chocs climatiques mettent la population malgache et ses activités de développement en situation de vulnérabilité croissante. Ils ont ainsi un impact socio-économique très lourd. Les couches les plus pauvres de la population, les moins bien équipées pour y faire face, sont les plus exposées et leurs capacités à faire face aux chocs s'érodent d'année en année.

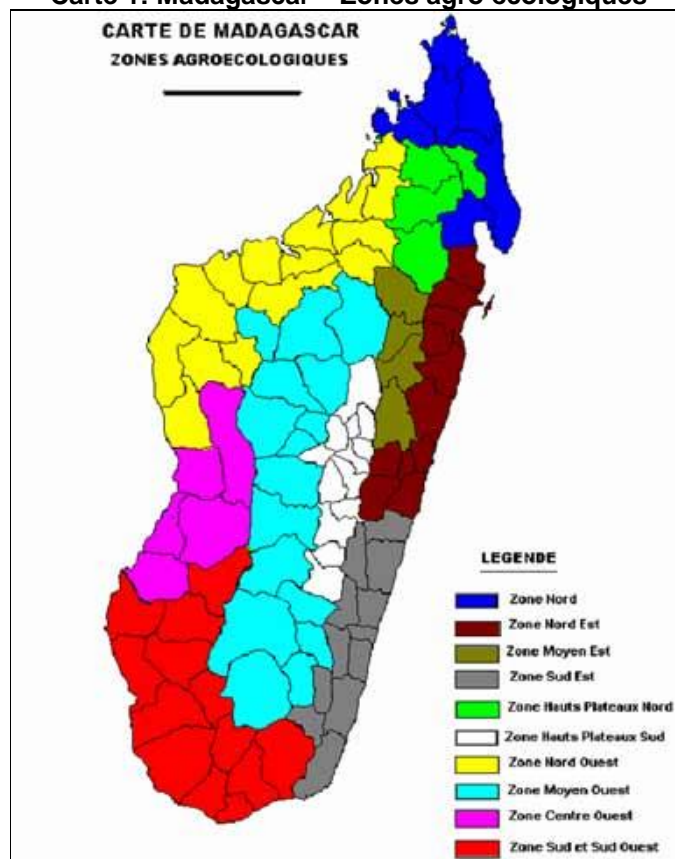
L'indice de production agricole par habitant n'a cessé de diminuer, et le pays est passé d'exportateur net de riz dans les années 60 à importateur net depuis 1971.

Ce n'est pas le manque de terres cultivables qui limite la production agricole. En réalité, moins de 10 pour cent des 33 millions d'hectares de terres potentiellement arables de l'île sont cultivées. Le manque d'infrastructures de base (routes pour le transport, services de crédit et de commercialisation, services de vulgarisation, etc.) et la faible adoption de progrès technologiques en matière de variétés culturales, de matériel et d'outils agricoles ont maintenu le développement agricole à un niveau de subsistance ou de semi-subsistance. En général, l'irrigation est pratiquée à grande échelle si l'on considère les superficies totales irriguées mais se fait principalement en déviant ou en élargissant les cours d'eau naturels pour inonder les rizières. Le pays a cruellement besoin d'infrastructures et de techniques d'irrigation plus efficaces afin d'accroître la productivité des rizières. Les principales cultures vivrières sont le riz (qui représente environ 60 pour cent des superficies totales cultivées et environ 80 pour cent des surfaces irriguées), le maïs, le manioc, la patate douce et l'arachide. Les cultures de rapport sont le café, la vanille, le clou de girofle, la canne à sucre, le coton, le cacao et le sisal.

Au niveau national, les marchés sont faiblement intégrés, principalement en raison de la faiblesse des infrastructures de transport. Madagascar a un réseau routier très vétuste et de nombreuses villes et communautés du sud et du nord sont isolées, faute de routes. Certaines grandes villes, comme Bekily et Ampanihy dans la province de Toliar au sud, ne sont desservies que par des chars à bœufs qui, souvent, doivent traverser des cours d'eau et autres obstacles naturels. Les pistes menant au haut plateau central où se trouve la capitale Antananarivo ne relient pas toutes le nord et le sud du pays. Lorsque les routes

existent, elles sont en piteux état. Leur entretien est également très coûteux en raison des dégâts continus causés par les phénomènes climatiques tels que les tempêtes tropicales et les cyclones. La plupart des grandes infrastructures telles que la voie ferrée (une seule ligne de 1 095 km) et les ports sont également en mauvais état.

Carte 1: Madagascar – Zones agro écologiques



Source: MPAE.

L'élevage et la pêche procurent des revenus substantiels aux ménages ruraux. L'élevage extensif pratiqué par les éleveurs et la pêche traditionnelle ne favorisent pas un développement notable et durable de ces filières. Ces dernières années, la production de ces deux sous-secteurs a régulièrement diminué du fait des effets conjugués de la sécheresse, de l'insécurité, du faible encadrement des acteurs et de la surexploitation des ressources. On note néanmoins un regain d'intérêt pour la relance de la production laitière, notamment dans le cadre de la coopération décentralisée dans la région d'Alaotra Mangoro et le département de l'Ile-et-Vilaine (France) pour l'amélioration génétique des bovins laitiers et l'encadrement des petits producteurs. De même, le développement de la pisciculture familiale bénéficie de l'appui des partenaires au développement tel que le JICA pour la production du tilapia dans les régions du centre et du nord-ouest. Quant à la pêche industrielle, ses produits sont constitués principalement de crustacés destinés à l'exportation. Elle a rapporté environ 40 millions de DTS sur les sept premiers mois de 2016 selon la BCM, après une chute notable en 2015 comme indiqué dans le tableau 4 ci-après. Cette chute des recettes d'exportation des crevettes et autres produits de la pêche en 2015 fait suite au repli de la croissance des exportations de produits agricoles et à la chute significative et concomitante des prix mondiaux des produits de base (Bulletin BCM, N°31 2015).

Tableau 2: Madagascar - Exportation de la pêche (en millions de DTS)

	2013	2014	2015	2016 (janvier-juillet)
Crevettes et autres produits de la pêche	38,57	30,89	24,47	39,79

Source: Direction des Etudes et des Relations Internationales, Banque centrale de Madagascar.

DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE 2015/16

Pluviométrie

La grande campagne agricole a connu un démarrage normal dans les régions du centre, de l'ouest, du nord ainsi que dans une partie de l'est du pays. En effet, les premières pluies utiles ont été enregistrées au cours de la deuxième décennie du mois d'octobre et la pluviosité a été normale dans ces régions. Le cumul pluviométrique saisonnier au 30 avril 2016 et sa répartition spatio-temporelle ont été qualifiés de normaux à excédentaires dans toutes ces parties de Madagascar. Ce cumul est de 768 mm dans la région d'Atsimo Andrefana, contre une moyenne de 653 mm, soit un excédent de 115 mm. L'abondance et la régularité des pluies ont même provoqué des inondations dans certaines zones au moment des récoltes, causant ainsi des pertes importantes de riz, notamment dans l'est et le sud-est. En revanche, le cumul saisonnier au 30 avril n'a été que de 519 mm dans la région d'Androy, contre une moyenne de 631 mm, soit une baisse significative de 112 mm. L'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace, ont ainsi provoqué des sécheresses dans le sud et le sud-ouest du pays. Dans ces zones, la pratique des spéculations de contre-saison est pratiquement réduite à néant.

Ennemis des cultures et situation phytosanitaire

En l'absence de péril acridien, dont la menace a été contenue grâce aux efforts conjugués du Gouvernement malgache et de l'appui technique et financier de la FAO et des bailleurs, quelques ravageurs ont été signalés çà et là, mais l'ampleur des dégâts a été faible grâce aux solutions rapides mises en place. Plusieurs régions ont en effet signalé le passage d'essaims du Criquet malgache dans certains districts au cours de la campagne. Toutefois, l'information fournie à temps par les responsables aux équipes sur le terrain (de la FAP comme du MPPE) a facilité l'intervention rapide au niveau de ces zones et a par conséquent limité l'ampleur des dégâts, pratiquement insignifiants. Par ailleurs, dans quelques communes de la région d'Atsimo-Andrefana et dans la région de Menabe (district de Manja essentiellement), les dégâts ont été beaucoup plus importants à cause d'une signalisation tardive. D'autres ennemis des cultures ont également eu un impact non négligeable sur la production, notamment les petits rongeurs, les insectes et d'autres maladies.

Il convient de noter que les services publics de protection des végétaux manquent de personnel, de financement et de logistique. Des solutions urgentes doivent être trouvées afin de les rendre opérationnels et de lutter durablement contre ces phénomènes nuisibles aux cultures.

PERSPECTIVES DE RÉCOLTES 2015/16

Superficies

Dans les zones les plus touchées par la sécheresse notamment les régions d'Androy, d'Anosy, et d'Atsimo-Andrefana, les superficies emblavées en maïs, aliment de base des ménages, ont reculé par rapport à la précédente campagne (jusqu'à 85 pour cent). La superficie emblavée en riz a également diminué dans les régions de Betsiboka et d'Ihorombe d'environ 5 pour cent. Dans la partie nord de l'île ainsi que dans la région d'Analanjiroro, les superficies emblavées de céréales ont par contre augmenté de respectivement 5 pour cent et 13 pour cent. Pour les autres régions, la situation reste la même que lors de la précédente campagne.

Estimations des récoltes 2015/16

Les récoltes de la campagne agricole 2015/16 ont été estimées sur la base des prévisions de récoltes faites avant les récoltes par le Service des statistiques agricoles, et révisées à l'aide des informations issues de l'enquête auprès des ménages et des groupes de discussion d'une part, et des évaluations faites par la Mission conjointe dans les régions visitées, d'autre part.

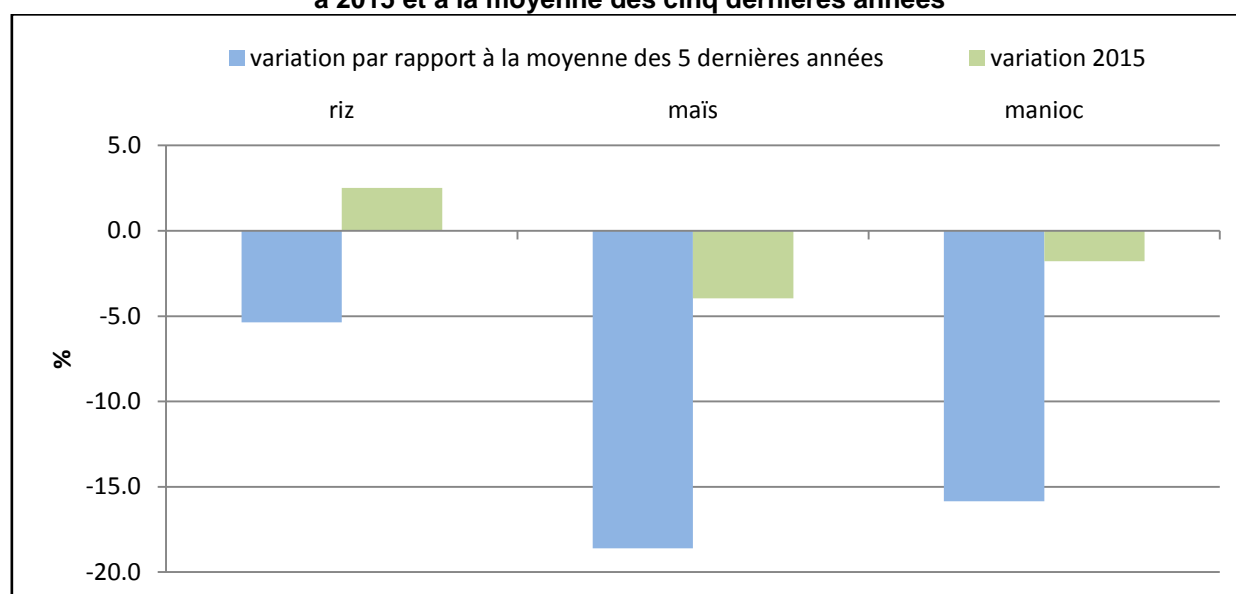
Sur cette base, la production des principales cultures vivrières – riz, maïs et manioc – sont résumées dans les tableaux et graphiques ci-après, qui permettent ainsi d'illustrer les pertes ou les gains dans certains cas par rapport à 2015 et à la moyenne quinquennale.

Tableau 3: Madagascar – Estimation des productions vivrières (en tonnes)

Cultures	Années		
	2016	2015	moyenne 5 ans (2011-2015)
Riz paddy	3 815 849	3 722 304	4 032 326
Maïs	316 331	329 367	388 633
Manioc	2 629 478	2 676 952	3 124 876

Source: CFSAM 2016.

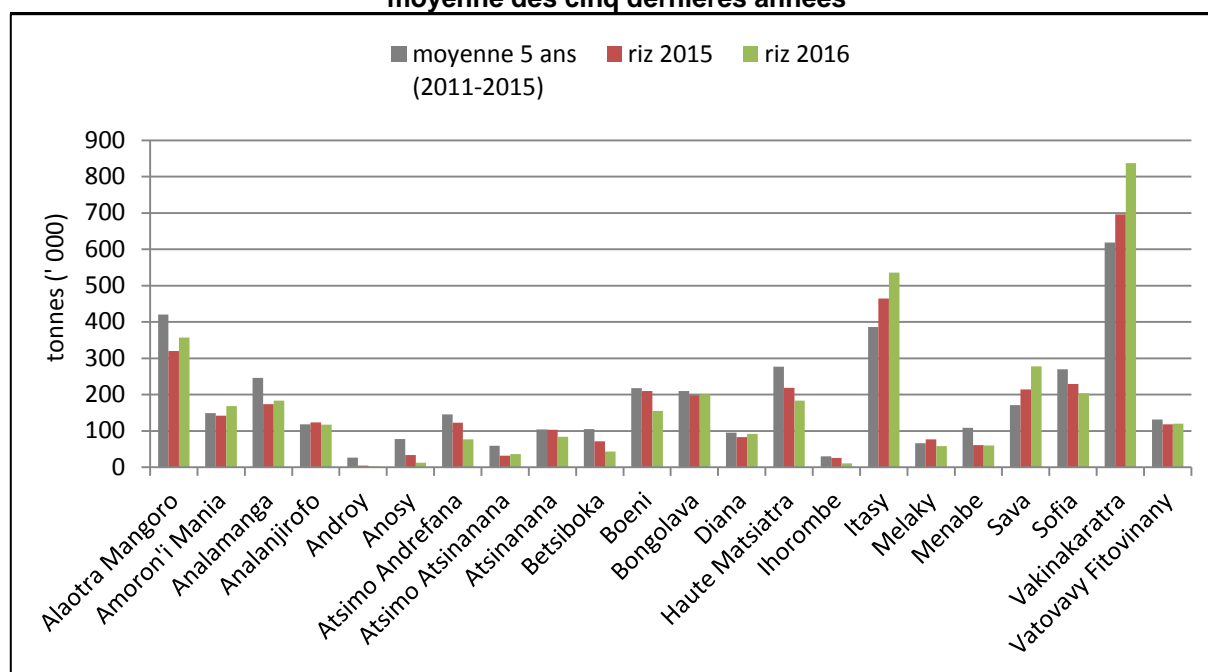
Graphique 4: Madagascar – Production de riz, maïs et manioc comparées à 2015 et à la moyenne des cinq dernières années



Source: Enquête CFSAM 2016.

Ainsi, pour le paddy à l'échelle du pays, la production est estimée en 2016 à 3 816 millions de tonnes, soit une légère amélioration de 2,5 pour cent par rapport à celle de 2015, mais hélas, une réduction significative de 5,4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de maïs est estimée à 316 331 tonnes en 2016, et celle de manioc à 2 629 478 tonnes, soit des baisses significatives estimées respectivement à 4 pour cent et 1,8 pour cent par rapport à 2015 (voir graphique 4).

Graphique 5: Madagascar - Production de riz par région en 2015/16 et moyenne des cinq dernières années

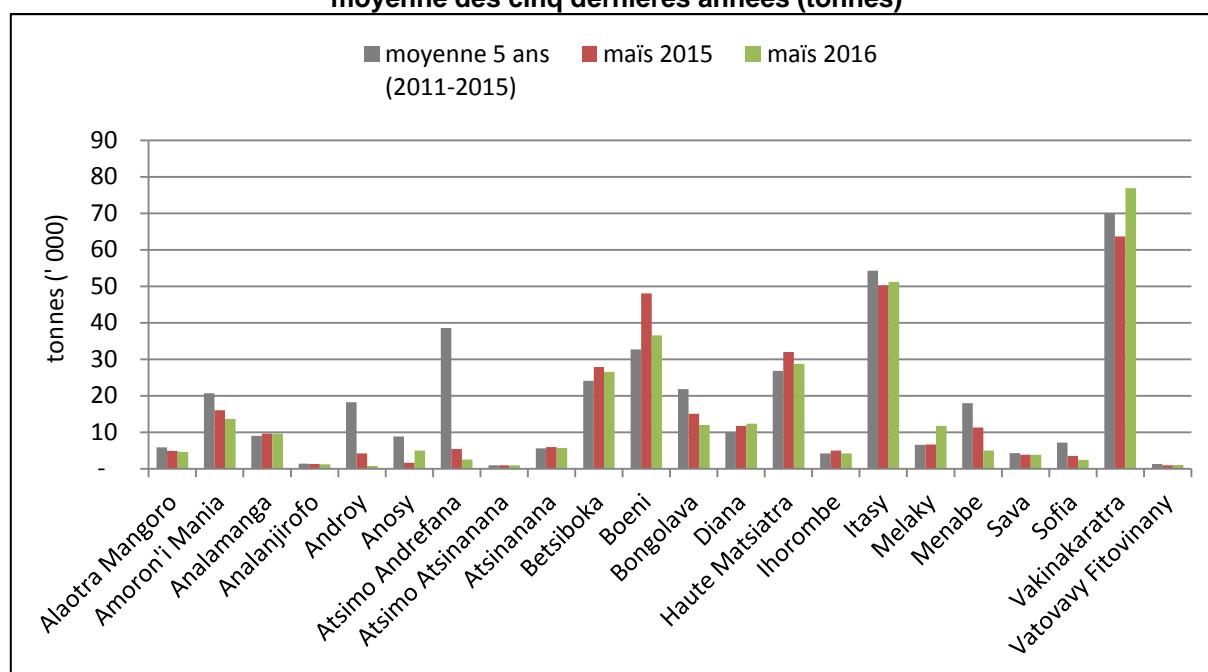


Source: Enquête CFSAM 2016.

Dans les régions du nord, des hautes terres et du sud-est, la pluviométrie favorable et la hausse des superficies cultivées ont permis une croissance de la production de riz allant de 5 à 30 pour cent par rapport à la campagne précédente. Les régions de Sava, de la Haute Matsiatra, d'Itasy, d'Alaotra Mangoro, d'Itasy, de Vakinakaratra, d'Amoron'i Mania et d'Atsimo Atsinanana ont connu une hausse significative de la production. Une augmentation plus modérée a été observée dans les régions d'Analamanga, de Bongolava et de Vatovavy Fitovinany. Dans les régions d'Atsinanana et d'Analanjiroro, les inondations provoquées par les pluies durant la période des récoltes ont fait chuter la production de 4 à 20 pour cent par rapport à la campagne précédente. En revanche, 12 des 22 régions ont enregistré une diminution de la production de riz en 2016, avec des variations significatives dans 11 régions. Les baisses les plus significatives ont été enregistrées dans les régions d'Anosy (63,8 pour cent), d'Ihorombe (60 pour cent), d'Androy (56,5 pour cent), de Betsiboka (40 pour cent) et d'Atsimo-Andrefana (37,9 pour cent). La réduction de la production de riz par rapport à la moyenne des cinq dernières années est aussi significative au niveau régional. En effet, 12 des 24 régions ont observé une contraction et dans cinq de ces régions, le recul de la production est supérieur à 70 pour cent: Anosy (-95,7 pour cent), Ihorombe (-84,9 pour cent), Betsiboka (-84,0 pour cent), Atsimo Atsinanana (-75,3 pour cent) et Melaky (-73,4 pour cent), suivies de près par Atsimo-Andrefana (-63,8 pour cent). La région d'Analamanga a également été très touchée puisqu'elle a enregistré une contraction de la production de riz de 15,2 pour cent.

En outre, les cultures sur *tanety*, dont le riz pluvial, ont en général bénéficié d'une bonne pluviométrie dans les régions en dehors du Grand Sud, et du report de main d'œuvre suite à la réduction des superficies irriguées.

Graphique 6: Madagascar - Production de maïs en 2015/16 et moyenne des cinq dernières années (tonnes)



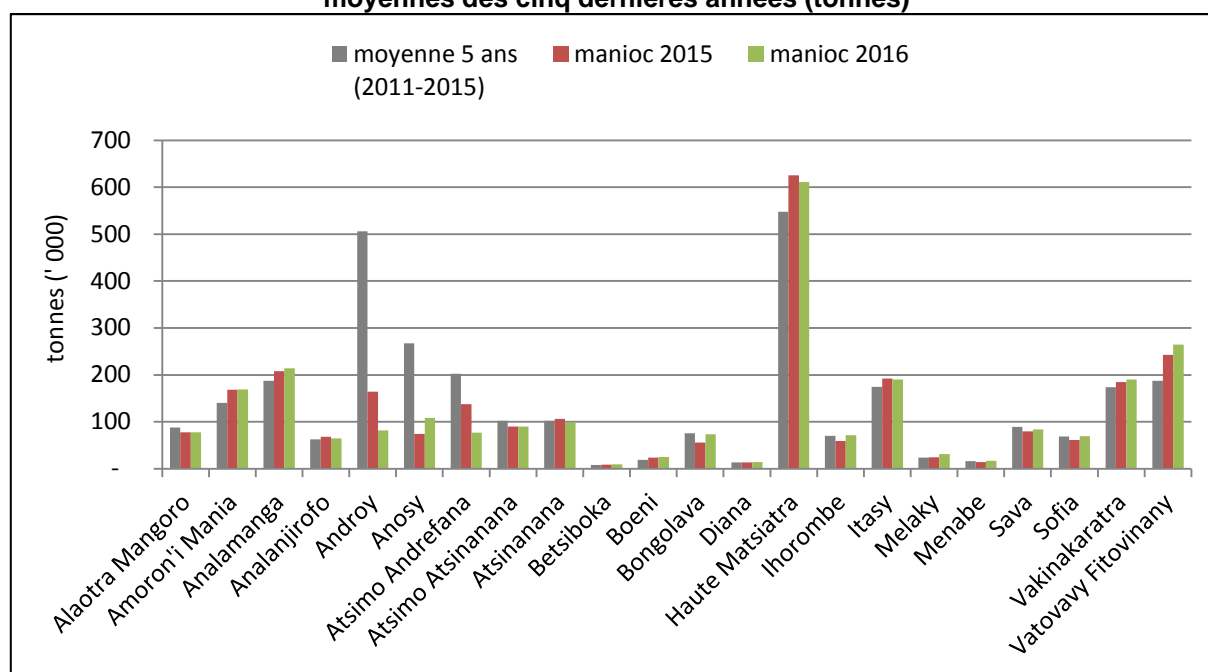
Source: Enquête CFSAM 2016.

Quant à la production de maïs, la réduction est d'environ 4 pour cent au niveau national et 13 régions sur les 22 ont enregistré une baisse par rapport à 2015. Les régions les plus touchées par cette baisse sont Androy (-81,4 pour cent), Menabe (-56,3 pour cent) et Sofia (-28,8 pour cent). Dans quatre autres régions, les déficits dépassent les 15 pour cent. Par rapport à la moyenne 2011-2015, la baisse au niveau national est de 18,6 pour cent et 14 régions sont concernées, les plus touchées étant Androy (-97 pour cent), le Vatovavy Fitovinany (-95,2 pour cent) et Bongolova (-77,8 pour cent).

Enfin, la production de manioc est en légère baisse, -1,8 pour cent par rapport à 2015 mais -15,9 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Six régions ont enregistré une contraction de la production par rapport à 2015 dont Androy (-50,4 pour cent), Atsimo Andrefana (-44,2 pour cent) et Atsinanana (-7,2 pour cent). Dans 12 régions, la production est en baisse par rapport à la moyenne, dont sept à plus de 50 pour cent. On y retrouve Atsinanana (-80,4 pour cent), Analanjiroro (-76,0 pour cent), Boeni (-75,5 pour cent), Amoroni (-69,2 pour cent), Ihorombe (-65,0 pour cent) et Bongolova (-58,3 pour cent).

Les mauvaises productions se répètent et se suivent pour plusieurs régions, en particulier Androy, Atsimo Atsinanana, Ihorombe, Atsimo Andrefana, Bongolova et Atsinanana. Ces déficits successifs et cumulés peuvent accentuer la pauvreté et détériorer les capacités de résilience des populations de ces zones. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle devient un problème à la fois chronique et aigu à terme.

Graphique 7: Madagascar - Production de manioc par région en 2015/16 et moyennes des cinq dernières années (tonnes)



Source: Enquête CFSAM 2016.

Quant aux cultures de rente, le cacao, le café et la vanille, elles n'ont pas été épargnées par les intempéries de 2015 qui les a sérieusement affectées après une floraison tardive qui a réduit leurs rendements de 30 à 50 pour cent par endroits, comme dans le district d'Ambanja, dans la région de Diana. En 2016, la vétusté des plantations et la timidité de leur remplacement à cause des coûts élevés et des délais de production a eu un impact sur cette source importante de revenus pour les ménages des zones productrices. La mise sur pied d'une filière semencière solide prenant en charge la production de plants, constitue l'une des meilleures options à mettre en œuvre, si la volonté politique est de relancer et de développer ces cultures.

Élevage

L'insécurité grandissante dans les campagnes mine le cheptel bovin

Globalement, les pâturages, dans les zones non affectées par la sécheresse, sont abondants et de bonne qualité. Cependant, la mauvaise gestion des pâturages et les feux de brousse non contrôlés pourraient réduire les disponibilités fourragères. Le cheptel bovin, très utilisé pour le transport et la traction animale dans les travaux agricoles, est passé de quelque 9,7 millions de têtes en 2005 à environ 6,5 millions en 2016, selon le MPAE. Cette forte diminution est due à des vols récurrents, particulièrement dans les régions du sud de Madagascar où l'élevage de zébus est très développé. Dans ce contexte d'insécurité, beaucoup de producteurs ont préféré vendre une partie de leur troupeau et recourir par la suite à l'emprunt ou à la location de zébus pour effectuer leurs travaux agricoles.

L'état sanitaire du cheptel bovin est jugé satisfaisant grâce aux vaccinations contre le charbon. Près de 90 pour cent du cheptel bovin est vacciné; en revanche le taux de vaccination des volailles (non obligatoire) est faible, environ 15 pour cent. Les points d'eau ont plutôt bénéficié de l'abondance des pluies. On note tout de même la faible productivité des vaches laitières en milieu paysan, qui n'excède guère 2,5 litres par jour, d'où le souhait du gouvernement d'améliorer les races locales par des croisements avec des animaux plus performants.

Les défis actuels du secteur de l'élevage sont à la fois nombreux et complexes. Ils découlent en grande partie de l'absence d'investissements durant ces cinq dernières années. Madagascar figure actuellement parmi les pays de la sous-région qui consomment le moins de viande, soit 7,5 kg par habitant et par an; alors que son cheptel figure parmi les plus importants. Ce paradoxe tient à des considérations d'ordre culturel et social, liées aux habitudes alimentaires et à la place du zébu dans la société malgache.

À court terme, quatre actions prioritaires ont été identifiées pour la relance du secteur de l'élevage. Il s'agit du projet «School Milk» en partenariat avec la FAO, du développement de l'élevage à cycle court, de l'extension du maillage des services vétérinaires et de la réhabilitation des infrastructures pour faciliter l'accès à l'eau pour la production animale. L'insalubrité des abattoirs constitue actuellement une préoccupation majeure des autorités malgaches. Les municipalités qui ont la charge de ces abattoirs ne disposent pas de ressources financières suffisantes leur permettant d'assurer le bon fonctionnement de ces infrastructures. Elles ont finalement confié la gestion de ces abattoirs municipaux aux associations de bouchers qui continuent à les exploiter dans des conditions en dessous des normes requises. Face à ce défi, le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers, envisagent la construction à court terme de dix abattoirs modernes en vue notamment de favoriser ses exportations⁶ de viande de zébu en Europe, interrompues depuis plusieurs années pour des raisons d'hygiène et de traçabilité.

La production de miel a été très affectée par la varroase⁷ qui a détruit beaucoup de ruches l'année dernière. La varroase est une maladie très virulente dont les dégâts ont atteint entre 80 et 90 pour cent des ruches dans les Hautes-Terres et dans l'est du pays. L'apparition subite de cette maladie, jusqu'ici inconnue à Madagascar, et sa rapide propagation ont rendu inefficaces toutes les méthodes de lutte utilisées. Une campagne de sensibilisation à grande échelle a été entreprise en même temps que la destruction des ruches infestées. Face à l'ampleur des dégâts, l'importation de produits de traitement contre cette maladie a été autorisée et une subvention accordée par les autorités compétentes pour faciliter leur acquisition par les apiculteurs. La mise en place d'un laboratoire pour diagnostiquer les maladies des abeilles est envisagée avec l'appui de l'Union européenne. En 2013, la production de miel était de 3 000 tonnes contre 40 000 tonnes en 1960⁸. Le développement de la filière apicole est envisagé pour la reconquête du marché européen. Il bénéficie de l'appui de la JICA. Parallèlement à la baisse de la production apicole, le manque d'abeilles pour la pollinisation des plantes a réduit la production de litchi.

À noter également, les productions de petits ruminants, de porcs, de canards et d'escargots que souhaite relancer le gouvernement avec l'appui de la FAO dans le cadre du renforcement de la résilience des paysans face aux aléas climatiques.

Pêche

Le non-respect des normes et la croissance incontrôlée du nombre de pêcheurs mettent à mal les ressources halieutiques du pays

La pêche est devenue une source de subsistance alternative pour de nombreux ménages en difficulté et des personnes victimes de la crise et de la conjoncture économique difficile⁹. En 1984, selon les estimations, le pays comptait quelques 40 000 pêcheurs. En 2013, on compte plus de 100 000 pêcheurs. Ce récent afflux de la population vers les activités de pêche a accentué la pression sur les ressources. On constate que le stock de ressources halieutiques a diminué régulièrement au cours de ces dernières années du fait des pratiques de pêche illicites¹⁰ et de l'utilisation de matériels prohibés. Malheureusement, les données actuellement disponibles ne permettent pas d'évaluer l'ampleur de cette baisse en raison de l'absence d'un système performant de collecte de données. Les rapports fournis par les collecteurs de poissons ne représentent que la moitié de la production. Toutefois, malgré la validation en juillet 2014 des résultats de l'enquête cadre réalisée en 2013, la mise en place d'un dispositif plus performant de collecte de données directement au niveau des pêcheurs se fait encore attendre. Elle pourrait intégrer le système de statistiques agricoles pérenne qui devrait être mis en place après un recensement général de l'agriculture.

Conscientes de l'importance des ressources halieutiques dans le développement économique et social du pays, les nouvelles autorités ont décidé de «préserver la ressource avant de l'exploiter¹¹» en vue d'asseoir le développement de la pêche nationale sur une base durable. Ce choix est justifié par le fait que la mauvaise gestion de ces ressources constitue actuellement un défi majeur pour la protection et l'exploitation des stocks de ressources halieutiques à Madagascar. Depuis 2009, un programme de professionnalisation des pêcheurs est mis en œuvre à travers la délivrance de cartes de pêcheurs, la création d'association de

⁶ Madagascar disposait d'un quota de 7 000 tonnes de viande de zébu dans l'Union européenne.

⁷ Dans le district de Maintirano, une attaque de fourmis a ravagé les ruches.

⁸ En 2009, Madagascar comptait 10 908 apiculteurs qui exploitaient 62 000 ruches traditionnelles et 40 262 ruches modernes.

⁹ Source: Enquête cadre 2014, Ministère de la pêche et des ressources halieutiques, Madagascar.

¹⁰ «Famata» consiste à pêcher en utilisant des plantes qui tuent les poissons.

¹¹ C'est ce qui explique le changement dans l'appellation du Ministère «Ministère des ressources halieutiques et de la pêche» précédemment «Ministère de la pêche et des ressources halieutiques».

pêcheurs et le recensement des embarcations en vue d'assainir la gestion et d'améliorer la traçabilité des produits de la pêche destinés à l'exportation. Actuellement, plus de 10 000 pêcheurs détiennent des cartes et plus de 8 000 pirogues ont été recensées. Cette régularisation constitue un préalable indispensable à la relance du secteur de la pêche en cours de préparation.

Le gouvernement continue de renforcer les programmes d'aquaculture et de pisciculture dans les rizières pour accroître la production halieutique. Ainsi, la production totale de la pêche et de l'aquaculture (aquaculture d'eau douce, aquaculture marine, pêche continentale, pêche traditionnelle, pêche industrielle) a évolué comme indiqué dans le tableau ci-après:

Tableau 4: Madagascar – Evolution de la production de la pêche et de l'aquaculture (en tonnes)

Années	Aquaculture douce	Aquaculture marine	Pêche continentale	Pêche traditionnelle	Pêche industrielle	Production totale
2013	996	8 937	24 151	54 139	40 835	129 059
2014	2 886	10 228	14 599	47 905	33 502	109 120
2015	3 520	18 849	16 917	30 246	43 544	113 076

Source: Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche (MRHP).

Le Tableau 4 montre clairement une évolution significative des productions aquacoles.

En dépit des potentialités halieutiques importantes, la consommation de poissons à Madagascar reste encore très faible, soit 6 kg en moyenne par habitant et par an. Pour améliorer la sécurité alimentaire des populations et créer de nouveaux emplois, les pouvoirs publics comptent promouvoir la pêche traditionnelle et la pisciculture au cours des prochaines années dans le cadre de la mise en œuvre du Programme sectoriel de la pêche. Des efforts seront déployés pour la formation et l'équipement des pêcheurs en vue de consolider et de vulgariser les nombreux acquis obtenus au cours de ces dernières années dans la pêche traditionnelle et la pisciculture, notamment dans le cadre du Projet d'appui de la communauté des pêcheurs (PACP) dans le sud-ouest du pays et du Projet d'aquaculture de tilapia de Mahajanga (PATIMA) dans la région de Boeny.

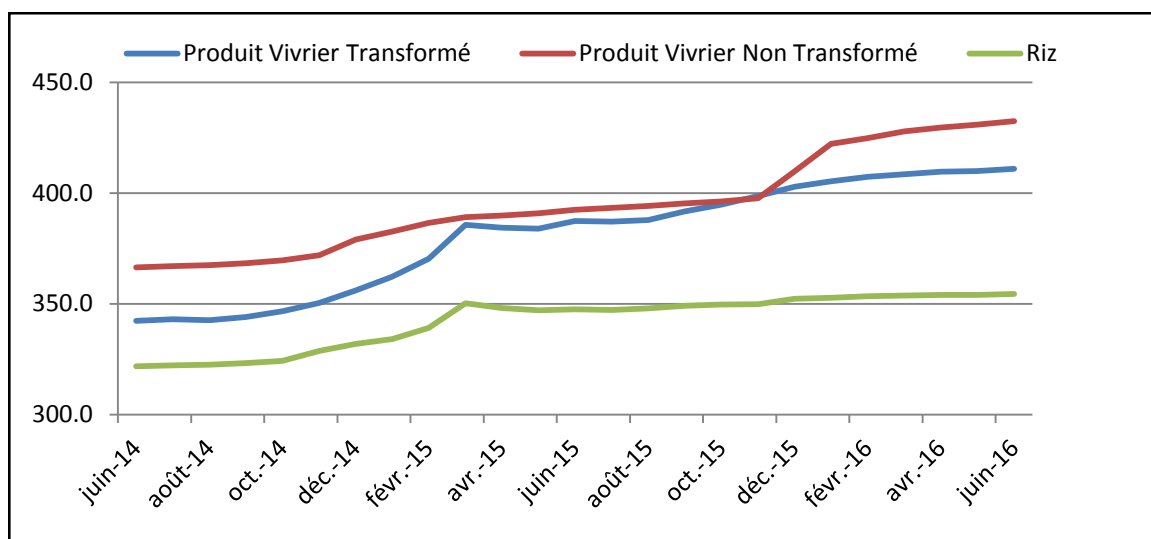
MARCHÉS ET PRIX

Les principaux produits vivriers sont: le riz (qui occupe les 2/3 des surfaces cultivées agricoles), le manioc (premier produit de substitution du riz en période de soudure et aliment de base dans le sud), le maïs, la patate douce, la pomme de terre, le haricot, l'arachide et l'huile végétale. Le riz constitue l'aliment de base des malgaches. La consommation est classée parmi les plus élevées au monde avec en moyenne environ 100 kg/habitant/an et compte pour plus de 50 pour cent des calories consommées. Le manioc contribue en moyenne à environ 15 pour cent des calories. En plus du manioc, les autres tubercules et les légumineuses, plus particulièrement les haricots, jouent un rôle clé en garantissant un repas équilibré.

Entre 70 et 80 pour cent de la production annuelle de riz sont récoltés entre fin avril et fin juin et cette récolte principale à elle seule génère un surplus qui est stocké, pour être consommé petit à petit à partir du mois d'août et jusqu'au mois de mars. Par conséquent, les prix les plus élevés sont observés en février-mars et les prix les plus bas en juin-juillet.

Les prix à la consommation des «produits vivriers non transformés» ont fortement augmenté en glissement annuel, une hausse de 6,4 pour cent en moyenne à l'échelle nationale, la plus importante hausse ayant été observée dans la région d'Antsirabe (10,6 pour cent). Pour ce qui est des «produits vivriers transformés», les prix ont augmenté de 6,1 pour cent. Les prix des «produits alimentaires, boissons et tabacs» ont quant à eux augmenté de 6,5 pour cent et ont contribué à hauteur de 50,4 pour cent dans la hausse l'indice global des prix à la consommation en 2016.

Graphique 8: Madagascar - Indices des produits vivriers juin 2014-juin 2016 (2000=100)

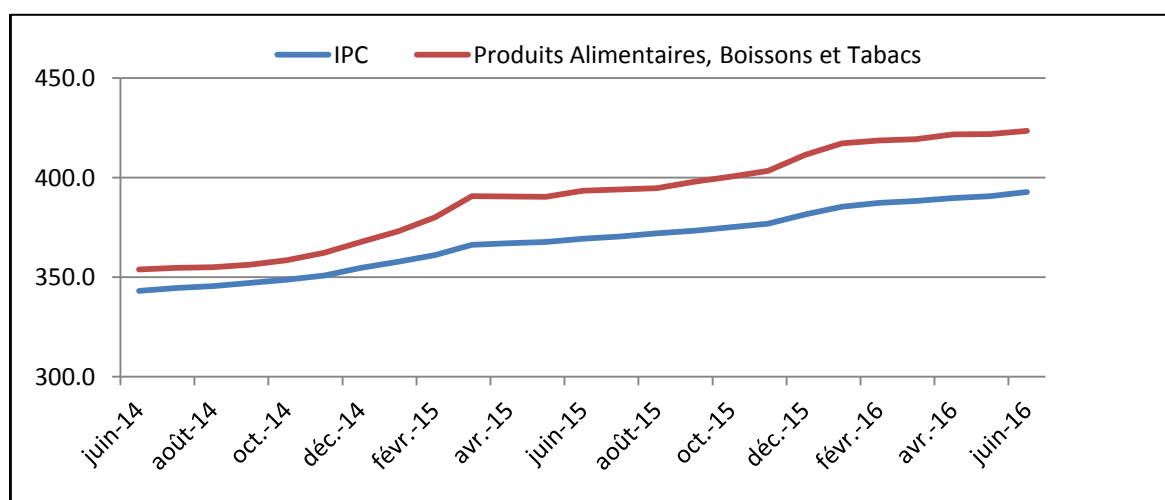


Source: INSTAT.

Forte hausse des prix des produits vivriers non transformés depuis décembre 2015

Entre décembre 2015 et juin 2016, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 3,0 pour cent dans les sept grandes villes de Madagascar¹². Depuis janvier 2016, ce sont les prix des «produits vivriers non transformés» qui ont le plus augmenté (5,5 pour cent), et ont contribué à 44,6 pour cent à la variation globale des prix. Les prix à la consommation des «produits alimentaires, boissons et tabacs » ont augmenté de 3,2 pour cent. Selon l'Institut national de la statistique, cette hausse devrait se poursuivre au cours des trois prochains mois, à cause, entre autres, du taux d'inflation mensuelle en juin 2016 très élevé par rapport à celui de mai, et de la forte hausse du prix du charbon de bois. Concernant les produits alimentaires, en particulier le riz, le maintien actuel à la hausse des prix s'explique, outre les facteurs susmentionnés, par le caractère informel des relations producteurs-collecteurs, la mainmise des grossistes-détaillants sur le maillon distribution et les comportements spéculatifs de certains groupes d'acteurs.

Graphique 9: Madagascar - Indices des prix à la consommation (IPC) juin 2014-juin 2016 (2000=100)



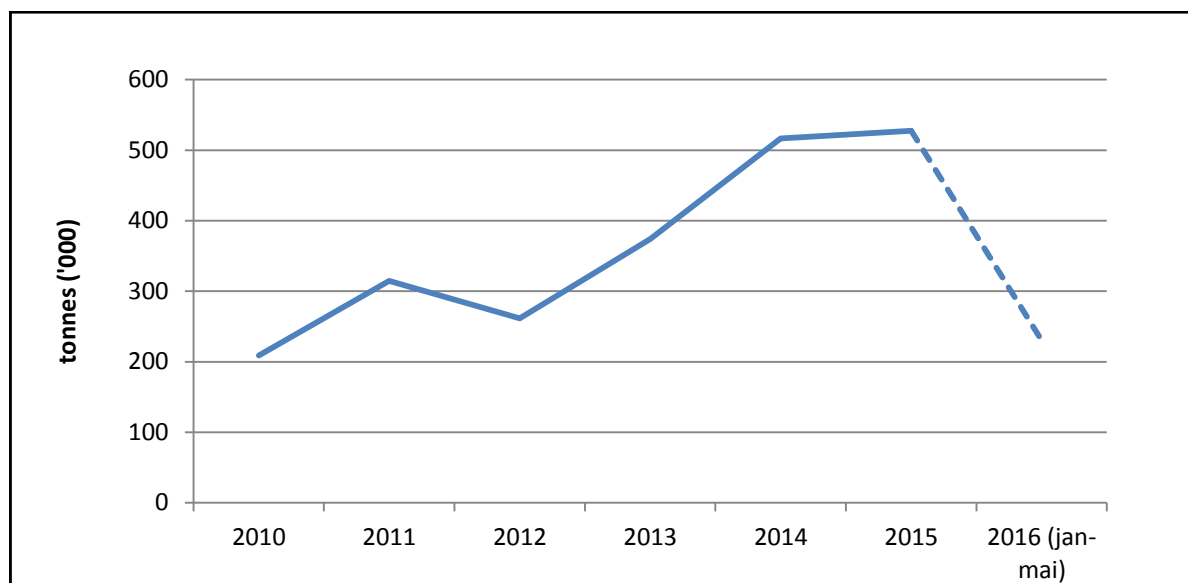
Source: INSTAT.

¹² Antananarivo, Antsirabe, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara.

L'indice des prix du riz blanc suit la même tendance haussière que ceux des autres produits alimentaires, mais la fourchette de variation est moins importante

L'analyse de l'évolution des prix du riz blanc grande consommation montre des prix élevés mais qui varient peu par rapport aux autres produits. Il faut dire que l'essentiel du riz produit à Madagascar est consommé localement, en dehors du riz de luxe. De plus, les collecteurs de riz sont pour la plupart des grossistes et des exportateurs/importateurs de produits agricoles et alimentaires. Le maillon distribution de la chaîne de valeur riz semble être maîtrisé et cela contribue à stabiliser les prix du riz. Toutefois, le niveau des importations de riz à Madagascar devrait être réduit en 2016, malgré la très faible augmentation de la production nationale par rapport à 2015, en raison peut-être de la réduction de la consommation moyenne nationale qui est passée de 105 à 100 kg par personne et par an.

Graphique 10: Madagascar – Évolution des importations de riz 2009-2016



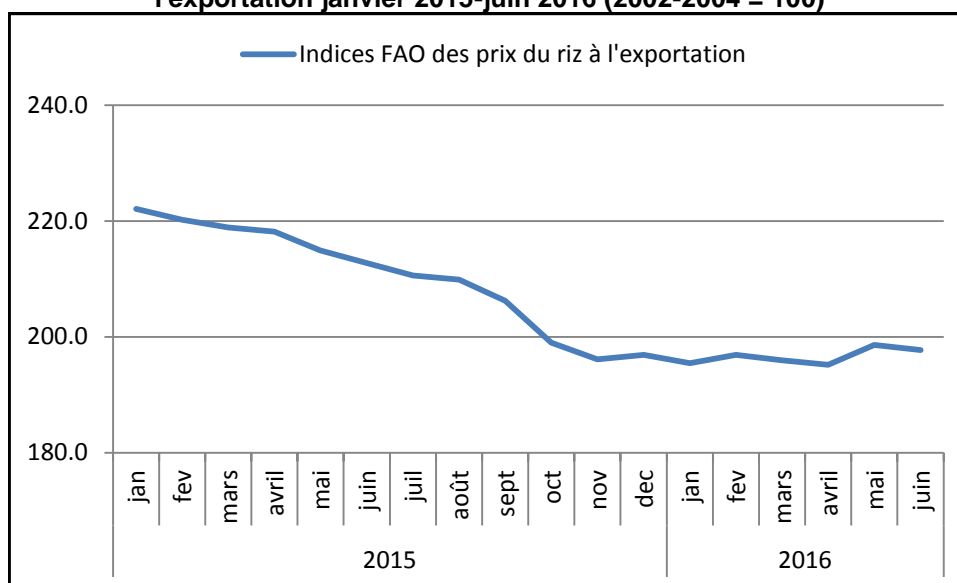
Source: Ministère du commerce.

Les ménages les plus pauvres consomment de moins en moins de riz

Ce paradoxe apparent – diminution des importations de riz face à une stagnation de la production nationale – peut s'expliquer, du moins en partie, par le faible pouvoir d'achat des malgaches, qui ne s'est pas sensiblement amélioré depuis 2008 (voir la section sur la situation socio-économique du présent rapport). En effet, selon les enquêtes et autres observations que la Mission a menées sur le terrain en juillet, les ménages les plus pauvres consomment de moins en moins de riz et tendent à le substituer par des produits moins nobles comme le maïs, le manioc, ou encore des tubercules sauvages. Chez les petits paysans ou les métayers, le riz récolté est de modeste quantité, et vendu très rapidement pour faire face à des besoins urgents. Dans certains cas, il peut être conservé et vendu plus tard à un prix plus intéressant, particulièrement pendant la période de soudure.

Les consommateurs malgaches ne semblent donc guère bénéficier de la baisse des cours mondiaux du riz: alors que l'indice FAO des prix du riz accuse une nette tendance à la baisse, il est passé de 222 points de pourcentage en janvier 2015 à 213 en juin 2016 (voir graphique 11 ci-après), l'indice des prix du riz à Madagascar qui était déjà sur sa lancée ascendante en 2014/15, reste en progression, même si celle-ci est moins importante que l'année dernière. L'explication de ce phénomène réside tout à la fois dans l'inflation, la dépréciation de l'ariary par rapport au dollar américain, ainsi que par les comportements spéculatifs dont nous avons parlé plus haut (voir section socioéconomique du présent rapport).

Graphique 11: Madagascar - Indice FAO des prix du riz à l'exportation janvier 2015-juin 2016 (2002-2004 = 100)



Source: FAO.

Le riz étant exempt de taxe à l'importation, il n'est pas exclu que les importateurs hésitent à répercuter sur les consommateurs au moins une partie de la baisse des prix internationaux, de même que la baisse des coûts du transport liée au fléchissement du prix du pétrole.

Toutefois, les riziculteurs rencontrés par la Mission ne souhaitent pas une baisse conséquente des prix du riz, alléguant que les prix actuellement pratiqués ne leur permettent pas de couvrir leurs frais d'exploitation.

Problèmes des circuits de commercialisation

Les imperfections qui demeurent dans les circuits de commercialisation sont de nature à léser les producteurs et les consommateurs, notamment l'utilisation d'instruments de poids et mesures non conformes, les asymétries de l'information favorisant les collecteurs des produits, le faible pouvoir de négociation des petits producteurs souvent forcés à vendre trop tôt leurs récoltes faute d'infrastructures de stockage. Il est donc recommandé aux vendeurs et aux acheteurs de produits agricoles, notamment de semences, d'utiliser des poids et mesures homologués, et pour ce faire de recourir à des équipements appropriés. Il importe également d'instaurer graduellement des banques de céréales et/ou de semences villageoises qui permettraient aux métayers et aux petits producteurs d'étaler leurs ventes et leur consommation dans le temps, et de profiter ainsi de prix plus avantageux.

Variation des prix des principaux produits alimentaires (riz, maïs et manioc) dans les régions

Outre le niveau de production locale, le degré d'enclavement a également eu un impact important sur les prix des produits sur le marché. En effet, compte tenu de la faible disponibilité des denrées alimentaires dans le sud, notamment dans les régions d'Androy et d'Anosy, les prix ont augmenté dans ces zones. Les prix ont également été signalés en hausse dans les régions de Menabe, de Vakinankaratra, de Melaky, de Bongolava, de Betsiboka, et de Vatovavy Fitovinany. En outre, dans la région d'Atsinanana les pertes post récolte ont également entraîné une hausse des prix. Sinon, outre les variations saisonnières, notamment la flambée des prix en période de soudure, le prix du riz est resté globalement au même niveau que l'année dernière. Dans la partie est de Madagascar, de la région d'Analanjirifo jusque dans le sud-est, la hausse du prix de la vanille conjuguée à la dégradation des pistes rurales a fait bondir l'inflation, l'impact s'est surtout fait sentir au niveau des ménages non producteurs de vanille.

Bien que les statistiques généralement produites par l'Observatoire du riz (OdR) ne soient plus disponibles régulièrement, il est établi qu'au cours de la même période, les prix du riz peuvent varier du simple au double d'une région à l'autre, ou simplement d'un district à l'autre dans une même région¹³. Ceci tient essentiellement à l'enclavement de certaines zones, particulièrement les bassins de production, à la vétusté

¹³ FAO/PAM – Mission d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar, 2013 et 2014.

des infrastructures de transport, mais aussi et peut-être même surtout, aux comportements spéculatifs des catégories d'acteurs détenteurs du cordon de la bourse.

Entre mai et juin 2016, le niveau global des prix à la consommation a augmenté de 0,6 pour cent. Pendant cette période, la hausse des prix a été la plus marquée à Antsirabe (1,1 pour cent), alors qu'elle a été la plus faible dans la ville d'Antsiranana (0,1 pour cent).

BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2016/17

Le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2016/17 (avril/mars) est présenté dans le tableau 5, sur la base des hypothèses et des conclusions suivantes:

- Selon les prévisions des Nations Unies, la population du pays en 2016/17 (en septembre, à mi-parcours de l'année commerciale) est estimée à environ 24 916 millions d'habitants. Cette estimation implique un taux de croissance annuelle d'environ 2,8 pour cent.
- La production de riz, qui représente environ 90 pour cent de la production céréalière totale, est estimée à environ 3,816 millions de tonnes (équivalent paddy) – environ 2,6 millions de tonnes de riz usiné – soit une légère augmentation de 2,5 pour cent par rapport à la production de l'année dernière. La production de maïs, évaluée à environ 0,316 millions de tonnes, a connu une baisse de 4 pour cent. Quant à la production de manioc, elle est estimée à environ 2,6 millions de tonnes, soit une baisse de 1,8 pour cent par rapport à l'année dernière.
- La mission estime que le niveau des stocks ne changera pas de manière significative entre le début et la fin de l'année commerciale. Les stocks de tubercules, de maïs et de blé seraient négligeables et aucune modification de leur niveau n'est prévue. Les variations des stocks sont donc considérées comme négligeables pour tous ces produits.
- Les prévisions font état d'une consommation de riz par personne qui devrait s'établir à environ 100 kg par personne et par an, en se fondant sur le niveau de la consommation apparente. Les données relatives à la consommation sont en ligne avec les estimations de FAOSTAT¹⁴ et de l'INSTAT¹⁵. Toutefois, l'estimation fournie par l'INSTAT (98 kg) n'inclut pas la consommation de riz en dehors du foyer. La consommation de maïs est estimée à 15 kg par an. En ce qui concerne le blé, la consommation est estimée à 6 kg par personne et par an, un niveau similaire aux tendances enregistrées précédemment.
- Les besoins en semences sont estimés sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays à environ 60 kg par hectare pour le riz et à 25 kg par hectare pour le maïs.
- Les prévisions de pertes post-récoltes sont de 10 pour cent pour le riz et pour le maïs. Elles sont plus élevées pour les tubercules (comme le manioc), estimées à 20 pour cent, du fait que ces produits sont plus périssables que les céréales s'ils ne subissent pas de préparation spécifique.
- Les quantités de céréales destinées à l'alimentation animale sont relativement limitées en raison des pratiques traditionnelles d'élevage. Comme l'année dernière, en dépit de la réduction de l'élevage bovin suite à l'insécurité, seulement 1 000 tonnes de maïs sont prévues pour l'alimentation animale en 2016/17.

¹⁴ Bilan des disponibilités alimentaires 2013, FAOSTAT.

¹⁵ INSTAT, *Enquête périodique auprès des ménages 2010*, Tableau 170, page 220.

Tableau 5: Madagascar - Bilan de l'offre et de la demande de céréales, 2016/17 ('000 tonnes) campagne de commercialisation avril/mars

	Riz (usiné)	Maïs	Blé	Total céréales	Manioc^{1/}
Disponibilités intérieures	2 557	316	0	2 873	832
Production	2 557	316	0	2 873	832
Variations de stocks	0	0	0	0	0
Utilisation totale	2 829	413	149	3 391	832
Consommation alimentaire	2 492	374	149	3 015	633
Semences	81	7	0	88	0
Alimentation animale	0	1	0	1	33
Pertes	256	32	0	287	166
Exportations	0	0	0	0	0
Besoins d'importation	-272	-97	-149	-518	0
Importations commerciales prévues	272	97	149	518	0

Source: CFSAM.

1/ Manioc est converti en équivalent céréale au taux de 0,3166.

Pour ce qui concerne les céréales, le bilan fait apparaître un déficit de 518 000 tonnes de céréales dont 272 000 tonnes de riz. Ces dernières années, le pays a importé en moyenne 535 000 tonnes de céréales par an dont environ 300 000 tonnes de riz. La mission prévoit une réduction du volume des importations en 2016/17 en raison de la dépréciation continue de l'ariary. Cependant les importations céréalières devraient normalement couvrir le déficit céréalier prévu.

La consommation par habitant de manioc a baissé depuis 2013 suite au recul continu de la production et au fait que les importations de cette culture sont limitées. La consommation par habitant sera d'environ 80 kg en 2016/17, contre 106 kg estimés en 2013/14 et 117 kg en 2009/10. La situation tendue des disponibilités céréalières dans la sous-région et la demande plus forte de manioc, exerceront une pression accrue sur les prix de cette denrée, ce qui affectera davantage la situation alimentaire des ménages pauvres.

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Le degré de représentativité des indicateurs de sécurité alimentaire n'est pas établi au niveau des régions mais des districts visités par la mission d'évaluation de la sécurité alimentaire au niveau des ménages. Néanmoins, les graphiques et les tableaux qui suivent seront présentés par région à titre indicatif pour harmoniser la présentation des résultats entre la section production agricole et la section sécurité alimentaire. La situation dans les districts visités est décrite dans chaque paragraphe. *La mention «région» dans cette section sous-entend les «districts visités» par la mission dans une région spécifique.*

Accès à la nourriture

Profil de consommation alimentaire: une situation alarmante au sud, vulnérabilité dans le sud-est et des situations normales dans les zones à hautes potentialités agricoles

Il est possible d'apprécier l'accès à la nourriture à travers plusieurs indicateurs dont le score de consommation alimentaire (SCA). Cet indicateur évalue le régime alimentaire des ménages durant les sept derniers jours qui précèdent l'enquête et établit un score qui traduit à la fois des aspects quantitatifs et qualitatifs de l'accès à la nourriture. Les ménages sont scindés en trois catégories: ceux qui ont un profil de consommation «acceptable» (SCA supérieur à 35), ceux qui ont un profil de consommation «limite» (SCA compris entre 21 et 35) et enfin, ceux qui ont un profil de consommation «pauvre» (SCA inférieur à 21).

Le graphique 12 montre trois situations particulières:

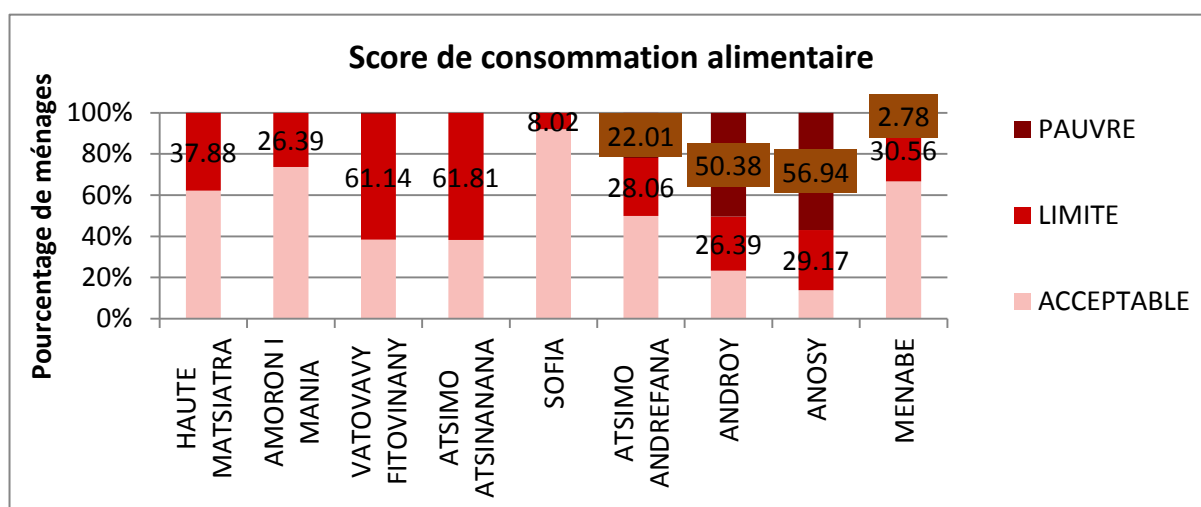
En premier lieu, on note une difficulté d'accès critique à la nourriture dans les régions d'Androy (ensemble des quatre districts) et d'Anosy (district d'Amboasary Sud plus quatre communes – Analapatsa, Andranobory, Ankariera et Ranopiso – dans le district de Fort-dauphin) où plus de la moitié de la population a un profil de consommation pauvre. La région d'Atsimo-Andrefana présente une situation aussi alarmante

que dans les deux autres régions, notamment dans les districts d'Ampanihy (40,2 pour cent de consommation pauvre et 32,2 pour cent de consommation limite) et dans le district de Betioky-Sud (40,2 pour cent de consommation pauvre et 32,2 pour cent de consommation limite). Par contre, la situation est normale dans les districts de Morombe, de Sakaraha et de Toliara II, où seule la commune de Beheloka présente une situation inquiétante.

En second lieu, des situations de vulnérabilité ont été identifiées dans les districts visités des régions de Vatovavy Fitovinany (Mananjary, Manakara, Vohipeno) et d'Atsimo-Atsinanana (Farafangana et Vangaindrano). Dans l'ensemble de ces districts, environ quatre ménages sur dix risquent de se retrouver en situation de difficulté (profil de consommation pauvre) en cas de choc. Le district d'Ambalavao (région de la Haute-Matsiatra) et le district de Mahabo (région de Menabe) présentent une situation similaire mais dans une moindre mesure (environ le tiers des ménages sont à risque).

En dernier lieu, on note une meilleure situation dans les districts de Mampikony, Antsohihy et Port Bergé (région de Sofia) où plus de 85 pour cent des ménages ont un niveau de consommation acceptable. Bien que ces districts aient été touchés par les inondations lors du passage de la zone de convergence intertropicale durant le mois de janvier 2016, leur situation est restée stable. Les autres districts de la région possèdent de très hautes potentialités agricoles et n'ont pas souffert de chocs majeurs. La région bénéficie ainsi d'un bon accès à la nourriture. Par ailleurs, le district d'Ambositra (région Amoron'i Mania) présente une situation moins inquiétante, le pourcentage de ménages avec un niveau de consommation limite est inférieur à 20 pour cent. Ce n'est pas le cas du district de Fandriana (dans la même région mais avec une situation particulière: enclavé, température basse et un fort taux de dégradation du sol), où les ménages sont exposés à des degrés de vulnérabilité similaires à ceux des districts de la région de Vatovavy Fitovinany. Dans ce district, un peu moins de la moitié des ménages sont à risque.

Graphique 12: Madagascar - Profil de consommation alimentaire dans les zones visitées selon les régions

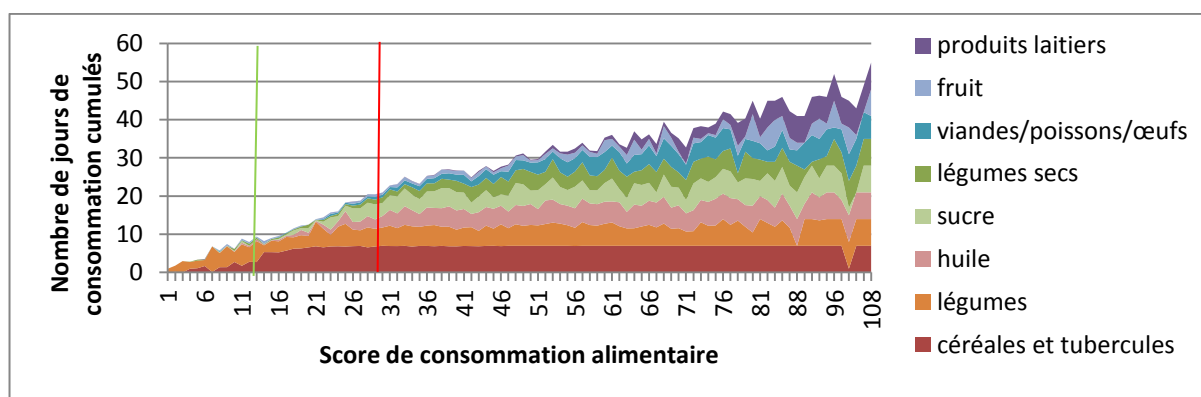


Source: Enquête CFSAM 2016.

Diversité du régime alimentaire des ménages : les aliments de base et les légumes sont consommés par tous les ménages alors que la viande, les fruits et le lait sont pour les riches

Le graphique 13 montre que les aliments de base (céréales, tubercules et produits dérivés) ainsi que les légumes feuilles sont consommés quasi-quotidiennement par l'ensemble des ménages, avec un niveau de consommation moins élevé pour les ménages qui ont un score de consommation pauvre. Les aliments riches en sucre et huiles, comme les beignets, s'ajoutent à ces deux groupes pour les ménages qui ont un score de consommation limite, avec une fréquence non journalière. En revanche, les ménages qui ont un score de consommation acceptable ont accès aux quatre autres groupes d'aliments, notamment aux fruits et aux produits laitiers.

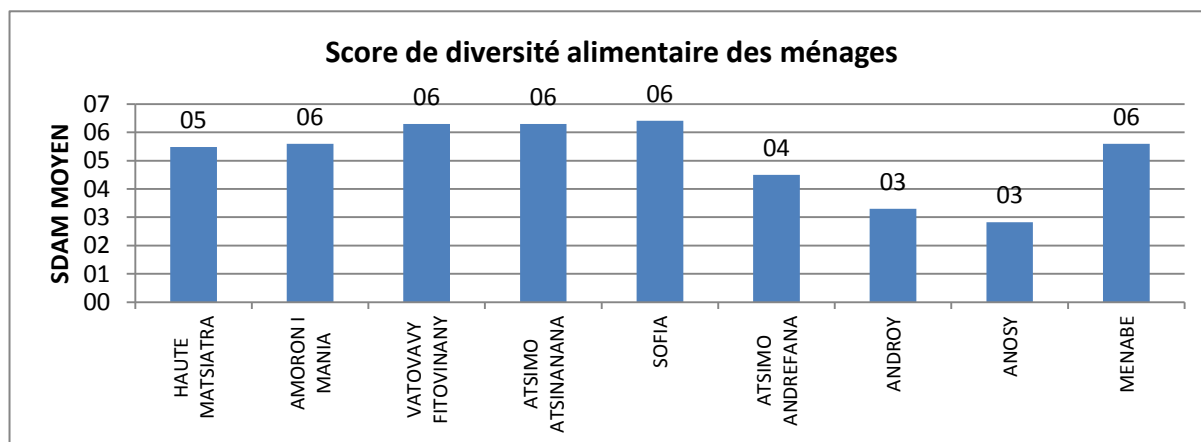
Graphique 13: Madagascar - Composition du régime alimentaire des ménages selon le niveau croissant d'accès aux denrées alimentaires



Source: Enquête CFSAM 2016.

En se concentrant sur le nombre de groupe d'aliments consommés par les ménages, le Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) apprécie le degré de diversification du régime alimentaire des ménages. Selon le graphique 14, les régions du sud affichent une situation médiocre: outre les aliments de base et les légumes, les ménages ne consomment en moyenne qu'un autre groupe d'aliments. Le district de Tsihombe dans la région d'Androy est celui où la situation est la pire (SDAM = 2,3) tandis que le district de Vangaindrano dans la région d'Atsimo Atsinanana présente la meilleure situation (SDAM = 6,8). Dans ce district qui présente un niveau élevé de ménages avec un score de consommation limite, les ménages changent de régime quotidiennement, en substituant un groupe par un autre.

Graphique 14: Madagascar - Diversité du régime alimentaire dans les zones visitées selon les régions



Source: Enquête CFSAM 2016

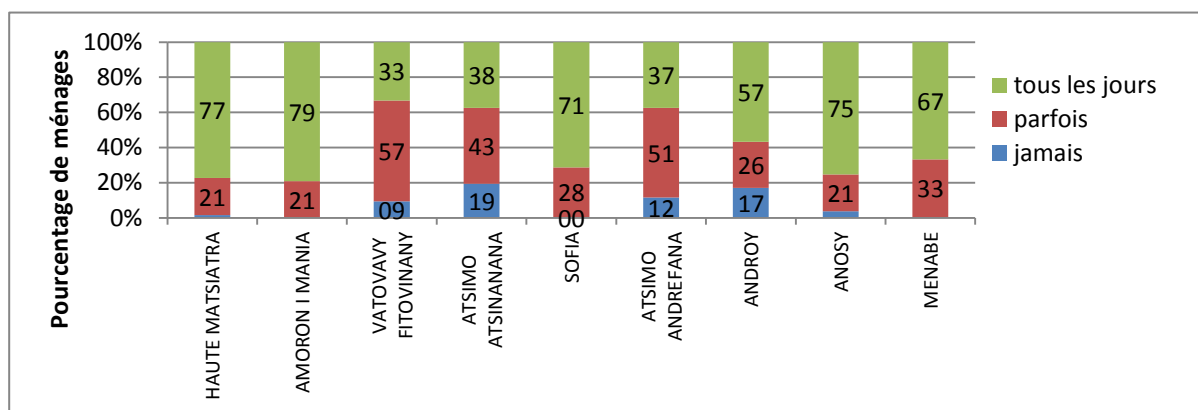
Qualité nutritionnelle du régime alimentaire des ménages: les ménages ont un bon accès aux denrées riches en vitamine A mais ont un accès difficile aux aliments riches en fer et en protéines

L'analyse de type SCA-N (ou analyse de la qualité nutritionnelle de la consommation alimentaire) est dérivée de l'analyse standard du SCA et se concentre sur trois nutriments: la vitamine A, les protéines et le fer. Si l'on regroupe les produits alimentaires riches en ces nutriments dans le module axé sur la consommation alimentaire, la fréquence de la consommation alimentaire peut être interprétée pour chacun de ces éléments nutritifs. Pour cela, on distingue trois types de ménages selon la fréquence de consommation des nutriments: ceux qui n'en ont pas consommé: (0 jour), ceux qui en ont consommé parfois (1-6 jours) et ce qui ont en ont consommé tous les jours (7 jours).

La vitamine A a un lien direct avec le fonctionnement de la vue, le système immunitaire, la croissance et le système de reproduction. Les aliments riches en vitamine A sont: les légumes de couleur verte ou orange, les abats de viande, les œufs, le lait et les fruits de couleur orange.

Le graphique 15 illustre l'accès global des ménages malgaches à la vitamine A. A l'exception des régions du sud et du sud-est, où une part non négligeable de la population n'y a pas accès, les ménages malgaches bénéficient d'un bon accès aux aliments riches en vitamine A. En analysant les différents groupes d'aliments riches en vitamine A, on note l'importance des légumes verts dans la ration des ménages, ce qui explique cet accès remarquable à la vitamine A. Dans la région d'Anosy, l'accès est également très bon, étant donné l'importance de la consommation de fruits et de légumes (feuilles de manioc) dans cette région.

Graphique 15: Madagascar- Fréquence de la consommation d'aliments riches en vitamine A dans les zones visitées par les région

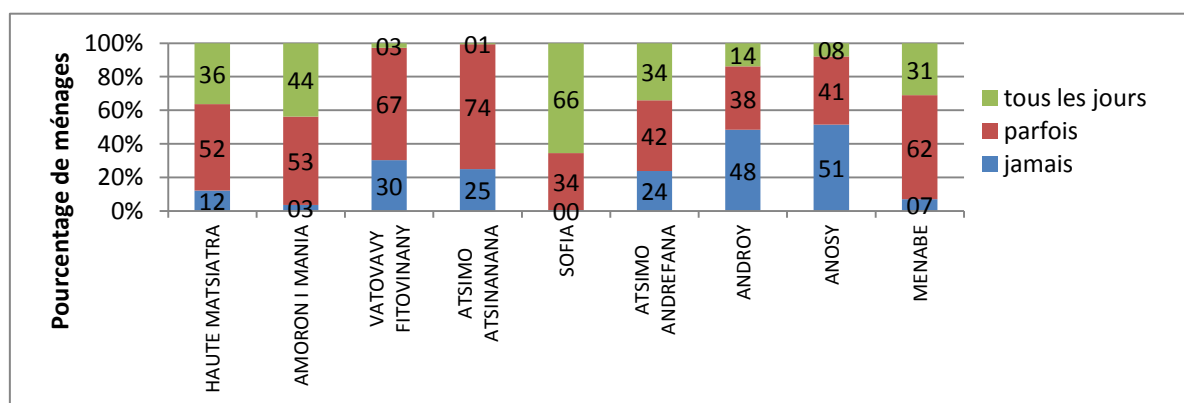


Source: Enquête CFSAM 2016.

Les protéines ont un rôle essentiel dans le processus de croissance et les individus ont besoin d'un apport suffisant en protéines pour éviter des problèmes liés à la malnutrition, comme les retards de croissance. Elles servent également de source d'énergie et un manque conduit rapidement à une malnutrition aiguë. Les aliments riches en protéines sont: la viande (muscle), les abats, les fruits de mer, les œufs, le lait et les légumineuses.

Il ressort du graphique 16 que les protéines sont chères et qu'elles ne sont pas à la portée de la majorité des ménages. La région de Sofia et dans une moindre mesure quelques districts visités dans la région d'Atsimo Andrefana (Sakaraha et Toliara II), et le district d'Ambositra (région Amoron'i Mania) affichent les meilleures situations car plus de la moitié des ménages ont accès quotidiennement aux protéines. C'est dans le sud et le sud-est, notamment dans les districts de Tsihombe, Amboasary, Farafangana et Vangaindrano, que se trouvent les situations les plus extrêmes où plus de la moitié de la population ne consomme jamais de protéines. Il convient de noter que ces quatre districts ont en commun, entre autres, un accès au littoral; ainsi le développement du secteur halieutique et des mesures d'incitation à l'autoconsommation de produits riches en protéines pourraient pallier ce problème d'inaccessibilité.

Graphique 16: Madagascar - Fréquence de la consommation d'aliments riches en protéines dans les zones visitées par région



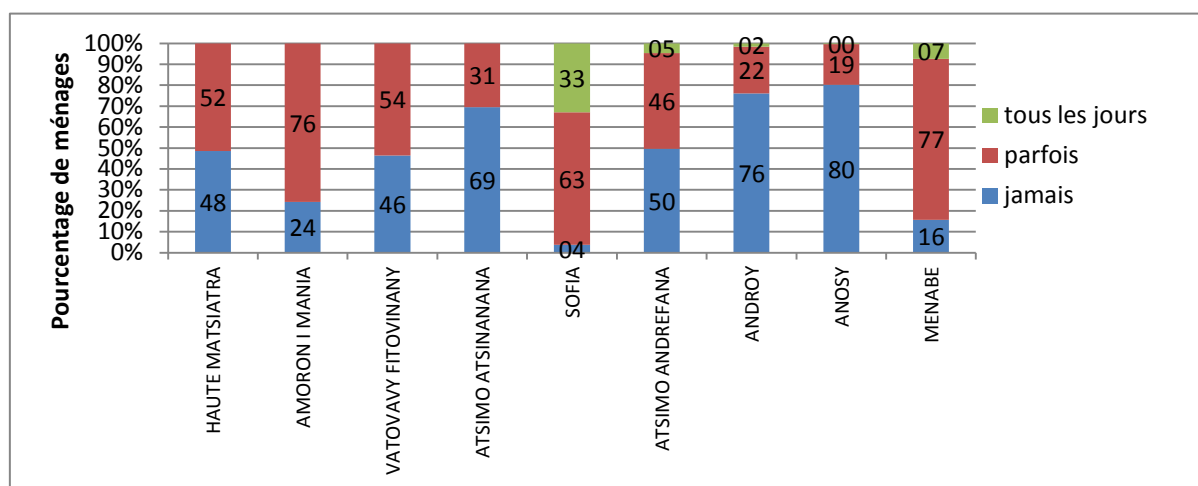
Source: Enquête CFSAM 2016.

Les carences en fer constituent un problème très répandu dans le monde et touchent tout particulièrement les pays en développement. Elles doivent donc être surveillées, analysées et traitées grâce à des solutions à court terme (suppléments, enrichissement des produits alimentaires) et à long terme à travers la mise en

œuvre de programmes sensibles aux enjeux nutritionnels. Un manque de fer dans le régime alimentaire peut entraîner des problèmes d'anémie, qui s'accompagnent de nombreuses complications pour la santé et le bien-être d'un individu ; en effet l'anémie réduit le niveau d'oxygène disponible pour les processus de l'organisme. Pour assurer une vie saine, une alimentation équilibrée est essentielle, c'est-à-dire une alimentation dans laquelle sont présents tous les macro- et micronutriments. Les aliments riches en fer sont: la viande (muscle), les abats et les fruits de mer.

Selon le graphique 17, les aliments riches en fer sont encore moins accessibles que ceux riches en protéines, car ces derniers comprennent le sous-ensemble des aliments riches en fer. En outre, la viande, les abats et les fruits de mer sont relativement chers, sauf pour les éleveurs et les pêcheurs. Il convient cependant de noter que l'autoconsommation est très faible chez les éleveurs et pêcheurs car ils préfèrent vendre leurs produits que les consommer. C'est une fois de plus dans les régions du sud et du sud-est que l'accès est le plus difficile: plus de sept ménages sur dix n'en consomment jamais. Dans le reste du pays, seule la région de Sofia présente une bonne situation; dans toutes les autres zones, les ménages sont confrontés à des difficultés pour accéder à ce nutriment.

Graphique 17: Madagascar - Fréquence de la consommation d'aliments riches en fer dans les zones visitées par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

Degré de modification des habitudes alimentaires: la détérioration se manifeste presque quotidiennement

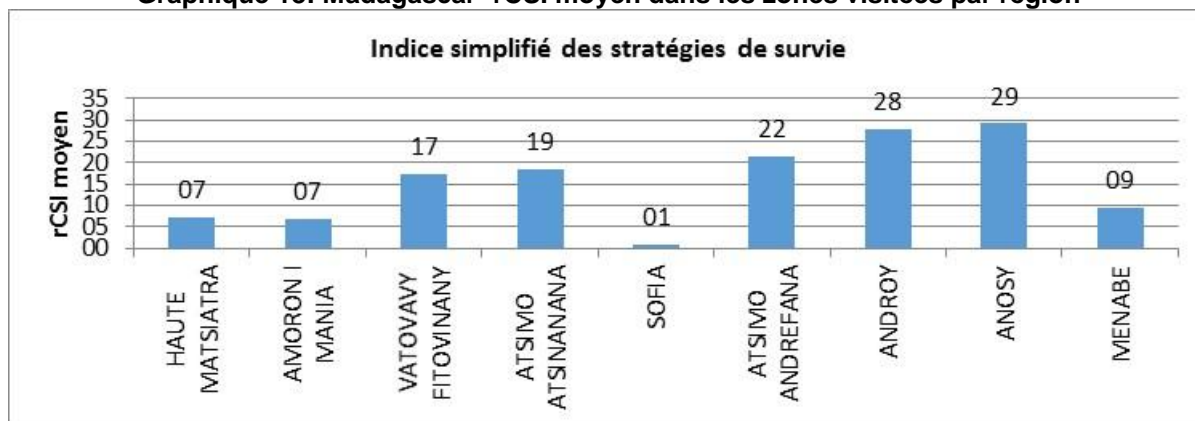
Bien que la récolte en 2016 ait contribué à une amélioration des habitudes alimentaires, certains ménages montrent déjà des signes de dégradation de leurs habitudes alimentaires. Plusieurs indicateurs illustrent le degré de ces changements, comme l'Indice simplifié des stratégies de survie (rCSI, pour reduced coping strategy index). Le rCSI mesure la fréquence et la sévérité des stratégies auxquelles ont recours les ménages pour faire face à des pénuries alimentaires. Cet indicateur est obtenu en pondérant le nombre de jours durant lesquels les ménages ont eu recours à l'une des cinq stratégies de survie au cours des sept jours précédant l'enquête.

Ces cinq stratégies sont:

- Se résoudre à acheter les aliments les moins préférés et les moins chers.
- Emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide des amis/de la famille.
- Réduire le nombre de repas consommés dans une journée.
- Diminuer la consommation des adultes au profit de celle des enfants.
- Réduire les portions mangées à chaque repas.

Les jours où les ménages ont recours à ces stratégies ne sont comptabilisés que si elles sont adoptées suite à un problème alimentaire ou de ressource, ce qui écarte les habitudes ou choix personnels non liés à des problèmes d'accès à la nourriture.

Graphique 18: Madagascar- rCSI moyen dans les zones visitées par région

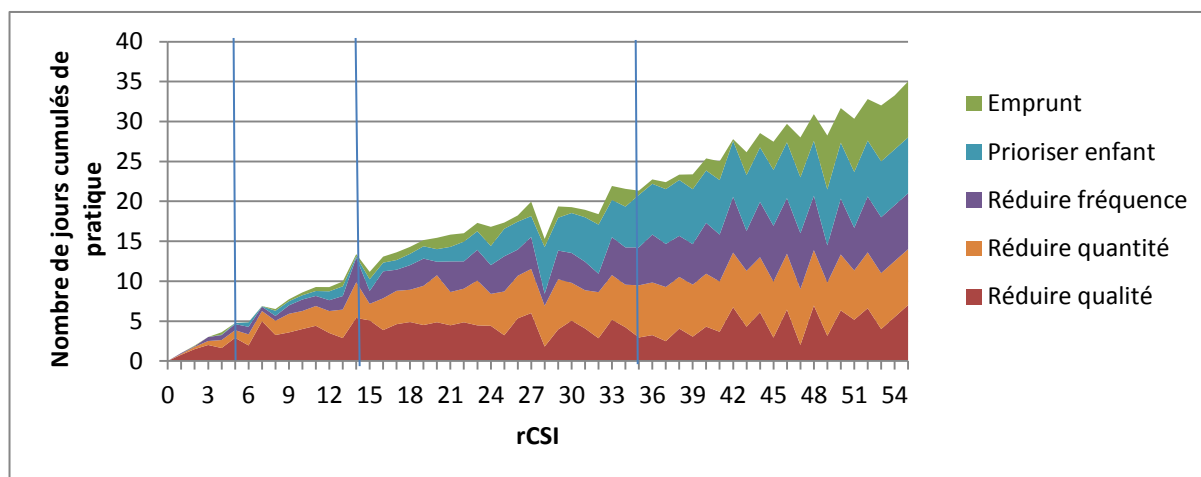


Source: Enquête CFSAM 2016.

Le graphique 18 illustre une situation déjà inquiétante un mois après la récolte. En effet, outre la région de Sofia, les ménages ruraux adoptent en moyenne une stratégie de survie chaque jour. Pour les régions du sud et du sud-est, une seule stratégie ne suffit pas, ils sont contraints d'adopter plusieurs stratégies. Dans ces régions, la consommation d'aliments de substitution du riz (qui est l'aliment principal et préféré), voire la consommation des aliments de disette («raketa mena» ou cactus rouge, tubercules sauvages et tamarin cru mélangé avec de la cendre) sont monnaie courante.

Une analyse de la variabilité de cet indicateur montre que, dans l'ensemble des zones visitées, les trois quarts des ménages dans l'ensemble des zones visitées ont un rCSI supérieur à 5, la moitié ont un rCSI supérieur à 14 et le quart les plus vulnérables ont un rCSI de plus de 35, soit l'équivalent d'environ cinq stratégies adoptées quasi-quotidiennement.

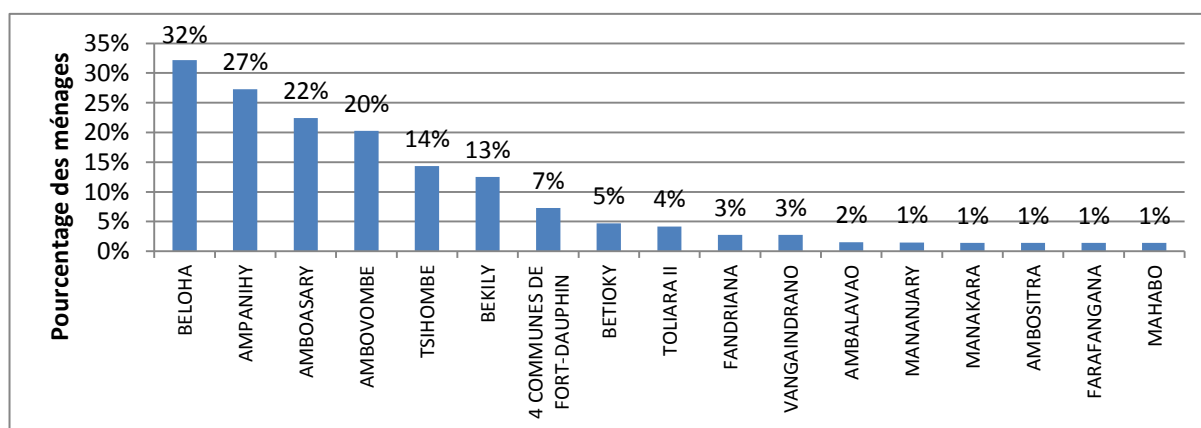
Graphique 19: Madagascar - Les cinq stratégies d'adaptation selon un degré croissant de dégradation des habitudes alimentaires



Source: Enquête CFSAM 2016.

Le graphique 19 montre que la première stratégie adoptée par les ménages est la substitution par des aliments moins chers, généralement plus rassasiants que les aliments de bonne qualité. Cette stratégie suffit aux ménages confrontés à des problèmes alimentaires relativement limités. Ensuite, si cela ne suffit pas, les ménages réduisent la quantité des rations, voire se passent d'un repas. Si la moitié la moins vulnérable n'a pas de souci de priorisation entre les différents membres du ménage, l'autre moitié priorise les enfants et tend à réduire l'alimentation des adultes. Pour ce qui est de l'emprunt, la situation actuelle, qui touche la majorité des ménages, réduit les possibilités d'entraide.

Graphique 20: Madagascar - Pourcentage des ménages ayant passé une journée entière sans manger dans les districts où de tels cas se sont produits

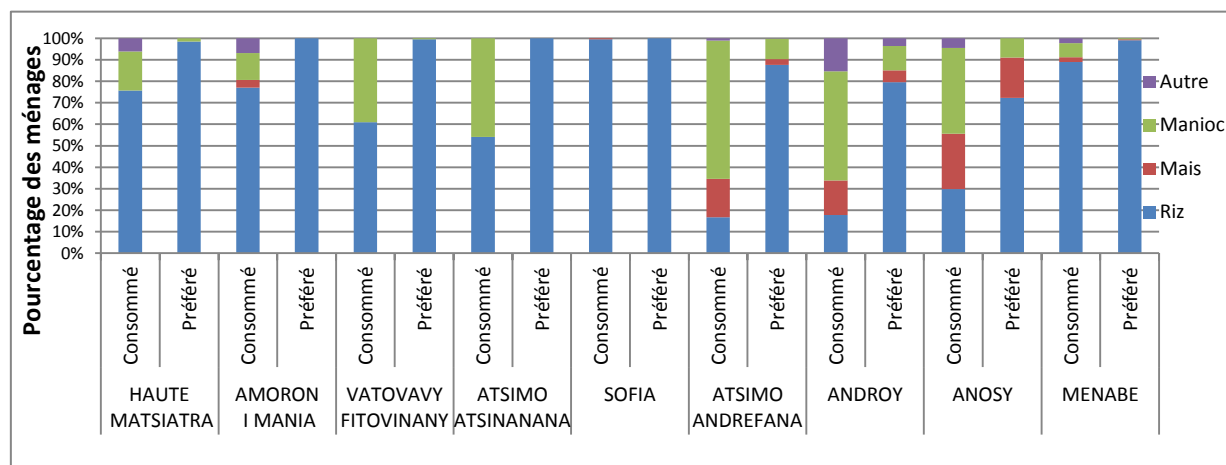


Source: Enquête CFSAM 2016.

Le fait de se passer de nourriture durant une journée n'est pas considéré dans le calcul du rCSI, nous avons cependant saisi cet indicateur lors de cette enquête. Les résultats sont présentés dans le graphique 20. Il en résulte que dans 17 des 25 districts visités, certains ménages ont passé au moins une journée sans manger, et dans 8 districts, le pourcentage de ces ménages dépasse les cinq pour cent. Dans les quatre districts de la région d'Androy et dans les districts d'Ampanihy et d'Amboasary, la situation est critique, et cette stratégie de survie concerne jusqu'à un tiers de la population dans le district de Beloha.

En vue d'apprécier le degré de modification des habitudes alimentaires des ménages, nous nous sommes concentrés sur trois aspects: le type d'aliment de base consommé par rapport à celui préféré, la fréquence des repas et la quantité de la ration.

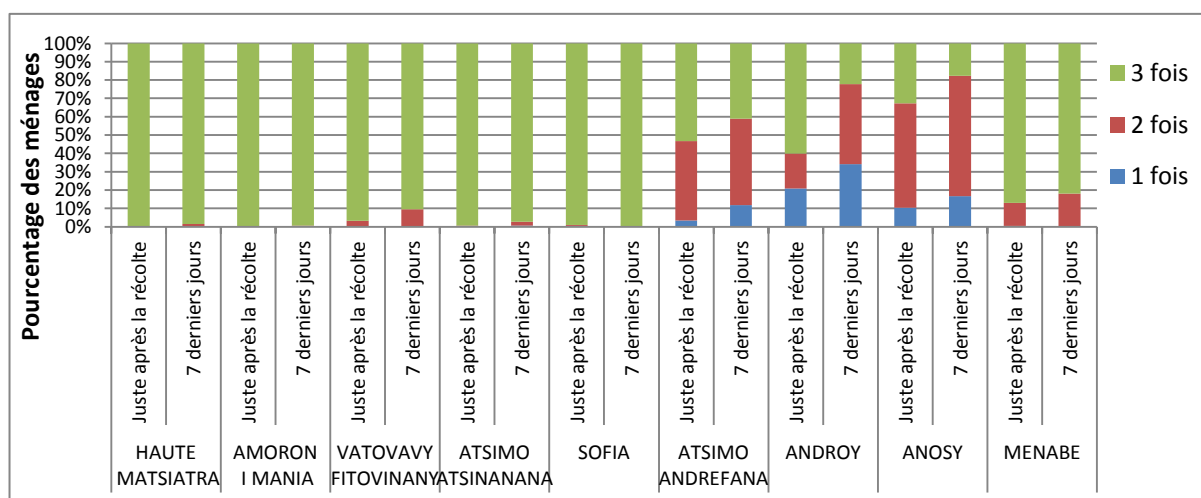
Graphique 21: Madagascar - Comparaison entre les aliments de base consommés et les aliments préférés dans les zones visitées selon par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

Le riz est à la fois l'aliment de base des malgaches et l'aliment préféré. Dans la plupart des régions, consommer des aliments de substitution du riz constitue déjà une manifestation d'insécurité alimentaire subjective au niveau des ménages. L'écart entre la consommation de l'aliment de base préféré et celui réellement consommé est le plus notable dans le sud et le sud-est. Dans ces zones, c'est le manioc, puis le maïs qui sont les plus consommés, alors que ce ne sont les aliments préférés que d'une petite partie de la population (graphique 21). Notons que la période de récolte du manioc coïncide avec la période de collecte des données, ce qui participe également à la consommation importante de cette denrée.

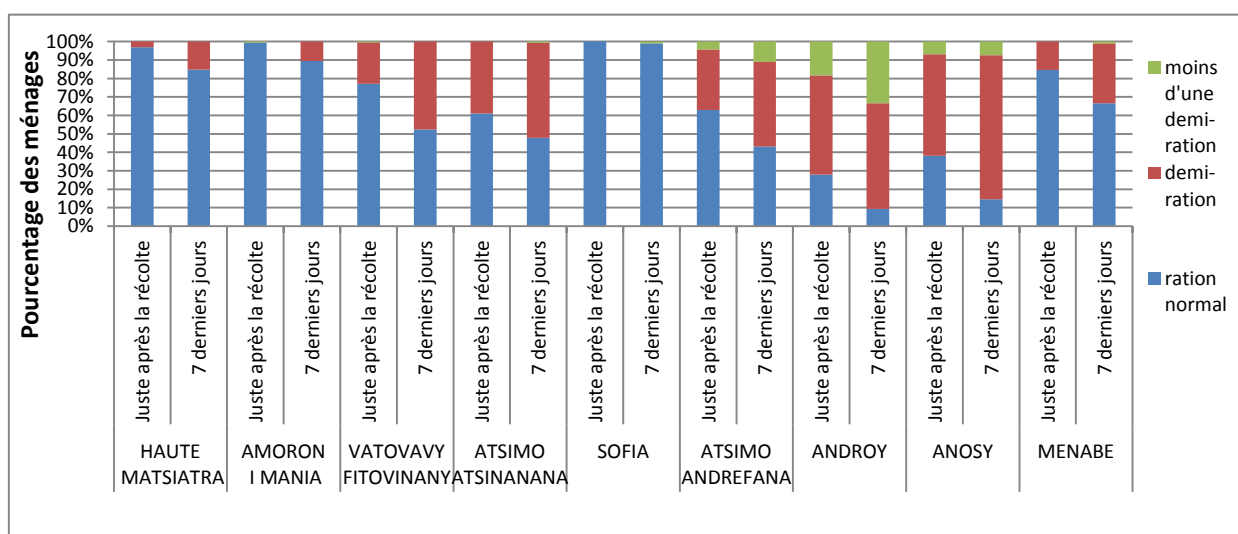
Graphique 22: Madagascar - Variation de la fréquence de prise des repas dans une journée dans les zones visitées selon par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

Le graphique 22 nous montre à quel point la situation est critique dans le sud: même juste après la période de récolte, qui se situe en général au mois de juin, une part non négligeable de la population ne consomme, tout au plus, que deux repas par jour, voire certains un seul repas. Cette situation tend à s'aggraver un mois après, ce qui témoigne de la faiblesse des récoltes. Les districts les plus touchés par ordre de gravité sont: Tsihombe, Beloha, Amboasary, Ampanihy, Betioky Sud, Ambovombe et Bekily.

Graphique 23: Madagascar - Variation du niveau de la ration consommée à chaque repas dans les zones visitées selon par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

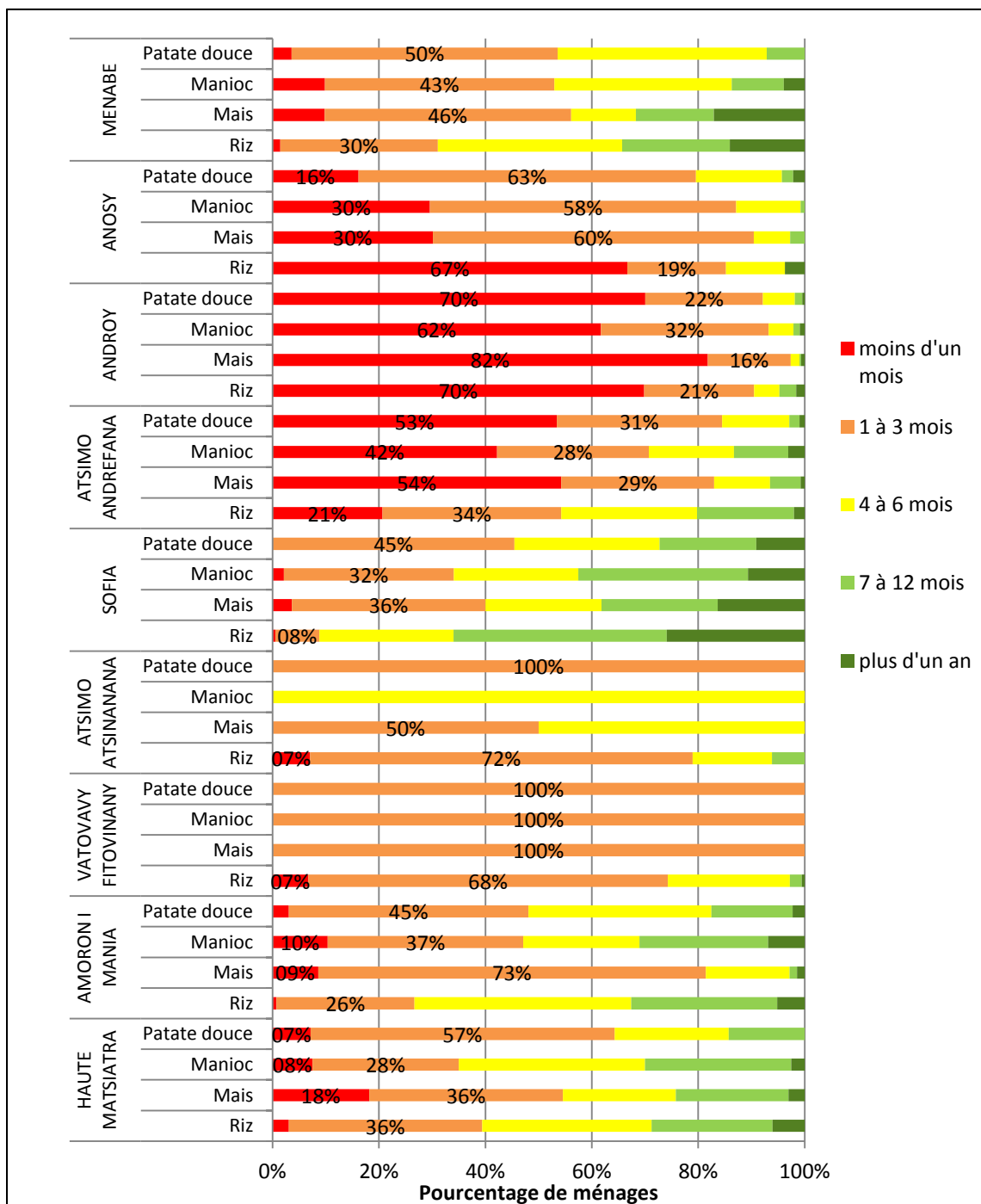
Le graphique 23 illustre une situation plus inquiétante que la précédente avec les mêmes constats dans les régions du sud mais aussi les régions du sud-est et à un niveau moins important dans les hautes-terres. Concernant les districts des hautes-terres, cela tient notamment à l'inflation enregistrée dans ces zones et aux pluies moins abondantes que celles de l'année passée, qui n'ont pas favorisé un bon fonctionnement des infrastructures hydro-agricoles.

Vulnérabilité économique

La stabilité de la consommation est l'un des principaux piliers de l'analyse de la sécurité alimentaire. Lorsqu'un choc survient, chaque ménage a sa propre capacité de réaction pour surmonter le choc dans un délai plus ou moins long, en fonction de ses moyens, de ses activités ou de sa capacité à réorganiser ses dépenses afin de prioriser la nourriture. La vulnérabilité des ménages varie donc selon plusieurs facteurs tels que la diversification des sources de nourriture et de revenus, les moyens matériels, etc.

Stock des ménages: Menabe et Sofia débiteurs et les régions du sud très vulnérables

Graphique 24: Madagascar - Durée des stocks des ménages au moment de la récolte, en supposant que toute la production est destinée à la consommation

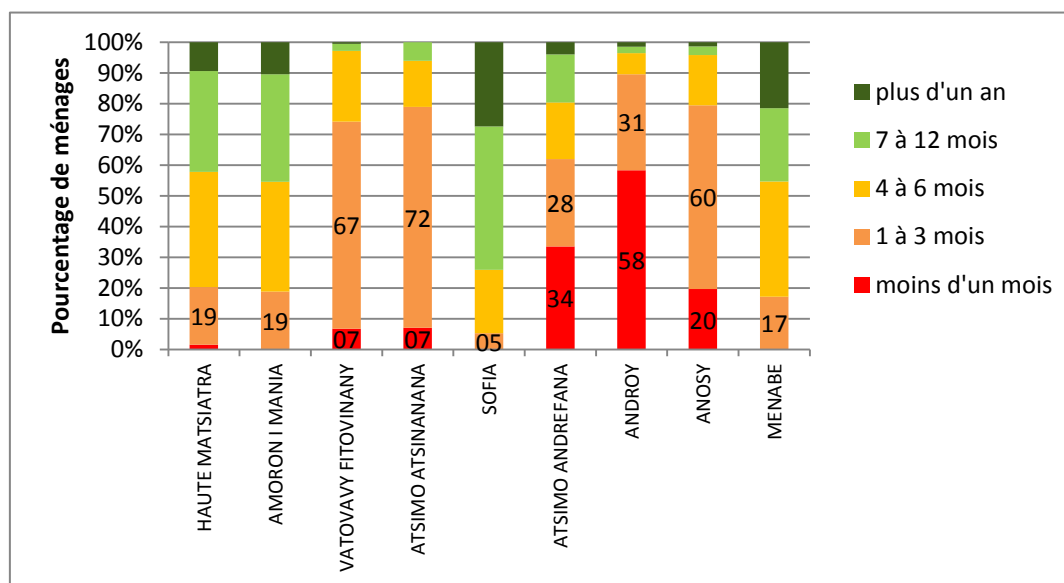


Source: Enquête CFSAM 2016.

Le graphique 24 montre à quel point la situation est critique dans le sud où, au moment de la récolte la situation est déjà catastrophique avec une couverture de moins d'un mois (pour une grande majorité des ménages), voire inexistante. Même chez les ménages qui ont bénéficié d'une récolte conséquente, rares sont ceux qui peuvent stocker des réserves permettant de couvrir jusqu'à six mois de consommation. De plus, si l'on tient compte des autres dépenses (non alimentaires, notamment les remboursements des dettes), la situation témoigne d'une grande vulnérabilité des ménages dans le sud du pays, car les ménages sont contraints d'adopter des stratégies ayant des effets très nuisibles sur leurs moyens de subsistance. La région d'Atsimo Andrefana affiche une situation moins critique sûrement grâce aux zones à hautes potentialités rizicoles comme Toliara II, Morombe et Sakaraha.

Pour les autres régions, en combinant tous les aliments de base, le graphique 25 montre que par rapport aux régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo Andrefana, les régions de Sofia et de Menabe sont dans une situation confortable. Les régions sur les hautes terres sont en position intermédiaire et les régions sur le littoral sud-est affichent des situations de vulnérabilité aux futurs chocs, puisque les résultats indiquent que la période soudure y sera plus longue.

Graphique 25: Madagascar - Durée maximale des stocks d'aliments de base des ménages à partir de la récolte

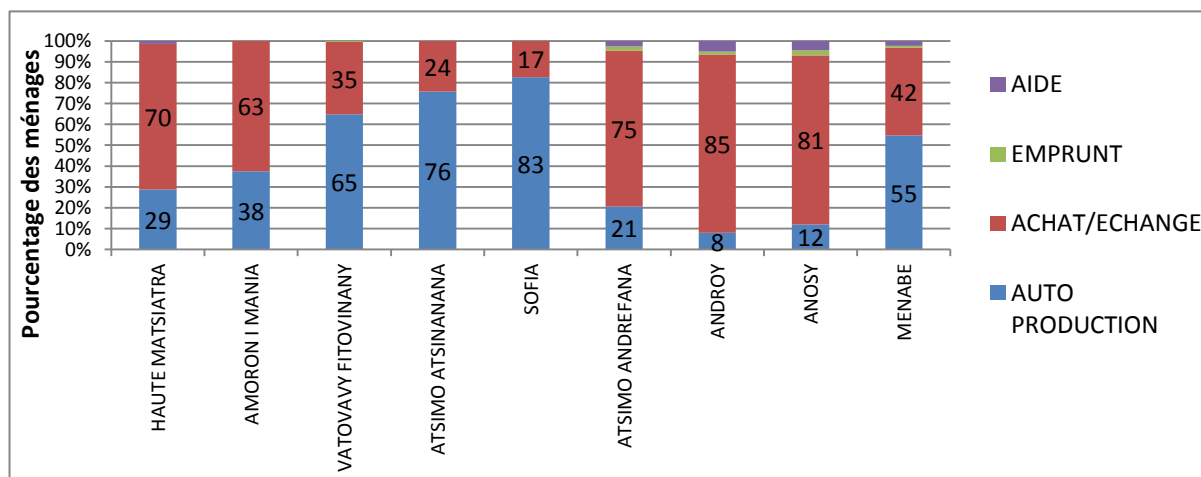


Source: Enquête CFSAM 2016.

Source de nourriture des ménages: de nombreux ménages sont vulnérables car ils ne possèdent plus de stocks et dépendent du marché

Bien que les stocks des ménages soient un bon indicateur de leur vulnérabilité, il est plus intéressant de les combiner avec d'autres indicateurs. En effet, si les stocks de vivre au moment de la récolte sont purement hypothétiques, les ménages utilisent leur production à la fois pour l'autoconsommation mais aussi à d'autres fins, raison pour laquelle ils vendent une partie de leur production. Toutefois, au moment de l'enquête, la situation est plus claire, surtout si le ménage commence déjà à dépendre du marché pour satisfaire ses besoins en nourriture. En se concentrant sur deux groupes de produits, à savoir les aliments de base et les légumineuses, nous allons dégager différentes informations concernant la vulnérabilité des ménages et leur capacité à s'adapter à de futurs chocs.

Graphique 26: Madagascar - Les différentes sources de céréales et tubercules au cours des sept derniers jours précédant l'enquête dans les zones visitées selon par région



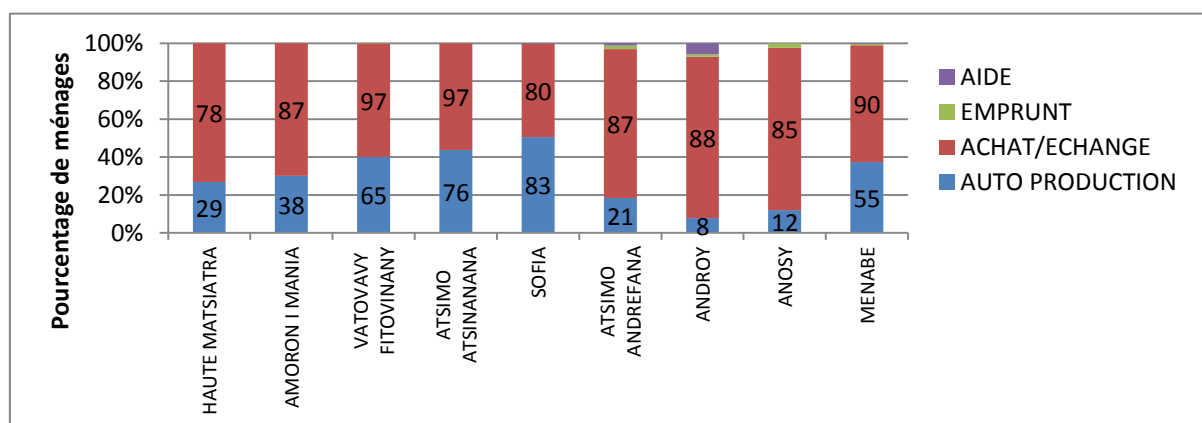
Source: Enquête CFSAM 2016.

Les aliments de base (graphique 26) témoignent de la vulnérabilité des ménages notamment dans le sud, où une très grande majorité des ménages sont déjà obligés d'acheter du riz, du maïs ou du manioc sur le marché pour satisfaire leurs besoins. Cela indique qu'il y a peu de producteurs, que la production n'est pas abondante, que les ménages ont été obligés de vendre une grande partie de leur production, etc. Toujours est-il que ces ménages sont très vulnérables à différents chocs, tels que l'inflation ou des ruptures locales de l'offre de denrées alimentaires. En outre, bien que des interventions soient mises en œuvre dans le sud, seule une petite partie de la population bénéficiaient des aides avant l'enquête. D'autres interventions ont été programmées mais ne seront pas suffisantes si l'on considère l'ampleur du phénomène d'insécurité alimentaire qui règne dans le sud.

Enfin, la moindre importance des emprunts s'explique par le fait que la crise concerne toute la population et rares sont ceux qui peuvent prêter. Les aliments de disette qui sont généralement non valorisés sont très importants, notamment dans le sud: cueillette de tubercules sauvages, cactus rouge (raketa mena), tamariniers, etc.

Pour les légumineuses (graphique 27), la situation est encore plus significative. En effet, rares sont ceux qui en produisent et ce derniers n'ont pas eu de bons rendements.

Graphique 27: Madagascar - Les différentes sources de légumineuses au cours des sept derniers jours précédant l'enquête dans les zones visitées selon par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

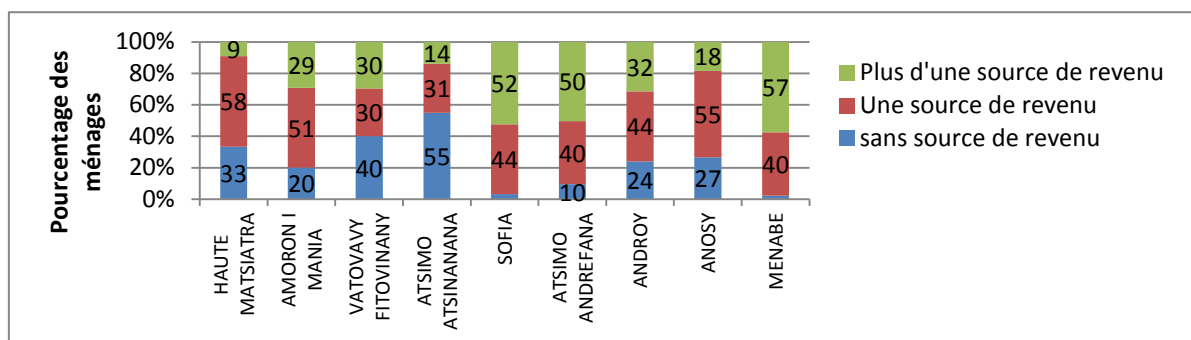
Sources de revenu des ménages: vulnérabilité au changement climatique

Parallèlement aux sources de nourriture, l'analyse des sources de revenu témoigne également de certains aspects de la vulnérabilité des ménages. Le graphique 28 montre ainsi deux situations étonnantes:

La diversification des revenus dans les régions de Sofia et d'Atsimo Andrefana est similaire. L'analyse des résultats au niveau des districts montre en effet que les districts de Betioky-Sud, de Morombe et de Toliara II ont les mêmes potentialités en matière de diversification des revenus que dans la région de Sofia. Les districts de Sakaraha et d'Ampanihy font exception avec plus de ménages vulnérables sans source de revenu. Lorsque l'on combine d'autres informations sur la vulnérabilité, on constate que le district d'Ampanihy connaît réellement une situation critique pour ce qui est des sources de revenu.

La situation de vulnérabilité par rapport à la diversification des revenus dans les régions du sud-est et sur les hautes terres est moins bonne que dans le sud (Androy et Anosy). En effet, la part des ménages sans source de revenu au cours des 30 jours précédant l'enquête y est plus importante. En outre, dans l'Androy et l'Anosy, les ménages bénéficiant de plusieurs sources de revenu sont également plus nombreux. La vulnérabilité des régions du sud-est est incontestable, toutefois, pour lever le paradoxe il est important d'analyser en profondeur la nature et les caractéristiques des différentes sources de revenu.

Graphique 28: Madagascar - Nombre de sources de revenu des ménages



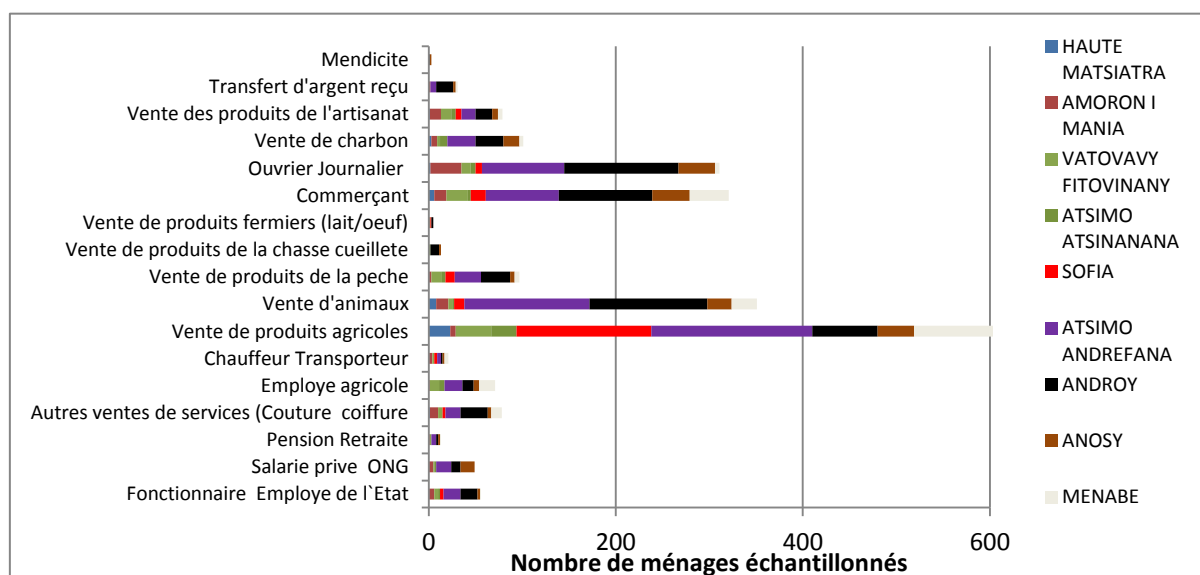
Source: Enquête CFSAM 2016.

En regroupant les différentes sources de revenu en cinq catégories, selon un degré décroissant de performance et de stabilité, nous allons identifier les raisons de la vulnérabilité des ménages dans le sud:

- Les revenus très stables, découlant par exemple d'une activité salariée dans le secteur public ou privé.
- Les revenus moyennement stables, comme les bénéfices obtenus par les transporteurs, les services aux particuliers, les ouvriers agricoles.
- Les revenus vulnérables aux chocs climatiques, issus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la chasse et de la cueillette.
- Les revenus très instables, découlant du petit commerce, du salariat journalier agricole, de la vente des produits de l'artisanat, de la vente de charbon.
- Les revenus incertains: mendicité et transferts sociaux.

Concernant la principale source de revenu, le graphique 29 montre que ce sont les activités du secteur primaire, vulnérables aux chocs climatiques, notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche, etc. ainsi que les petits emplois très instables qui sont prédominants dans le milieu rural. Les ménages dans les régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo Andrefana sont celles qui comptent le plus de ménages qui dépendent principalement de ces activités instables. Compte tenu du déroulement de la campagne agricole dans les régions du sud, il est normal que seule la vente des produits agricoles ne suffise pas pour satisfaire les besoins des ménages. Dans la plupart des cas, c'est la vente de petits bétails et de poulets qui comblent les lacunes. Toutefois, compte tenu des suites de la perte de capital dans le sud, la vente des derniers animaux portent profondément atteinte à la résilience des ménages face aux futurs chocs. En d'autres termes, dans le sud le nombre relativement élevé de sources de revenu indique plutôt un signe de vulnérabilité, car il représente une forme d'adaptation aux effets de la sécheresse.

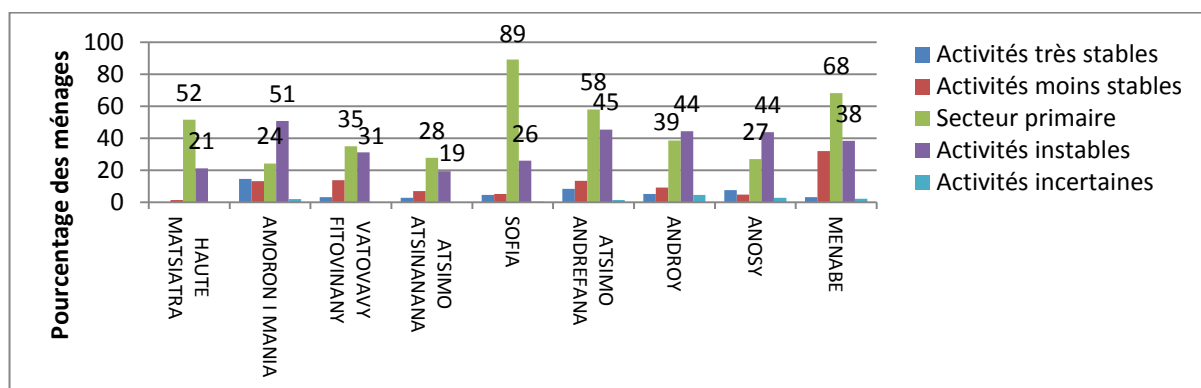
Graphique 29: Madagascar - Principale source de revenu des ménages



Source: Enquête CFSAM 2016.

Lorsque l'on approfondit les analyses et que l'on tient compte de toutes les sources de revenu déclarées par les ménages, on constate, comme le montre le graphique 30, la prédominance des activités instables et vulnérables aux chocs climatiques dans les régions du sud. Dans les autres régions, comme dans les régions de Sofia et de Menabe, l'agriculture n'a pas autant souffert des effets négatifs des aléas climatiques. C'est pour cela que leurs réserves sont suffisantes à la fois pour se nourrir et pour satisfaire les autres besoins du ménage, ce qui leur permettra de faire face aux futurs chocs.

Graphique 30: Madagascar - Importance des différentes catégories de sources de revenu selon leur stabilité



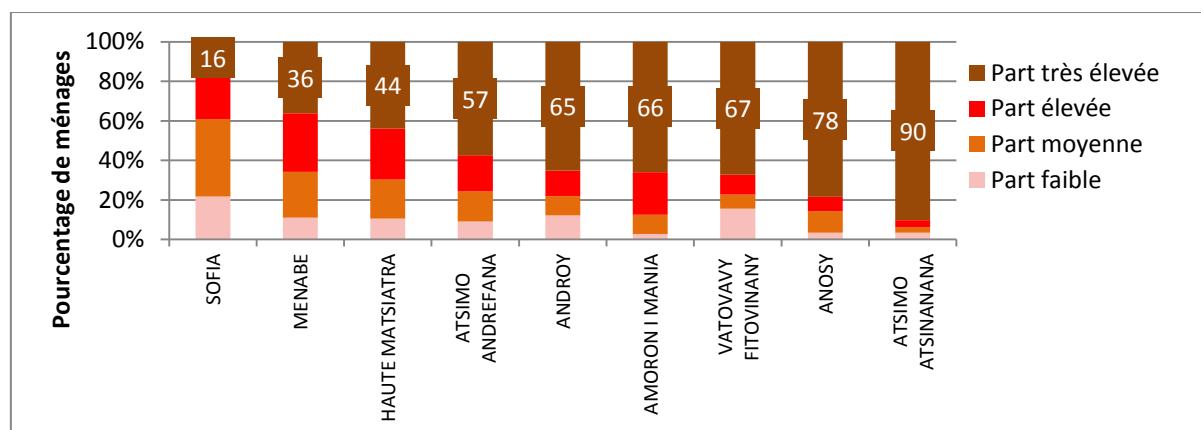
Source: Enquête CFSAM 2016.

Structure des dépenses des ménages: la majorité des ménages sont vulnérables car ils n'arrivent à satisfaire qu'une partie de leurs besoins alimentaires

Enfin, nous allons nous intéresser à la structure des dépenses des ménages en mettant en évidence l'importance des groupes confrontés à un haut degré de vulnérabilité, qui n'ont d'autres choix que de réduire leur consommation ou de vendre leurs actifs afin de satisfaire leurs besoins alimentaires. Lorsque l'on analyse la part des dépenses alimentaires dans l'ensemble des dépenses, quatre groupes de ménages se distinguent selon leur vulnérabilité: les ménages qui consacrent une part faible de leurs revenus aux dépenses alimentaires (moins de 50 pour cent), ceux qui y consacrent une part moyenne (entre 50 et 65 pour cent), ceux qui y consacrent une part élevée (entre 65 et 75 pour cent) et ceux qui y consacrent une part très élevée (plus de 75 pour cent). C'est ce dernier groupe qui est le plus vulnérable.

Le graphique 31 montre une fois de plus une situation critique dans le sud. Toutefois, la situation est pire dans les régions du littoral sud-est du pays. En effet, si en moyenne, les ménages ruraux se concentrent surtout sur la nourriture, la situation dans les districts visités dans les régions d'Atsimo Atsinanana et d'Anosy sont très critiques: plus de trois ménages sur quatre sont très vulnérables aux prochains chocs. Seules les régions de Menabe et de Sofia affichent des situations non alarmantes.

Graphique 31: Madagascar - Part des dépenses alimentaires des ménages



Source: Enquête CFSAM 2016.

Capacité d'adaptation

En cas de choc, la capacité d'adaptation des ménages varie en fonction de leurs moyens. Ces moyens s'épuisent à mesure que l'intensité et la fréquence des chocs augmentent. Une fois épuisées les stratégies de survie moins négatives, les ménages adoptent progressivement des stratégies plus nuisibles. La capacité de survie des ménages s'exprime alors par les stratégies de survie qu'ils ont déjà adoptées avant l'enquête.

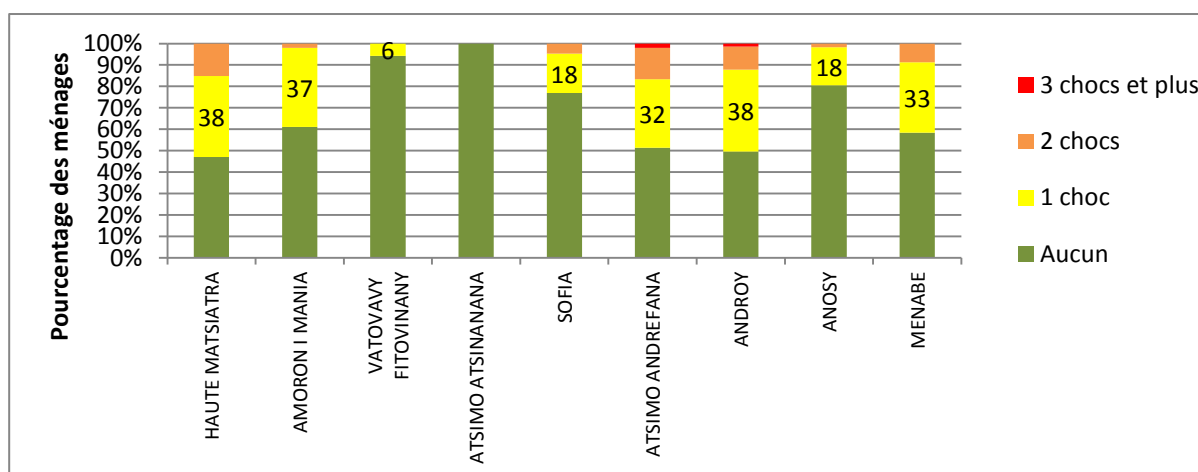
Impacts des chocs: la sécheresse, l'inflation et les accidents ou maladies sont ressentis par beaucoup de ménages

Avant d'analyser les capacités d'adaptation des ménages, il est important de distinguer les différents chocs qui ont marqué la campagne agricole 2015/16 et leurs effets. Dans ce cadre, le graphique 32 montre que plusieurs ménages n'ont pas ressenti de choc, notamment dans les régions du littoral sud-est mais aussi dans la région d'Anosy. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problème.

En effet, El Niño a concerné l'ensemble des régions du sud de Madagascar et son impact sur le marché national a été important. Les résultats nous informent que la sécheresse n'est plus considérée comme un choc par certains ménages qui ont abandonné l'agriculture et qui se sont concentrés sur l'élevage de chèvre (en raison de leur résistance à la sécheresse) et par ceux qui ont l'habitude de subir les effets de la sécheresse. En effet, la sécheresse est un choc lent. Le district d'Amboasary et les quatre communes de Fort-dauphin ont bénéficié d'une pluviométrie exceptionnelle, notamment durant la contre saison. Ce qui explique en partie le taux élevé de ménages qui n'ont ressenti aucun choc.

Il en va de même pour l'inflation qui règne partout dans le pays mais qui est plus marquante dans le sud-est et dans le sud. En effet, l'un des effets induits par El Niño et par bien d'autres facteurs est la hausse des prix des denrées alimentaires. Dans les régions du sud-est, des précipitations continues au cours de la période de récolte ont provoqué une verse importante, qui a significativement aggravé les pertes post-récoltes. L'état des routes a également contribué à la hausse des prix. En outre, à cause des cultures de rente pratiquées par une minorité de ménages, les prix des denrées alimentaires sont à la hausse et la plupart des ménages n'ont d'autres choix que d'en subir les effets.

Graphique 32: Madagascar - Nombre de chocs cités par les ménages



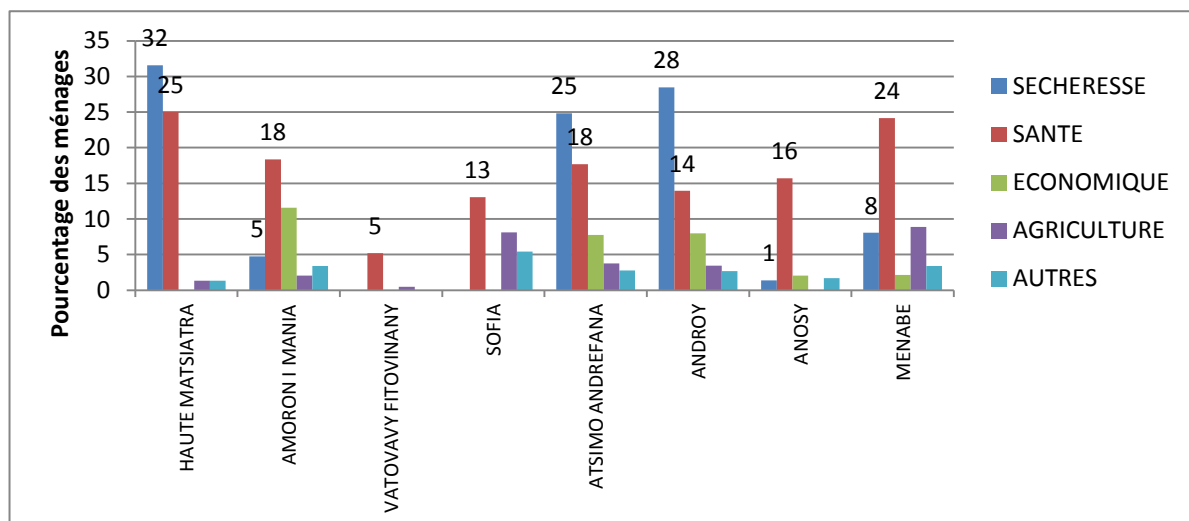
Source: Enquête CFSAM 2016.

En regroupant les différents chocs qui ont touché les ménages, il est possible d'identifier les 5 catégories suivantes:

- L'insuffisance des pluies, la sécheresse.
- Les chocs économiques: perte d'emploi, rupture de l'offre sur les marchés, inflation, remboursement des dettes.
- Les chocs liés à la santé: mort, maladies, accidents.
- Problèmes agricoles autres que la sécheresse.
- Autres chocs: social, sécurité, etc.

Le graphique 33 montre que la sécheresse engendrée par El Niño a été ressentie dans la partie sud de Madagascar, à partir du district d'Ambalavao (région de la Haute Matsiatra) et a touché la partie ouest de l'île (région de Menabe). C'est surtout le grand sud (Androy et Atsimo Andrefana) qui en a le plus souffert. On note ensuite que les chocs liés à la santé des ménages sont également importants. Ils sont aussi liés au phénomène El Niño. Concernant les chocs économiques, comme la hausse des prix, ils ne sont pas souvent cités. Toutefois, la hausse des prix sera ressentie en particulier à partir du mois de juillet 2016, période où elle sera plus élevée.

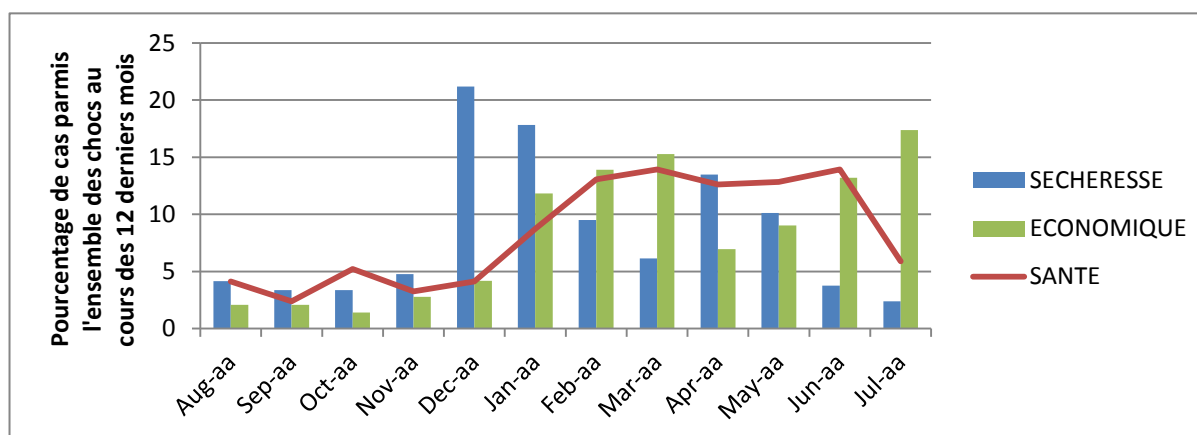
Graphique 33: Madagascar - Incidence des différents types de chocs dans les zones visitées selon les régions



Source: Enquête CFSAM 2016.

Lorsque l'on se penche sur les 12 derniers mois et les trois principales catégories de chocs – à savoir la sécheresse, les chocs économiques et les chocs liés à la santé – le graphique 34 illustre bien le fait que c'est surtout lors de la période de soudure (d'octobre à avril) que l'on relève le plus de cas d'impacts de chocs. C'est la sécheresse qui frappe le plus tôt et s'accroît durant les mois de décembre et janvier. Cela coïncide avec la hausse des prix de l'eau et de la nourriture. Les dépenses liées à la rentrée scolaire et au démarrage de la campagne agricole pèsent également à partir du mois d'octobre alors que le prix du bétail est en baisse. Les effets des chocs économiques se poursuivent jusqu'en mars et exceptionnellement au mois de juin de cette année, les ménages ont également souffert d'une hausse des prix. L'état de santé et les capacités monétaires sont ainsi au plus bas, rendant les ménages particulièrement vulnérables aux maladies et aux accidents.

Graphique 34: Madagascar - Répartition des chocs au cours des 12 derniers mois

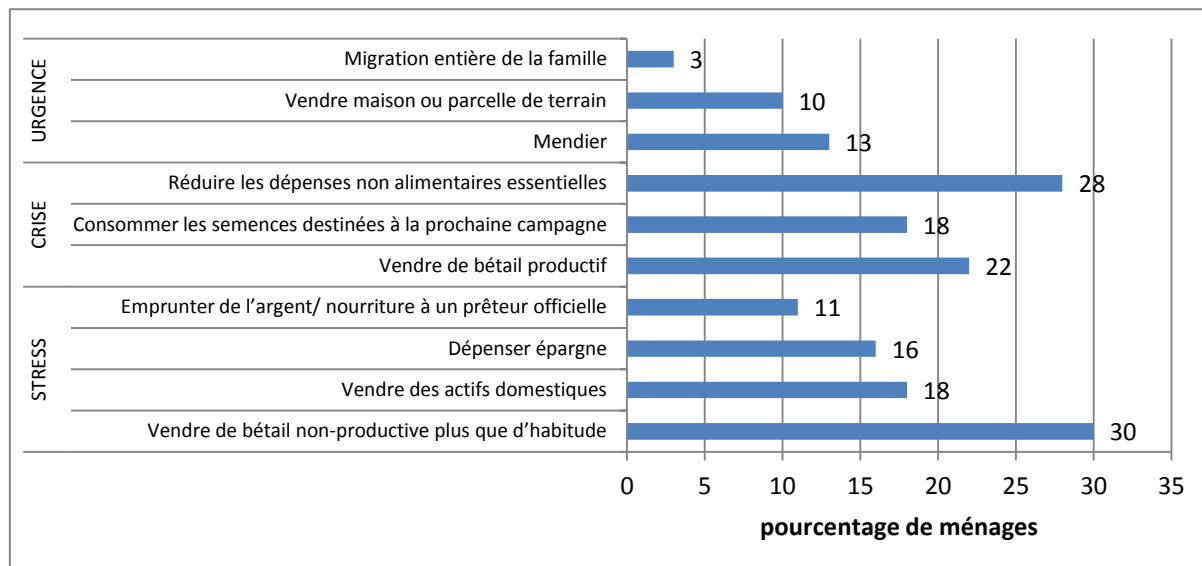


Source: Enquête CFSAM 2016.

Les différentes stratégies de survie: la décapitalisation est très importante

Les stratégies de survie présentées dans le graphique 35 ont été adoptées par les ménages pour faire face aux problèmes d'accès à la nourriture. On note l'importance de la vente de bétail, productif ou pas, ainsi que la vente des biens des ménages. Dans le sud, on remarque une importance plus élevée du phénomène. S'il est rare de trouver des ménages qui ont pratiqué ces stratégies juste après la récolte, dans de nombreux cas les ménages ont adopté ces stratégies auparavant mais ne peuvent plus les adopter lors de la période de l'enquête, puisque la production de céréales a diminué en 2016 dans les régions du sud.

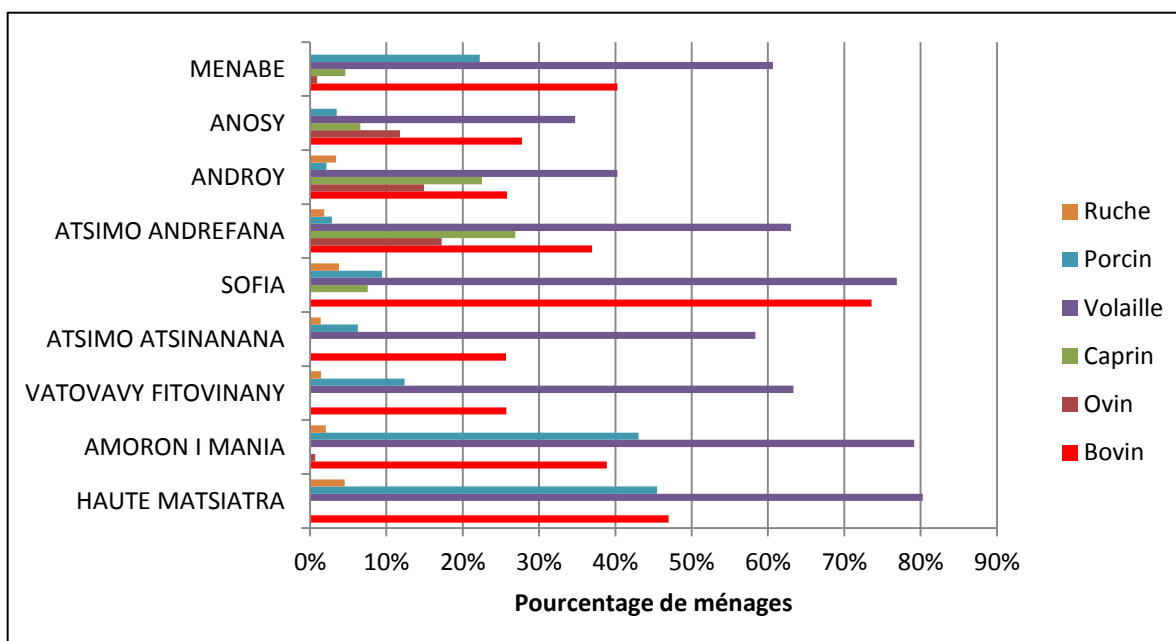
Graphique 35: Madagascar - Taux d'adoption des 10 principales stratégies de survie



Source: Enquête CFSAM 2016.

Lorsque l'on se penche plus particulièrement sur le bétail, le graphique 36 montre une situation plus inquiétante dans le sud, avec en moyenne trois ménages sur quatre qui ne possèdent plus de bovidés. La situation des petits ruminants est plus alarmante car c'est un type de bétail qui s'adapte mieux à la sécheresse et dont l'élevage devrait être important. Pour les volailles, la situation est moins marquée. Toutefois, comme ce type d'élevage est extensif, le taux de possession devrait être élevé. Cela témoigne de la faible capacité d'adaptation des ménages dans le sud.

Graphique 36: Madagascar - Taux de possession de bétail selon les espèces

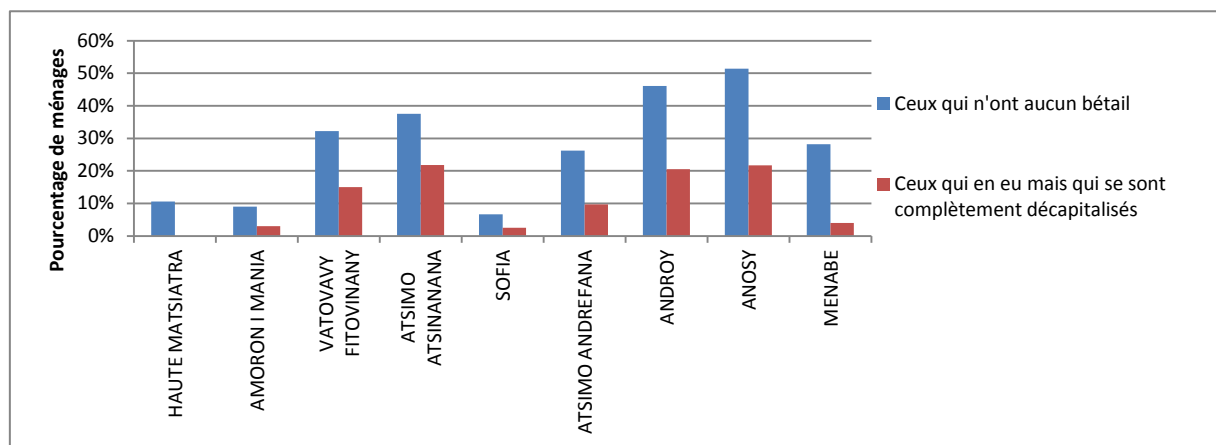


Source: Enquête CFSAM 2016.

Le graphique 37, qui approfondit l'analyse, montre à quel point la situation est critique dans le sud mais aussi dans le sud-est. En effet, dans les régions du sud, quasiment la moitié de la population est dépourvue de cheptel. De plus, on estime que dans plusieurs districts d'Androy et d'Anosy, plus du cinquième des éleveurs ont complètement épuisé leurs actifs.

Dans les régions du sud-est, on remarque aussi l'importance des ménages sans cheptel et de ceux qui ont décapitalisé. Toutefois, il est important de préciser que la part des ménages qui dépendent de l'élevage est moins importante dans le sud-est que dans le sud. Outre l'insécurité alimentaire, d'autres facteurs comme le vol de zébus, les cérémonies et les maladies sont aussi à l'origine de ce phénomène d'épuisement des actifs.

Graphique 37: Madagascar - Pourcentage de ménages qui sont dépourvus de bétails et pourcentage de ceux qui se sont complètement décapitalisés



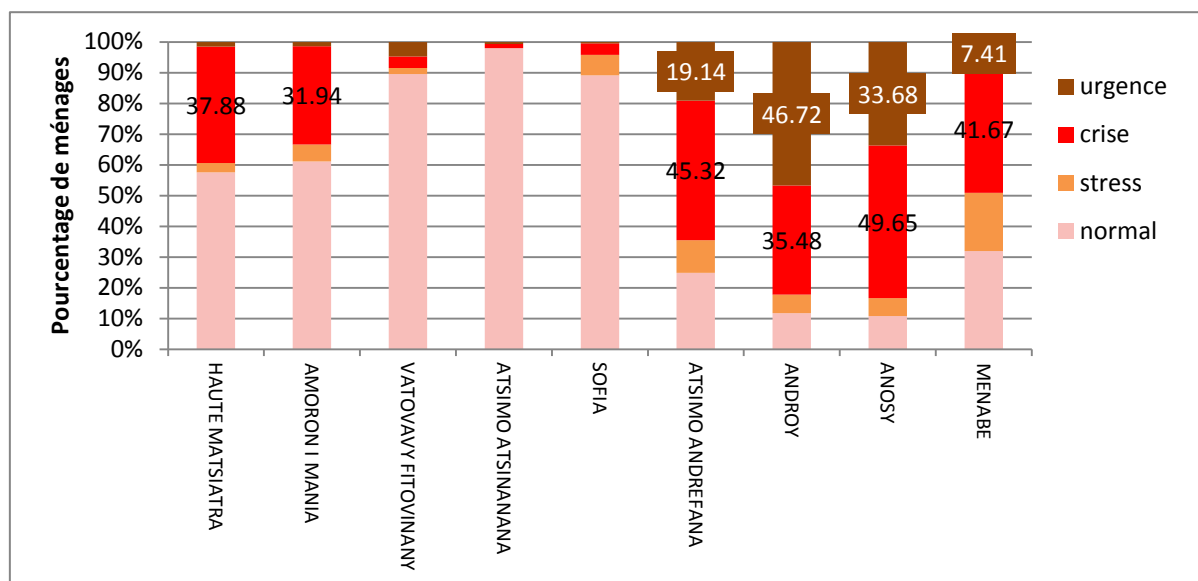
Source: Enquête CFSAM 2016.

Degré de dégradation de la capacité d'adaptation:

Le CSI permet de quantifier l'intensité des stratégies de survie adoptées par les ménages en les catégorisant en 4 situations: normal (ménages qui n'ont pas eu besoin de recourir à des stratégies de survie), stress (ménages qui ont eu recours à la vente d'actifs non productifs ou de petits bétails, utilisé leur épargne ou emprunté de l'argent/nourriture, etc.), crise (ménages qui ont vendu des actifs productifs ou retiré les enfants de l'école pour subvenir à leurs besoins, etc.) et enfin urgence (ménages qui ont eu recours à des stratégies qui peuvent avoir des conséquences significatives sur leurs moyens de subsistance comme la vente de terre/maisons, la migration, ...ou qui nuisent à leur dignité comme la mendicité, la pratique d'activités illicites, etc.).

La situation dans l'Androy et l'Anosy ainsi que dans les districts de Betioky-Sud et d'Ampanihy est vraiment critique (graphique 38) car plus de 4 ménages sur 5 ont adopté des stratégies de survie au moins de «crise» dont plus de la moitié ont eu recours à des stratégies d'«urgence» notamment dans la région d'Androy. Les régions du centre et de Menabe sont également confrontées à une situation de plus en plus inquiétante, notamment dans les districts d'Ambalavao et de Fandriana qui ont connu des problèmes agricoles liés à El Niño (sécheresse pour Ambalavao et deux districts de Menabe; érosion pour Fandriana). Dans ces zones, le pourcentage de ménage ayant adopté des stratégies de crise est élevé.

Graphique 38: Madagascar - Les différents niveaux de stratégies de survie par région



Source: Enquête CFSAM 2016.

Situation alimentaire globale

La prévalence de l'insécurité alimentaire a été calculée sur la base du score de la consommation alimentaire des 7 derniers jours, de la part des dépenses alimentaires et des principales stratégies de survie adoptées par les ménages pendant les 30 jours qui ont précédé l'enquête. Les ménages sont ainsi catégorisés en 4 groupes distincts: les ménages en situation de sécurité alimentaire (SA), les ménages en situation de sécurité alimentaire limite (SAL), les ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée (IAM) et les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (IAS). Un ménage est considéré en situation d'insécurité alimentaire sévère si l'une des trois dimensions suivantes est à un degré extrême et les deux autres à des niveaux extrêmes ou moins extrêmes:

- Faible accès à la nourriture (SCA pauvre ou limite).
- Forte vulnérabilité aux chocs car la part des dépenses alimentaires est élevée, voire très élevée.
- Adoption de stratégies de survie d'urgence ou de crise.

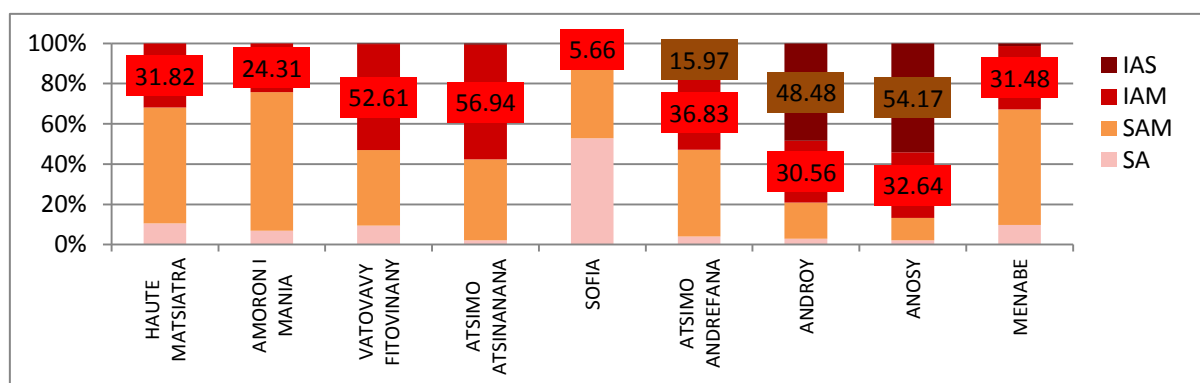
Bien entendu, les cas les plus extrêmes d'insécurité alimentaire sévère surviennent lorsque les ménages ont un SCA pauvre, une part très élevée de dépenses alimentaires et ont adopté des stratégies de survie d'urgence. Ils ont besoin d'une assistance d'urgence en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et ont besoin d'assistance en matière de moyens de subsistance.

Présentation de la situation globale de la sécurité alimentaire par régions (valable uniquement dans l'ensemble des districts visités)

Le graphique 39 montre une très nette différence entre quatre zones:

- Les zones critiques: le Grand Sud, notamment 4 districts de la région d'Androy, 2 districts de la région d'Atsimo Andrefana, les zones concernées dans la région d'Anosy, où l'insécurité alimentaire globale concerne plus des trois quarts de la population et l'insécurité alimentaire sévère peut toucher un ménage sur deux dans certaines zones.
- Les zones à forts risques: les régions sur le littoral sud-est, où plus de la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire modérée.
- Les zones à faibles risques: la région de Menabe et les régions sur les hautes terres, où un ménage sur trois environ est en insécurité alimentaire.
- La zone stable: région de Sofia avec un taux relativement faible d'insécurité alimentaire.

Graphique 39: Madagascar - Situation alimentaire consolidée dans les zones visitées selon la méthodologie CARI



Source: Enquête CFSAM 2016.

Les analyses régionales suivantes, sur la base des consoles CARI (approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) sont plus pertinentes:

Région de Sofia

La console nous indique que dans les districts de la région de Sofia, la situation alimentaire globale est très bonne, malgré l'importance non négligeable des ménages qui sont très vulnérables économiquement. Des poches d'insécurité alimentaire modérée sont toutefois à surveiller à cause de l'inondation survenue en février qui a nui à l'agriculture et donc au niveau des stocks de certaines communes. Cela a eu des répercussions sur la vulnérabilité et l'accès à l'alimentation de certains ménages.

Tableau 6: Madagascar - Console CARI région SOFIA

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	91,98	0	8,02	0
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	21,7	39,15	23,11	16,04
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	89,15	6,6	3,77	0,47
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	52,83	41,51	5,66	0

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région de Menabe

Il ressort de la console que les trois districts de la région de Menabe connaissent des situations d'insécurité alimentaire non négligeables en termes d'accès, de vulnérabilité économique et surtout d'épuisement des actifs. Environ un ménage sur trois souffre d'insécurité alimentaire, notamment dans le district de Manja qui connaît à la fois les effets combinés de l'enclavement, de la sécheresse (El Niño) et de l'insécurité.

Tableau 7: Madagascar - Console CARI région MENABE

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	66,67	0	30,56	2,78
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	11,1	23,2	29,6	36,1
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	31,94	18,98	41,67	7,41
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	9,72	57,41	31,48	1,39

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région d'Amoron'i Mania

Les deux districts de la région d'Amoron'i Mania présentent également des situations inquiétantes d'insécurité alimentaire, en particulier le district de Fandriana. En effet, c'est ce district qui connaît le plus de problèmes d'ordre climatique à cause de sa situation d'enclavement, de l'état de dégradation du sol ainsi que de l'état des bassins versants et des périmètres irrigués. Une grande majorité des ménages sont très vulnérables et le tiers des ménages doit faire face à des moyens de subsistance fortement dégradés (voir Tableau 8).

Tableau 8: Madagascar - Console CARI région AMORON'I MANIA

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	73,61	0	26,39	0
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	2,8	9,7	21,5	66,0
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	61,11	5,56	31,94	1,39
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	6,94	68,75	24,31	0

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région de la Haute Matsiatra

Dans le district d'Ambalavao, dans la région de la Haute Matsiatra, El Niño a eu des répercussions non seulement sur le secteur agricole (sécheresse) mais aussi sur le marché, car ce district est limitrophe de la région d'Ihorombe qui a été l'une des régions les plus affectées des hautes terres. En effet, le district d'Ambalavao n'a pas de capacité hydro-agricole performante et de nombreux ménages ont dû limiter leur consommation, adopter des stratégies de survie de crise et négliger certaines dépenses non alimentaires.

Tableau 9: Madagascar - Console CARI région HAUTE MATSIATRA

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	62,12	0	37,88	0
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	10,6	19,7	25,8	43,9
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	57,58	3,03	37,88	1,52
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	10,61	57,58	31,82	0

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région de Vatovavy Fitovinany

Cette région chroniquement vulnérable présente une situation critique d'insécurité alimentaire, quoique l'intensité de cette dernière soit modérée. En effet, plus de la moitié de la population est dans une situation d'insécurité alimentaire notamment à cause de l'inflation et des récentes pluies qui ont enclavé plusieurs zones. De plus, la récolte de certains fruits n'est pas prévue avant la période de juillet et l'accès à la nourriture s'est détérioré. En outre, cette région est historiquement vulnérable, en particulier aux aléas climatiques et aux chocs économiques.

Tableau 10: Madagascar - Console CARI région VATOVAVY FITO VINANY

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	38,39	0	61,14	0,47
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	15,6	7,1	10,0	67,3
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	89,57	1,9	3,79	4,74
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	9,48	37,44	52,61	0,47

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région d'Atsimo Atsinanana

Les deux districts de la région d'Atsimo Atsinanana présentent une situation similaire à celle de la précédente région. Toutefois, ils sont confrontés à des problèmes de vulnérabilité économique plus importants, qui touchent plus de neuf ménages sur dix. Cela s'explique par la difficulté d'accès à l'alimentation, raison pour laquelle l'autre moitié de la population, qui n'est pas encore en insécurité alimentaire, est très vulnérable et pourrait basculer dans une situation d'insécurité alimentaire en cas de choc majeur.

Tableau 11: Madagascar - Console CARI région ATSIMO ATSinANANA

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	38,19	0	61,81	0
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	3,5	2,8	3,5	90,3
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	97,92	0	1,39	0,69
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	2,08	40,28	56,94	0,69

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région d'Atsimo Andrefana

La région d'Atsimo Andrefana est très contrastée en termes d'insécurité alimentaire. En effet, elle possède des zones à hautes potentialités agricoles comme les districts de Morombe, de Sakaraha et de Toliara II et des zones vulnérables aux chocs climatiques comme Ampanihy et Betioky-Sud. Le district de Betioky-Sud est moyennement touché par l'insécurité alimentaire sévère. Dans le district d'Ampanihy, les problèmes sont plus graves: pauvre accès à la nourriture, vulnérabilité économique élevée et décapitalisation généralisée et intense.

Tableau 12: Madagascar - Console CARI région ATSIMO ANDREFANA

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	49,93	0	28,06	22,01
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	9,1	15,3	18,3	57,4
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	24,89	10,65	45,32	19,14
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	4,03	43,17	36,83	15,97

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région d'Anosy

Le district d'Amboasary et les 4 communes de Fort Dauphin présentent l'une des pires situations pour ce qui est des répercussions d'El Niño sur l'insécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire sévère touche plus de la moitié de la population notamment dans le domaine de l'accès et de la capacité de survie: adoption de stratégies de survie allant de nuisible à très nuisible pour les moyens de subsistance. La situation aurait pu être pire en l'absence des maigres précipitations qui sont tombées dans la partie nord du district d'Amboasary.

Tableau 13: Madagascar - Console CARI région ANOSY

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	13,89	0	29,17	56,94
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	3,5	10,8	7,3	78,5
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	10,76	5,9	49,65	33,68
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	2,08	11,11	32,64	54,17

Source: Enquête CFSAM 2016.

Région d'Androy

Cette région, où l'enquête a été réalisée dans tous les districts, présente la situation la plus alarmante: environ la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire sévère et le tiers des ménages en insécurité alimentaire modérée. C'est dans le district de Tsihombe que la situation est la plus grave, la production agricole a été quasi-inexistante, la situation nutritionnelle est très dégradée et plus de 3 ménages sur 4 sont en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Tableau 14: Madagascar - Console CARI région ANDROY

Domaine		Indicateur	SA	SAL	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	23,23	0	26,39	50,38
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	12,3	9,6	13,0	65,2
		Statut de Pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Épuisement des actifs	Indice des stratégies de survie	11,74	6,06	35,48	46,72
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	2,9	18,06	30,56	48,48

Source: Enquête CFSAM 2016.

Estimation de la population en situation d'insécurité alimentaire: l'ampleur du phénomène est énorme

Dans le tableau 15 sont présentés les nombres de personnes affectées par l'insécurité alimentaire et de celles qui sont à risque dans l'ensemble des 25 districts visités par l'enquête.

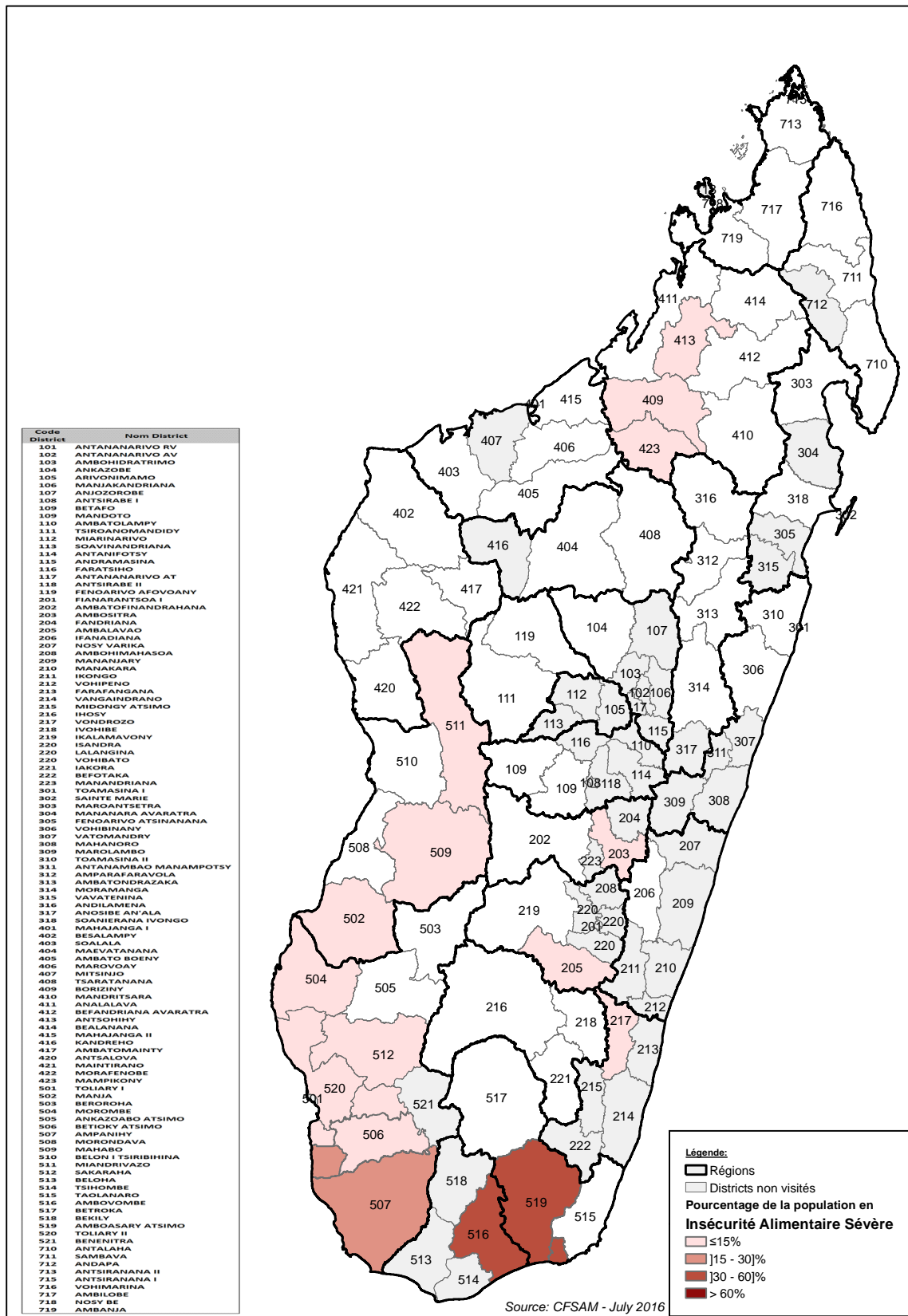
Tableau 15: Madagascar - Estimation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les régions et districts visités par l'évaluation

RÉGION	DISTRICT	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE LIMITE	INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE	INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÉVÈRE	INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GLOBALE
AMORON' I MANIA	AMBOSITRA	190 758	30 657	-	30 657
	FANDRIANA	112 262	67 879	-	67 879
HAUTE MATSIATRA	AMBALAVAO	112 927	62 406	-	62 406
VATOVAVY FITO VINANY	MANANJARY	146 010	100 370	4 561	104 931
	MANAKARA	62 006	96 734	-	96 734
	VOHIPENO	20 667	46 960	-	46 960
ATSIMO ATSIANANA	FARAFANGANA	44 614	126 399	2 481	128 880
	VANGAINDRANO	221 533	171 692	-	171 692
SOFIA	BORIZINY	90 104	-	-	-
	ANTSOHIHY	55 701	12 574	-	12 574
	MAMPIKONY	43 380	9 033	-	9 033
MENABE	MANJA	55 195	8 280	1 841	10 121
	MIANDRIVAZO	71 002	30 431	-	30 431
	MAHABO	41 848	77 973	1 903	79 876
ATSIMO ANDREFANA	MOROMBE	89 763	14 962	2 995	17 957
	BETIOKY-SUD	55 831	107 589	27 399	134 988
	AMPANIHY	83 618	160 717	99 314	260 031
	SAKARAH	64 087	4 926	-	4 926
	TOLIARA II	206 410	38 881	17 947	56 829
ANDROY	BELOHA	23 167	36 897	62 641	99 538
	TSIHOMBE	4 696	24 087	98 113	122 200
	AMBOVOMBE	50 546	130 584	108 099	238 683
	BEKILY	90 097	81 339	83 853	165 192
ANOSY	AMBOASARY	20 173	64 354	95 075	159 429
	4 COMMUNES DE FORT-DAUPHIN	4 187	10 277	21 694	31 971
TOTAL		1 960 581	1 516 001	627 916	2 143 918

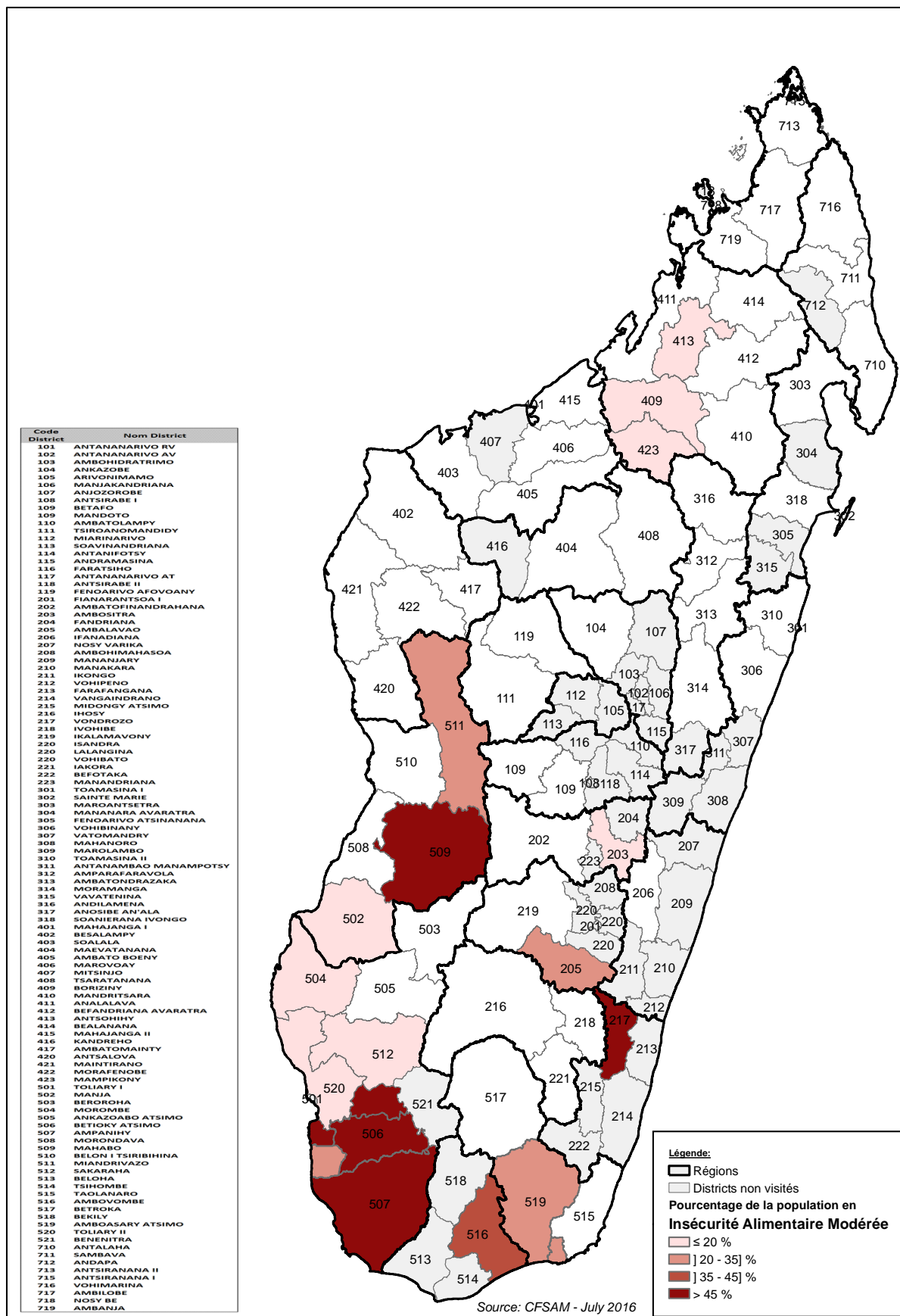
Source: Enquête CFSAM 2016.

Environ 2,15 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans les 25 districts visités et identifiés comme étant a priori vulnérables aux chocs, et environ 2 autres millions sont à risque. Environ un tiers des ménages est sévèrement touché, dont la majorité des cas dans les trois régions du sud.

Carte 2: Madagascar - Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire sévère au niveau des districts visités



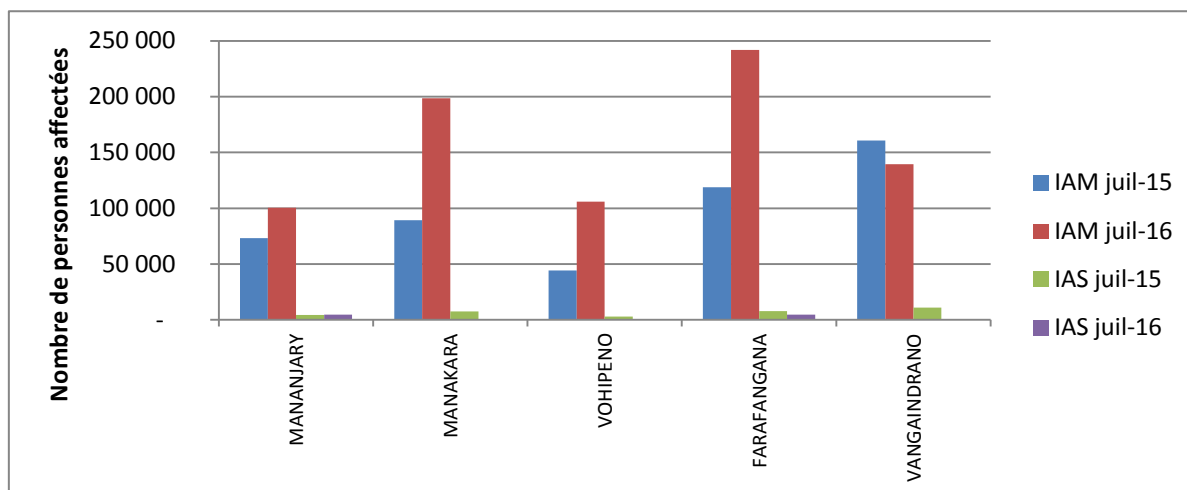
Carte 3: Madagascar - Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire modérée au niveau des districts visités



Évolution de l'insécurité alimentaire dans le Grand Sud et dans les régions du sud-est: la situation s'aggrave nettement

Pour les régions du sud-est, le graphique 40 montre que l'insécurité alimentaire sévère a nettement régressé mais que l'insécurité alimentaire globale a presque doublé par rapport à l'année dernière. L'une des principales causes est l'inflation, à laquelle il convient d'ajouter l'importance des pertes post-récoltes rizicoles et enfin la dégradation de l'état des routes.

Graphique 40: Madagascar - Évolution de l'insécurité alimentaire dans les zones du littoral sud-est



Source: Enquête CFSAM 2016.

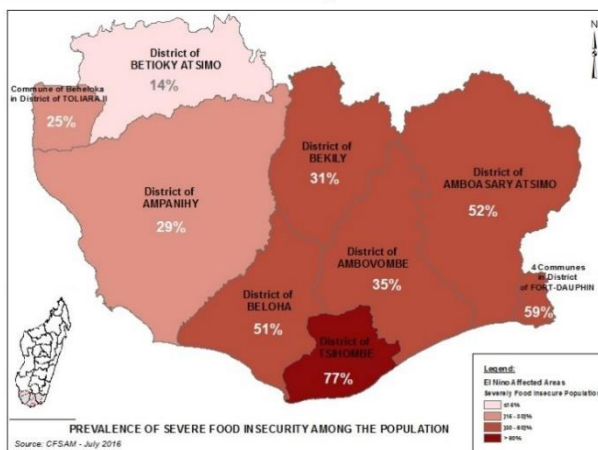
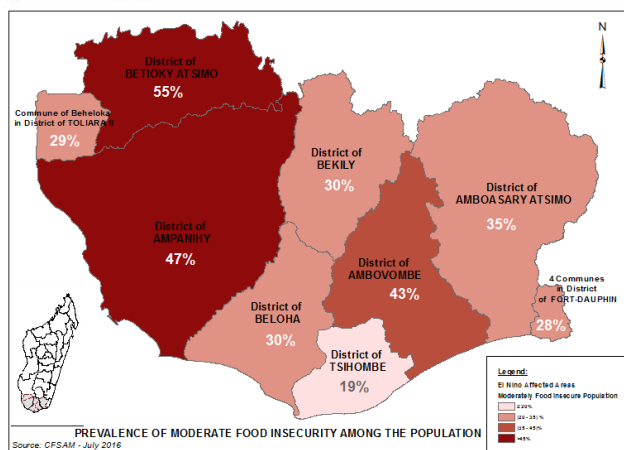
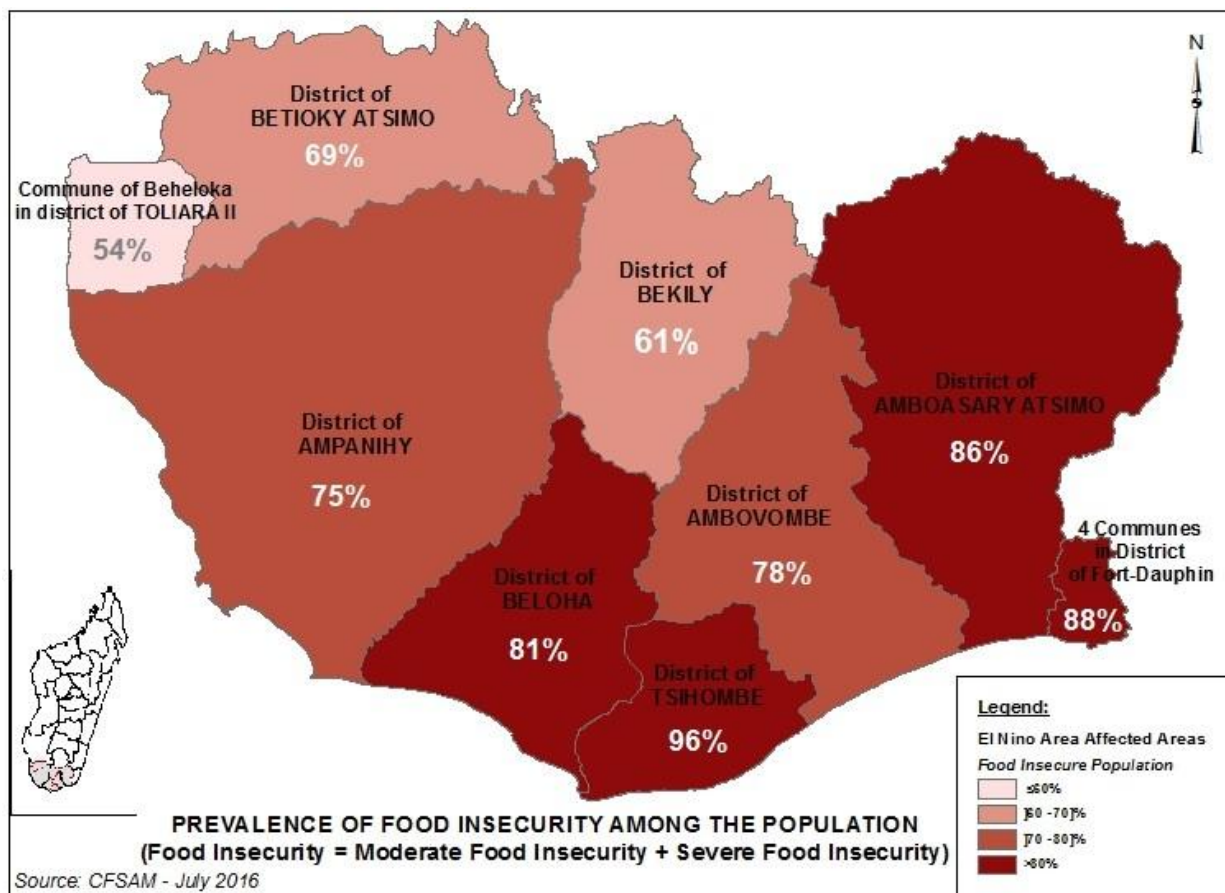
Dans le sud, un focus sur les zones affectées par la sécheresse amplifiée par le phénomène El Niño – c'est-à-dire les 7 districts d'Ampanihy, de Betioky-Sud, d'Ambovombe, de Bekily, de Beloha, de Tsihombe et d'Amoasary, les 4 communes (Andranobory, Analapatsy, Ankariera, Ranopiso) du district de Taolagnaro/Fort-Dauphin, et la commune de Beheloka dans le district de Toliara II –, révèle que la situation alimentaire s'est fortement dégradée par rapport à l'année passée. Or la situation de l'année dernière était déjà critique à cause de l'accumulation des effets négatifs depuis 2013. En effet, par rapport à la même période l'an dernier, l'insécurité alimentaire globale (IA) s'est dégradée avec un quasi-doublement du nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère (IAS). Dans l'ensemble des 7 districts susmentionnés, l'évolution du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les zones affectées se résume comme suit:

- mars 2015: 919 049 en IA dont 510 939 en IAS (ensemble des 7 districts susmentionnés)
- juillet 2015 : 1 041 742 en IA dont 390 891 en IAS (ensemble des 7 districts susmentionnés)
- janvier 2016: 1 138 007 en IA dont 663 484 en IAS (ensemble des 7 districts susmentionnés)
- juillet 2016: 1 177 482 en IA dont 574 495 en IAS (ensemble des 7 districts susmentionnés)

Juillet 2016 dans le sud: 1 216 523 en IA dont 599 653 en IAS (ensemble des 7 districts + les 4 communes de Fort-dauphin et la commune de Beheloka).

Globalement, la situation d'environ 90 000 personnes s'est améliorée par rapport à janvier 2016. Notons toutefois que, si la situation s'est améliorée dans 4 districts, elle s'est dégradée dans les districts de Tsihombe, Beloha et Amboasary.

Carte 4: Madagascar - Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire dans le Grand Sud



Profils et déterminants de la sécurité alimentaire dans le sud et le sud-est

Pour le sud

Afin de mieux cibler les ménages vulnérables dans le sud et d'écarter ceux qui sont en situation de sécurité alimentaire, les analyses suivantes sont très utiles.

Les ménages dirigés par les femmes sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est tributaire du sexe du chef de ménage, que ce soit par rapport à l'insécurité alimentaire sévère ou modérée: les ménages dirigés par des femmes sont plus vulnérables. Il convient donc d'accorder la priorité à ces ménages, qui représentent le quart des ménages.

Tableau 16: Madagascar - Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage (%)

Sexe du CM	SAL	IAM	IAS	Structure
Homme	21	37	39	75
Femme	14	37	48	24

Source: Enquête CFSAM 2016.

Le taux d'insécurité alimentaire global croît avec la taille du ménage

Le taux d'insécurité alimentaire global croît avec la taille du ménage. Par contre, pour ce qui est de l'insécurité alimentaire sévère, les ménages unipersonnels sont les plus touchés. En conséquence, les ménages n'ayant pas de force de travail et les ménages de grande taille (plus de bouches à nourrir) doivent être pris en compte lors du ciblage des plus vulnérables.

Tableau 17: Madagascar - Insécurité alimentaire et taille du ménage (%)

Taille du ménage	SAL	IAM	IAS	Structure
unipersonnel	24	24	52	1
2 à 3 personnes	30	37	30	14
4 à 7 personnes	20	35	43	52
8 à 10 personnes	17	36	45	23
plus de 10 personnes	7	48	45	9

Source: Enquête CFSAM 2016.

Le taux d'insécurité alimentaire sévère croît avec l'âge du chef de ménage

Le taux d'insécurité alimentaire sévère croît avec l'âge du chef de ménage, sauf pour les nouveaux ménages dont le chef est très jeune. Il convient de cibler ces deux catégories de ménage: les ménages dirigés par des très jeunes et ceux dirigés par des personnes âgées.

Tableau 18: Madagascar - Insécurité alimentaire et âge du chef ménage (%)

Âge du CM	SAL	IAM	IAS	Structure
moins de 25 ans	12	34	54	6
26 à 45 ans	22	36	39	45
46 à 65 ans	19	36	42	36
plus de 65 ans	15	42	42	13

Source: Enquête CFSAM 2016.

Les célibataires, les divorcés et les veufs sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire

Les ménages monoparentaux: dirigés par des célibataires ou divorcés/séparés sont les plus atteints par l'insécurité alimentaire sévère. En revanche, lorsque le chef de ménage a plusieurs épouses, il est généralement plus riche et moins vulnérable.

Tableau 19: Madagascar - Insécurité alimentaire et statut matrimonial du chef ménage (%)

Statut matrimonial	SAL	IAM	IAS	Structure
Célibataire	13	28	57	3
Marié à une épouse	21	37	40	70
Marié à plusieurs épouses	27	37	31	3
Divorcé/séparé	14	37	47	24

Source: Enquête CFSAM 2016.

La chance d'échapper à l'insécurité alimentaire s'accroît avec le niveau d'éducation du chef de ménage

La chance d'échapper à l'insécurité alimentaire, sévère ou modérée, croît avec le niveau d'éducation du chef de ménage. L'éducation reste toujours l'une des manières les plus importantes de contrôler ce phénomène. Ainsi, lors du ciblage, il convient de privilégier les ménages dont le chef de ménage a un niveau d'éducation moins élevé, lorsque les caractéristiques des autres facteurs sont identiques.

Tableau 20: Madagascar - Insécurité alimentaire et éducation du chef ménage (%)

Éducation du CM	SAL	IAM	IAS	Structure
Sans instruction	17	38	44	52
Primaire	20	33	44	30
Secondaire I (générale)	19	44	34	12
Secondaire II (générale)	31	28	32	5
Supérieur/Technique	53	29	6	1

Source: Enquête CFSAM 2016.

Insécurité alimentaire et sources de revenu du ménage: cibler ceux qui n'en ont pas

Les ménages les plus vulnérables sont ceux dirigés par un individu n'ayant pas suffisamment de ressources pour pratiquer plusieurs activités. Des sources supplémentaires de revenus sont des atouts face à l'insécurité alimentaire. Toutefois, d'autres éléments doivent entrer en compte, comme la stabilité de ces sources.

Tableau 21: Madagascar - Insécurité alimentaire et nombre de sources de revenu du ménage (%)

Nombre de sources de revenus	SAL	IAM	IAS	Structure
Aucune	17	24	53	20
Une seule	18	41	40	46
Double source	24	38	36	30
Trois et plus	17	44	37	4

Source: Enquête CFSAM 2016.

Insécurité alimentaire et indice de richesse: corrélation positive logique

C'est tout particulièrement avec l'indice de richesse que la corrélation avec la sécurité alimentaire est la plus forte. Cet indice est calculé en tenant compte de plusieurs facteurs liés aux biens des ménages et à leurs habitats. Plus un ménage est riche en termes de biens et d'habitat, plus il faut l'écarter lors du ciblage des plus vulnérables.

Tableau 22: Madagascar - Insécurité alimentaire et indice de richesse (%)

Indice de richesse	SAL	IAM	IAS	Structure
Très pauvres	5	23	72	20
Pauvres	13	36	49	20
Moyens	14	44	41	20
Riches	26	43	29	20
Très riches	39	37	16	20

Source: Enquête CFSAM 2016.

La sécurité alimentaire est tributaire des marchés

Les ménages qui ont des problèmes d'accès au marché, à cause de problèmes logistiques, d'éloignement ou d'enclavement, ont plus tendance à se retrouver en situation d'insécurité alimentaire.

Tableau 23: Madagascar - Insécurité alimentaire et accès aux marchés (%)

Distance du marché	SAL	IAM	IAS	Structure
moins de 3 km	21	36	40	68
plus de 3 km	16	37	46	32

Source: Enquête CFSAM 2016.

Possession de stocks: un bon indicateur de ciblage

Il est évident que les résultats du secteur agricole ont un impact sur la situation de l'insécurité alimentaire des ménages. Les ménages qui ont fait une mauvaise campagne et n'ont par conséquent pas de stock, tomberont plus rapidement dans l'insécurité alimentaire car ils seront contraints de diminuer les dépenses alimentaires ou d'adopter des stratégies de survie de plus en plus sévères.

Tableau 24: Madagascar - Insécurité alimentaire et durée des stocks (%)

Durée des stocks	SAL	IAM	IAS	Structure
Ne pratique pas l'agriculture	14	30	53	26
Moins d'un mois	0	51	49	28
1 à 3 mois	20	37	42	27
4 à 6 mois	25	44	27	7
7 à 12 mois	45	32	21	3
Plus d'un an	80	6	5	9

Source: Enquête CFSAM 2016.

Qui sont les ménages en situation d'insécurité alimentaire dans le sud?

Afin d'affiner le ciblage des ménages dans le sud, il est possible d'utiliser les critères suivants:

- Les ménages dirigés par les femmes
- Les ménages sans actifs
- Les ménages dirigés par des personnes âgées
- Les ménages de grande taille
- Les ménages complètement tributaires de l'agriculture
- Les ménages très pauvres: sans bétail ni moyens de production
- Les ménages qui n'ont plus de stock
- Les ménages dont le niveau d'éducation est très faible

Pour le sud-est

Dans le sud-est, le profil de l'insécurité alimentaire est presque le même, à l'exception de quelques précisions suivantes:

- Pour la taille des ménages: la relation entre l'insécurité alimentaire et la taille des ménages est à l'inverse: plus un ménage est de grande taille, plus il a de chances d'échapper à l'insécurité alimentaire, car les membres du ménage représentent une force de travail et des possibilités de travail existent.
- Les ménages qui sont en association sont peu nombreux, toutefois, ils ont de très grandes chances d'échapper à l'insécurité alimentaire
- Ceux qui n'ont pas d'habitation sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire
- Ceux qui ont une charrette ou une charrue/herse doivent-être écartés car ils ont beaucoup plus de possibilités d'assurer leur sécurité alimentaire
- La possession de bovidés n'est pas un indicateur de sécurité alimentaire

RECOMMANDATIONS

Les agriculteurs rencontrés réclament avant tout la mise à disposition de semences de bonne qualité et d'intrants complémentaires (engrais, pesticides) à des prix raisonnables, adaptés à leur faible pouvoir d'achat. Pour le riz, notamment, ils voudraient des variétés à cycle court comme le X265 actuellement vulgarisé par certains programmes; ils souhaitent également la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles, ce qui leur permettrait de mieux maîtriser les ressources en eau et, combiné à des spéculations à cycle court, de réaliser plusieurs récoltes par an. Tout cela devrait contribuer au renforcement de leur résilience face aux cataclysmes.

Agriculture

- L'invasion acridienne est terminée grâce aux efforts déployés par le Gouvernement malgache et la FAO dans le cadre du Programme triennal (2013-2016) de réponse à l'invasion acridienne, avec l'indispensable soutien des bailleurs de fonds. Toutefois, le maintien durable d'une situation de rémission du péril acridien sur l'ensemble du territoire malgache passe par l'opérationnalisation du Centre national anti-acridien qui pourra ainsi mettre en œuvre la stratégie de lutte préventive.
- Pour renforcer la disponibilité alimentaire et réduire la pauvreté des ménages ruraux vulnérables, il importe de mettre à leur disposition des semences de bonne qualité et des intrants complémentaires (engrais, pesticides) à des prix raisonnables, conformes à leur faible pouvoir d'achat. Pour le riz, notamment, les variétés sollicitées sont à cycle court comme le X265 actuellement vulgarisé par certains programmes, dans le cadre d'une approche de la filière fondée sur des techniques d'agriculture durable et de régénération de l'environnement. À cet égard, la solution réside dans la mise en place d'une filière semencière solide et capable de s'auto-porter durablement.
- L'utilisation optimale des semences et autres intrants de qualité, avec possibilité de plusieurs récoltes par an, requiert une meilleure maîtrise de l'eau, qui passe par la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles, à commencer par les ouvrages endommagés par les tempêtes tropicales et les inondations de janvier-février 2015. Le renforcement des capacités et une plus grande responsabilisation des AUE sont incontournables à cette fin.
- À l'instar de la vulgarisation des cultures à cycle court, il convient de promouvoir la production des petits ruminants, des porcs, des canards et des escargots dans le cadre du renforcement de la résilience des paysans face aux aléas climatiques.
- Il est également recommandé aux vendeurs et acheteurs de produits agricoles, notamment de semences, d'utiliser des poids et mesures homologués et pour ce faire de recourir à des équipements appropriés. Il importe aussi d'instaurer graduellement des banques de céréales villageoises qui permettraient aux métayers et petits producteurs d'étaler leurs ventes et leur consommation dans le temps, et de profiter ainsi de prix avantageux. La réglementation des maillons «fournitures d'intrants», «collecte primaire» et «redistribution» des produits, ainsi que l'établissement de relations loyales et équilibrées entre acteurs sous le contrôle régalién de l'État, sont indispensables.
- Pour pallier l'indigence des données de base servant à l'évaluation de la situation agricole et à l'élaboration des programmes, des projets, et des perspectives, il est recommandé de mener un recensement agricole (englobant les sous-secteurs de la production végétale, de l'élevage et de la pêche), le dernier datant de 2005. Ce recensement devrait déboucher sur la mise en place et l'opérationnalisation d'un système intégré pérenne de statistiques agricoles et rurales.
- De même, il est impératif de relancer les activités de l'Observatoire du riz, dont les publications ont cessé, privant ainsi les analystes et les décideurs de données essentielles pour la compréhension de l'évolution des facteurs conditionnant la disponibilité de cette denrée de base de l'alimentation malgache. Cela facilitera le travail de la nouvelle direction de développement de la filière riz.

Sécurité alimentaire

Alors qu'une aide alimentaire serait nécessaire pour répondre aux besoins immédiats, les ménages agricoles qui ont perdu tous leurs actifs productifs auront besoin de semences pour pouvoir démarrer la prochaine saison culturale. Des efforts concertés par le PAM et la FAO pour protéger les semences seront essentiels.

L'aide alimentaire d'urgence devrait être élargie pour répondre aux besoins alimentaires des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère et d'insécurité alimentaire modérée qui sont tangents au seuil d'insécurité alimentaire sévère. Les ménages avec force de travail pourraient être assistés par le biais d'assistances conditionnelles – en s'appuyant sur les programmes déjà en cours de préparation. Ces programmes devraient être étendus lorsque la situation le permettra.

Les interventions fondées sur les transferts d'argent devraient continuer dans les zones de couverture actuelles et être combinées à une évaluation des marchés pour éclairer la possibilité de les mettre en œuvre à grande échelle; des informations plus détaillées sur le fonctionnement du marché et le secteur financier sont essentielles à cet égard.

La poursuite de l'alimentation nutritionnelle thérapeutique et l'introduction d'une alimentation de supplémentation ciblant les enfants de moins de 5 ans sera essentielle compte tenu des informations faisant état d'une détérioration de la situation nutritionnelle (basée sur la surveillance de routine de l'insuffisance pondérale dans les zones les plus touchées), combinée à une très mauvaise consommation d'aliments nutritifs.

La poursuite des activités d'alimentation scolaire, dont bénéficient actuellement 240 000 enfants est également fortement recommandée. Des familles ont rapporté avoir été contraintes de retirer les enfants de l'école pour aller à la cueillette de fruits sauvages et parce qu'ils étaient «trop fatigués et pas assez forts» pour aller à l'école.

Les interventions d'urgence devraient être planifiées à moyen et long terme. Il convient de faire des investissements durables dans la réduction des risques de catastrophe, de renforcer la préparation en cas d'urgence et les capacités d'intervention ainsi que de plaider pour des efforts concertés pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents dans les régions du sud de Madagascar. Dans les prochains mois, la surveillance de la sécurité alimentaire, du marché et de la situation de la nutrition sur le terrain sera essentielle.

En bref:

- Continuer les réponses humanitaires jusqu'à la prochaine grande récolte de mai 2017 afin de conserver les acquis et d'éviter une dégradation, et les accompagner par des actions de relèvement précoce à caractère pérenne ou durable.
- Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle à ciblage généralisé (ratio d'assistance élevé) dans les zones ayant un taux d'insécurité alimentaire sévère élevé.
- Traiter et prévenir la malnutrition.
- Assurer un ciblage coordonné entre assistance alimentaire et lutte contre la malnutrition à travers les rations de protection.
- Pré-positionner des vivres et autres articles pour faire face aux cyclones et inondations notamment dans les régions du sud-est et du sud du pays.
- Assurer la relance agricole en temps opportun.
- Maintenir les efforts de coordination sur le terrain, et effectuer régulièrement des évaluations multisectorielles.
- Assurer la protection des moyens de subsistance à travers la recapitalisation et l'assistance alimentaire contre actifs.
- Mettre en place un système d'alerte précoce ou du moins garantir des systèmes de suivi et de signalement spécifiques (screening nutritionnel, violence basée sur le sexe, abandon scolaire, etc.).

Synthèse des situations par région

Région DIANA

Faits saillants

- La hausse du prix de la vanille au niveau international a fait augmenter les prix au niveau des producteurs.
- L'abondance et la bonne répartition des pluies durant cette campagne a entraîné la hausse des superficies cultivables et des productions vivrières, toutefois par rapport à la diminution de 27 pour cent de la production rizicole de l'année dernière, le surplus de cette année est encore faible.
- L'attaque de maladie et de la caractéristique pluviométrique n'ont pas été favorables à la culture de cacao et ont causé la dégradation de la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée normale des pluies utiles avec une bonne répartition et une quantité normale et favorables à la culture vivrière. La mise en place des cultures a donc été faite beaucoup plus en avance.

Contribution des autres facteurs : l'autoproduction de semence ainsi que les techniques de cultures traditionnelles sont importantes, l'utilisation d'engrais est encore faible.

Ennemis des cultures : une maladie a affecté environ 15 pour cent de la production de cacao.

Superficie emblavée : augmentation de 5 à 10 pour cent pour toutes les cultures vivrières.

Culture de contre saison : le nombre de pratiquant et superficie cultivé en hausse.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz Maïs Manioc	: +11,30 pour cent : +05,00 pour cent : +05,66 pour cent	suffisance et la bonne répartition des pluies dans la région de Diana
Production stable			
Production en baisse			

Situation d'élevage

- L'élevage de volaille se développe mais toujours limité par les problèmes sanitaires, le manque d'encadrements techniques et le coût élevé des services et produits vétérinaires.
- Les moyens matériels utilisés dans les activités de pêche sont archaïques et le calendrier de pêche souvent non respecté.
- Le résultat des activités est en hausse par rapport à la précédente campagne.

Marché

- Le prix du paddy est en baisse considérable.
- Le prix des produits d'élevage sont stables, les volumes de transaction de même.

Choc et stratégie de survie

- L'inondation a affecté certains ménages dans le district d'Ambanja à cause de l'importance des pluies, ainsi ils ont du faire recours à un deuxième repiquage après l'échec du premier.
- Face aux problèmes survenus aux cultures de cacao, les ménages optent dans la plupart des cas à la diversification des cultures.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 7 à 8 mois.

Période de soudure : en baisse de 2 mois (février à mars) contre 4 mois l'année dernière.

- Le taux d'insécurité alimentaire est généralement faible dans la région.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est améliorée par rapport à l'année passée.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont acceptables.

Recommandation

- Construction et réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour une meilleure gestion de l'eau de pluie et diminuer les risques d'inondation ainsi que ses méfaits sur la production.
- Réhabilitation des voies de déserte pour améliorer la circulation des produits dans les zones reculées et assurer par conséquent une meilleure régulation des prix des produits au niveau des producteurs et consommateurs, et une meilleure accessibilité alimentaire durant les périodes de soudure.
- Promotion de l'utilisation des intrants surtout pour le développement des cultures de contre saison.

Région SAVA

Faits saillants

- La hausse inattendue du prix de la vanille a fait doubler le prix de la majorité des produits sur le marché.
- La meilleure répartition de la pluviométrie a été favorable pour les cultures et a fait augmenter la production agricole de 30 pour cent de plus, pourtant une hausse de 20 pour cent de la production de paddy a déjà été observée dans la région l'année dernière.
- L'attaque des maladies sur la production de cacao a engendré la dégradation de la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée normale des pluies (en avance par rapport à la précédente campagne), les cultures ont donc été mises en place plus tôt. La répartition des précipitations a été bonne et la quantité est jugée suffisante.

Contribution des autres facteurs : L'accès aux intrants améliorés est limité par leur prix élevé et l'utilisation reste encore faible. Les techniques de cultures demeurent traditionnelles. Les semences utilisées proviennent essentiellement de la précédente campagne. La maîtrise d'eau est encore défailante à cause de l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures agricoles.

Ennemis des cultures : L'ampleur des dégâts des maladies, des rats et des poux de riz sont généralement non significatifs.

Superficie emblavée : en hausse de 5 à 20 pour cent par rapport à la campagne précédente pour toutes les cultures vivrières.

Culture de contre saison : pratique encore faible à cause de la priorisation des cultures de rentes.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz Manioc	: +30,00 pour cent : +05,00 pour cent	Les rendements ont augmenté à cause d'une meilleure pluviométrie
Production stable	Maïs	: +00,00 pour cent	
Production en baisse			

Situation d'élevage

- Dans certaines zones, les pêcheurs bénéficient des formations annuelles sur la pêche continentale, réalisées par des partenaires privés. L'insuffisance des moyens matériels et le non-respect des calendriers de pêche restent les principaux blocages de la filière.
- L'élevage à cycle court continue de se développer. Toutefois l'insécurité, les maladies et l'insuffisance d'offre en service et en produits prophylactiques restent un obstacle important.
- Par rapport à la précédente campagne il n'y a pas de grand changement en ce qui concerne l'activité d'élevage.

Marché

- Le prix de la vanille a augmenté, le prix du kilo est passé de 50 000 Ar en 2015 à 120 000 Ar voir 150 000 Ar durant cette campagne.
- En corollaire, le prix des denrées alimentaires sont également en hausse de 20 à 50 pour cent, de même pour le prix des animaux d'élevage.

Choc et stratégie de survie

- La flambée du prix de la vanille a fait augmenter le prix des autres produits sur le marché ainsi que le prix des PPN. Cette inflation a gravement affecté la vie quotidienne des ménages surtout les non producteurs.
- La vente des productions vivrières est actuellement la principale stratégie adoptée par ces ménages.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 7 à 10 mois.

Période de soudure : pas de changement, 4 mois, octobre à novembre et février à mars.

- Le taux d'insécurité alimentaire est très faible dans la région.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est améliorée par rapport à la précédente campagne.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont moyen.

Recommandations

- Construction et réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles et des voies de désertes.
- Amélioration de l'accessibilité et la disponibilité des services et produits vétérinaires pour le développement des activités d'élevages à cycles court, à travers la mise en place des centres de distribution et la subvention.
- Assistance des producteurs dans la mise en place d'un système de lutte ou de prévention contre les différents ennemis des cultures.

Région BOENY

Faits saillants

- La mauvaise répartition de la pluie ainsi que son insuffisance a perturbé le calendrier agricole et entraîné une diminution de la production en riz et maïs d'environ 25,99 et 28 pour cent par rapport à la précédente campagne.
- Des invasions de criquets migrants ont été signalées dans la commune de Tsaramandroso du district d'Ambatoboeny, cependant grâce à la signalisation à temps et l'intervention des responsables, l'ampleur des dégâts a été limitée.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : la pluviométrie a été insuffisante pour l'agriculture et sa mauvaise répartition a perturbé le calendrier cultural. L'arrivée tardive des précipitations a fait décaler la mise en place des cultures d'au moins 2 mois.

Contribution des autres facteurs : les techniques de culture traditionnelle demeurent important dans la région. Les intrants sont généralement disponibles mais le coût élevé du produit pose problème au niveau de l'accessibilité. L'utilisation des produits phytosanitaires sont important. L'utilisation d'engrais chimiques ou organique en dehors des cultures maraichères sont encore faible. Les matériels de traction animale et manuelle sont les plus répandu. Les infrastructures d'irrigation sont généralement en mauvaise états et insuffisant bien que des travaux de réhabilitation ont été faite dans certains zones.

Ennemis des cultures : les insectes comme les poux de riz et les maladies dit mavobe attaques les cultures de riz et de maïs, favorisé par la sécheresse et engendre d'importante perte de l'ordre de 10 pour cent sur la production.

Superficie emblavées : en baisse par rapport à la précédente campagne à cause de l'insuffisance des pluies.

Culture de contre saison : ce sont le riz jeby, le maïs jeby, l'arachide jeby et le lojy.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Manioc	: +05,53 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz	: -25,99 pour cent	
	Maïs	: -28,29 pour cent	

Situation d'élevage

- L'élevage bovin est très utilisé dans les travaux agricoles. Toutefois, faute d'insécurité et de difficulté d'accès aux services et produits vétérinaires, le risque de dégradation est imminent.
- Le développement de l'élevage de volaille et de porcin fait face au même problème.

Marché

Le prix des denrées alimentaire au niveau des producteurs reste faible alors que les prix au consommateur ont doublé par rapport à l'année dernière.

Choc et stratégie de survie

Le principal choc concerne l'insuffisance de pluies et la diminution importante de la production qui s'en suit. Pour faire faces à ces problèmes, les ménages recherchent d'autres sources de revenu comme le salariat agricole et font des emprunts auprès des proches ou connaissances.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 10 mois.

Période de soudure : en avance par rapport à la précédente campagne (janvier, février et mars).

- la sécurité alimentaire des ménages risque de se dégrader.
- De même pour la situation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois, la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle sont faibles.
- Les systèmes d'approvisionnement en eau existant sont vétuste et en mauvaise état. Recommandations.
- Réhabilitation et construction d'infrastructures hydro agricoles supplémentaires pour que l'exploitation agricole soit moins dépendant de la pluviométrie et pour permettre aux producteurs d'élargir les superficies cultivées.
- Amélioration de l'accès aux zones reculées à travers la réhabilitation des routes pour une meilleure régulation des prix aux producteurs et consommateurs surtout pendant les périodes de soudure.
- Assistance des agriculteurs dans la mise en place d'un système de lutte et de prévention efficace contre les différents ennemis des cultures.
- Multiplication des centres d'approvisionnement en intrant et appui aux subventions pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité de ces produits.

Région SOFIA

Faits saillants

- Mauvaise répartition des pluies et les inondations.
- Diminution importante de la production de riz et de maïs par rapport à la précédente campagne sauf pour le manioc, hausse de la production d'environ 10 pour cent.
- Passages des criquets migrateur dans le district de Befandriana Nord et d'Antsohihy du mois de novembre jusqu'en avril, impact légère sur la culture de riz et de maïs grâce à l'intervention des responsables.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : très mauvaise répartition des pluies, arrivée tardive, quantité trop abondante suivi d'arrêt brusque et précoce dès le mois de mars.

Contribution des autres facteurs : intrants disponibles généralement au niveau des chefs lieu de district mais accès limitée par le prix. Faible utilisation d'engrais. Réhabilitation des infrastructures d'irrigations insuffisantes. Système de culture traditionnelle.

Ennemis des cultures : des cas de maladies ont été signalé sur la culture de riz.

Superficie emblavées : inchangée pour le riz, en baisse pour l'oignon, en hausse pour le manioc et le lojy.

Culture de contre saison : lojy, les légumes verts, les tomates et les oignons et les patates douces. L'échec de la riziculture a entraîné la hausse de la pratique des cultures de contre saison.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Manioc	: +10,85 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs	: -11,21 pour cent : -29,03 pour cent	

Situation d'élevage

- Diminution des activités d'élevage à cause de l'insécurité, l'insuffisance des zones de pâturage, de l'offre de service vétérinaire et les encadrements techniques.
- Non-respect de la saison de pêche et utilisation des matériels prohibés.

Marché

Par rapport à la précédente campagne, le prix des denrées agricoles aux producteurs ont augmenté pour le riz et l'oignon.

Choc et stratégie de survie

Diminution importante de la production en riz et en maïs à cause de l'inondation. Pour y faire face, les ménages se rabattent sur les cultures de rente comme le lojy et l'oignon.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 15 mois

Période de soudure : pas de changement, 3 mois, de janvier à février et en mars.

- La situation alimentaire des ménages sont stable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est améliorée par rapport à la précédente campagne.

Recommandations

- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles existantes et mise en place de nouvelles infrastructures d'irrigation pour valoriser les vastes plaines non encore exploitées.
- Facilitation de l'accès des ménages aux intrants comme les semences et les produits phytosanitaires, à travers les subventions ou l'accès aux microcrédits.
- Mise en place d'un mécanisme de contrôle des prix à travers la mise en place de greniers villageoise.
- Encadrement technique et financière des agriculteurs pour la pratique de système de cultures durable (pas de dégradation du sol).

Région MELAKY

Faits saillants

- Baisse importante de la production rizicole à cause de l'insuffisance de pluies.
- Hausse importante de la production de maïs de l'ordre de 74 pour cent si celle-ci a déjà été importante durant la précédente campagne.
- Problème prépondérant de l'insécurité dans plusieurs districts de la Région.
- Dégradation des voies de déserte dans la majorité des communes.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée tardive, précipitation insuffisante. Perturbation du calendrier cultural surtout pour le riz.

Contribution des autres facteurs : utilisation des semences issue de la précédente récolte, la disponibilité n'est donc pas un problème. Faible utilisation de fertilisants dans la culture rizicole. Faible utilisation des produits phytosanitaires à cause de l'importance des prix. Vétustés des infrastructures hydro agricoles. Utilisation des techniques traditionnelles.

Ennemis des cultures : Passage de criquet mais impact non significatif.

Superficie emblavée : inchangée pour le riz et en hausse d'environ 10 pour cent pour le maïs.

Culture de contre saison : manioc et arachide, il n'y a pas de difficulté apparente quant à sa préparation.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Maïs Manioc	: +74,57 pour cent : +21,12 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz	: -24,15 pour cent	

Marché

- Légère hausse du prix du riz aux producteurs.
- Hausse des prix des produits de consommation à cause de la dégradation des voies de déserte.

Choc et stratégie de survie

- Intensification de la pratique des cultures de contre saison pour pallier le déficit de la production agricole.
- Problème d'insécurité dans plusieurs districts.
- Consommation d'aliment de substitution et déplacements temporaires surtout durant la période de soudure.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 7 mois

Période de soudure : inchangé

- La situation alimentaire généralement acceptable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est dégradée par rapport à la précédente campagne, des cas d'admissions auprès des centres de récupération nutritionnelles ont été enregistrés dans la région.

Recommandations

- Renforcement la sécurité dans la région.
- Réhabilitation des voies de déserte intercommunales pour faciliter la circulation des produits et assurer l'approvisionnement alimentaires de zones reculées durant la période de soudure.
- Valorisation des plaines aménageable dans le district de Morafenobe et les plaines de Befotaka et Marohazo du district de Maintirano à travers la mise en place d'infrastructures hydro agricoles.

Région MENABE

Faits saillants

- Arrivée tardive et insuffisance des pluies.
- Diminution des productions agricoles (riz, manioc, maïs).
- Passages de criquet dans le district de Manja à partir du mois de décembre jusqu'en mois de juin, ampleur des dégâts importante pour les cultures de riz et de maïs.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée tardive des pluies utiles (mars), précipitation insuffisante et répartition très mauvaise, inondation suivie d'une période de sécheresse durant la période de croissance et de maturation du riz et du maïs. Mise en place des cultures perturbée.

Contribution des autres facteurs : Utilisation des semences issues de la précédente récolte. Faible utilisation d'engrais sauf pour les cultures maraîchères (utilisation fréquent du fumier), infrastructures hydro agricoles vétustes et non fonctionnelles.

Ennemis des cultures : signalisation tardive du passage des criquets et intervention tardif des responsables.

Superficie emblavées : en baisse pour les produits vivriers.

Culture de contre saison : la tomate et le haricot, pratique encore faible.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs Manioc	: -01,56 pour cent : -56,33 pour cent : -19,72 pour cent	

Situation d'élevage

Diminution des activités d'élevage de bovin, de caprin et de volaille à cause de l'insécurité, de l'insuffisance de l'alimentation, des mesures prophylactiques services véto sanitaires.

Marché

- Baisse de l'offre locale en produits agricoles.
- Hausse des prix au consommateur, pourtant, les prix aux producteurs restent faibles.

Choc et stratégie de survie

- diminution des productions agricoles à cause de l'inondation suivie de la sécheresse et l'attaque des criquets.
- Diminution de la quantité de production vendue par le ménage sur le marché et recherche d'autres sources de revenu extra agricoles.
- Mise en place de stratégie de lutte des attaques des dahalo ou Kalony.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 mois.

Période de soudure : en avance.

- La situation alimentaire des ménages dans la région en dégradation.
- La situation nutritionnelle des enfants de 5 à 59 mois de même.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité.
- Encadrement technique des agriculteurs et des pêcheurs.
- Amélioration des offres de services d'approvisionnement en intrants agricoles et élevages.
- Appui à la mise en place de services améliorés de stockage des productions agricoles, une meilleure régularisation des prix au niveau des producteurs et des consommateurs.
- Réhabilitation des infrastructures de communication (voies de déserte) et des infrastructures hydro agricoles afin de maîtriser l'eau pour l'agriculture.
- Facilitation d'accès aux services de microcrédit et assistance dans la gestion des crédits obtenus.

Région BETSIBOKA

Faits saillants

- Insuffisance des pluies.
- Diminution considérable de la production rizicole de l'ordre de 40 pour cent, pourtant cette culture a déjà connu une baisse importante durant la précédente campagne.
- Période de soudure beaucoup plus en avance.
- Passages de criquet toutefois, les dégâts sont insignifiants.

Facteur influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : pluviométrie déficitaire, mais en bonne répartition, calendrier cultural respecté dans l'ensemble.

Contribution des autres facteurs : dominance des techniques de culture traditionnelles. Faible disponibilité et accessibilité en intrants améliorés. Utilisation des semences issues de la précédente récolte. Réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles en mauvaise état.

Ennemis des cultures : signalisation à temps du passage des criquets, dégâts sur les cultures limités.

Superficie emblavées : diminution de 5 pour cent pour le riz. Légère hausse pour les autres produits vivriers.

Culture de contre saison : riz, maïs, arachide, haricot, niébé, oignon. Aucune contrainte majeure.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Manioc	: +09,09 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz	: -40,00 pour cent	Le rendement en baisse à cause de l'insuffisance des pluies
	Maïs	: -05,00 pour cent	

Situation d'élevage

- baisse significative des cheptels bovin, porcin et avicole à cause de l'insécurité, l'attaque des maladies porcines, l'insuffisance des produits prophylactiques et des dispositifs de prévention aux maladies.
- stabilité des résultats pour l'activité de pêche, l'insuffisance des moyens matériels, l'utilisation des matériels prohibés et le non-respect des calendriers de pêche limitent son développement.

Marché

- Hausse des prix des produits céréaliers étant donné la diminution de la production et la baisse de l'offre sur le marché.
- stabilité des prix des produits agricole au niveau des producteurs.
- Hausse des prix des produits de consommation à cause de la dégradation des voies de déserte surtout durant la période de pluies.

Choc et stratégie de survie

- Baisse de la production à cause de l'insuffisance des pluies.
- Relance de la mise en cultures des zones affectées par l'inondation.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Période de soudure : inchangée par rapport à l'année dernière, à partir de novembre à mars (5 mois).

- La fréquentation des centres de récupération nutritionnelle est encore faible.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est moyennement stable.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité.
- Amélioration de l'approvisionnement en intrants et Subvention des intrants agricoles et ceux d'élevage (les semences, les produits phytosanitaires et les matériels agricoles et produits prophylactiques) pour assurer la disponibilité et faciliter l'accessibilité des petits exploitants à ces produits.
- Réhabilitation des aménagements hydro agricole et des infrastructures routières surtout dans les zones reculées pour faciliter la circulation des produits et la régulation des prix.
- Promotion des matériels respectant les normes, et sensibilisation des pêcheurs pour le respect des calendriers de pêche, puis mise en place d'association de régularisation des activités de pêche.
- Promotion de l'élevage à cycle court comme le canard, recommandée dans les zones riveraines des cours d'eau.

Région ALAOTRA MANGORO

Faits saillants

- Hausse de 8 pour cent de la production rizicole grâce à une précipitation favorable, par contre une baisse d'environ 14 pour cent pour les autres produits vivriers dont le maïs et le manioc.
- Hausse du niveau d'endettement faute de la diminution importante de la production l'année dernière.
- Diminution considérable des activités d'élevage et abandon des champs éloignés à cause de l'insécurité.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : quantité de pluies insuffisante mais bonne pour la culture, arrivée normale et répartition temporelle meilleure. Mise en place des cultures généralement normale.

Contribution des autres facteurs : utilisation fréquente des semences issues de la précédente récolte. Prix élevé des intrants améliorés, disponibles au niveau des chefs lieu de districts. Utilisation irrationnelle des engrais chimiques et produits phytosanitaires, résistances des maladies. Mécanisation des travaux par l'utilisation des motoculteurs en hausse. Insuffisance et vétustés des infrastructures hydro agricoles.

Ennemis des cultures : attaque de maladie sur une partie considérable de la culture de pois chiches.

Superficie emblavée : inchangée par rapport à la campagne précédente.

Culture de contre saison : pratique encore faible bien que la superficie cultivée est légèrement en hausse.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz	: +11,71 pour cent	Précipitation favorable
Production stable			
Production en baisse	Maïs Manioc	: -14,29 pour cent : -14,85 pour cent	

Situation d'élevage

- Diminution de l'effectif du cheptel bovin au niveau des ménages à cause de l'insécurité.
- Persistance des maladies comme la peste porcine africaine et la peste avicole.
- Diminution des produits de pêche de 10 pour cent, problème causé par le non-respect des calendriers de pêche et utilisation des matériels prohibés.

Marché

- Hausse importante de l'exportation du paddy du district d'Amparafaravola vers d'autres districts.
- Importance de la vente des productions rizicole.
- Hausse des prix des produits agricole sur le marché mais stagnation au niveau des producteurs.
- Stabilité des prix des produits de pêche.
- Hausse du prix du fumier.

Choc et stratégie de survie

- Abandons des champs éloignés et diminution du cheptel bovin à cause de l'insécurité.
- Stratégies adoptées : cultures de contre saison.
- Le recours aux « varomaintso » est quelque fois adopté pour subvenir aux besoins alimentaires en période de soudure.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 à 6 mois.

Période de soudure : inchangé 5 mois (octobre-mars).

- la malnutrition est le principal problème car la quantité n'est généralement pas un problème.
- La situation alimentaire est généralement acceptable et stable de même que la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

Recommandations

- Encadrement technique des agriculteurs dans l'utilisation des intrants agricoles innovantes (produits phytos et engrais chimiques) afin d'améliorer la production et contenir les méfaits des usages irrationnels comme la résistance des maladies.
- Facilitation de l'accès aux intrants agricoles et d'élevage à travers les subventions des produits mis en vente dans les différents points de ventes, multiplication des centres de distribution surtout dans les zones éloignées.
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour valoriser aux mieux les surfaces cultivables.
- Réhabilitation des pistes rurales afin d'améliorer la circulation des produits et la régulation des prix durant la période de récolte et la période de soudure.

Région ANALAMANGA

Faits saillants

- Pluviométrie satisfaisante pour les cultures vivrières bien que la quantité de précipitation reçue ait été inférieure à la normale.
- Légère augmentation de la production par rapport à la précédente campagne (riz et manioc).
- Passages de criquet signalés dans les districts d'Ankazobe et d'Anjozorobe.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée normale des pluies, meilleure répartition, quantité inférieure à la normale. Respect du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : Hausse de l'adoption des techniques améliorées, développement limité dans les zones marécageuses. Outre les zones proches de la capitale, disponibilité des intrants au niveau des chefs-lieux du district, l'accès est limité par le prix élevé.

Ennemis des cultures: impact sévère de maladies des pommes de terre dans le district d'Anjozorobe.

Superficie emblavées : pas de changement important pour le riz.

Culture de contre saison : problème de maîtrise d'eau et de l'importance des charges en intrants.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz Manioc	: +05,70 pour cent : +02,99 pour cent	Légère hausse du rendement
Production stable	Maïs	: 00,15 pour cent	
Production en baisse			

Situation d'élevage

Les maladies, le coût élevé des traitements, l'insécurité et la dégradation des zones de pâturage font obstacles au développement de l'élevage. Les résultats de l'activité restent inchangés pour l'élevage ou la pêche.

Marché

- Disponibilité en produits vivriers en hausse, baisse des prix sur le marché.
- Hausse des prix des produits de consommation à cause de la dégradation des voies de désertes.
- Hausse de l'offre en produits d'élevage sur le marché.

Choc et stratégie de survie

Hausse des vols de bœufs dans le district d'Ankazobe, stratégie des ménages : achat des cheptels en juin pour la préparation des terrains agricoles et revente au mois de septembre. Diminution de la disponibilité en engrais.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 6 mois.

Période de soudure : 3 mois (octobre-janvier).

- La situation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois s'est améliorée par rapport à la précédente campagne.
- Pas de changement quant à la situation alimentaire générale des ménages.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité dans les zones critiques.
- Subvention des intrants, appuies à la multiplication des centres de distribution dans les zones reculées et encadrement des producteurs dans l'utilisation rationnelle des produits phytosanitaires et des engrais chimiques (semences, produits phytosanitaires).
- Vulgarisation de l'utilisation des engrais biologique, encadrements techniques des exploitants agricoles dans la fabrication et l'utilisation des différents types de cultures, sensibilisation des producteurs.
- Réhabilitation des infrastructures agricoles dans les zones reculées.

Région BONGOLAVA

Faits saillants

- Hausse considérable de la production de manioc et baisse importante de la production de maïs.
- Pluviométrie favorable à la culture.
- Hausse de la vente d'animaux d'élevage et migration des ménages à cause de l'insécurité.
- Difficulté au niveau de la circulation des produits à cause de la dégradation des voies de déserte.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : quantité des précipitations suffisante, arrivée des pluies utiles normale et répartition temporelle équilibrée. Le calendrier de culture des produits vivriers respecté.

Contribution des autres facteurs : distribution et subvention de semences améliorées dans le district de Tsiroamandidy. Produits phytosanitaires difficilement accessibles à cause du prix élevé, besoins en herbicides en hausse. Dominance des techniques traditionnelles. Travaux de réhabilitation d'infrastructures d'irrigation insuffisants.

Ennemis des cultures : passage de criquet, ampleurs des dégâts non significatives.

Superficie emblavée : inchangé pour la culture de riz, et en hausse pour le maïs.

Culture de contre saison : tomate, haricot et oignon, aucun problème majeur.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz Manioc	: +01,29 pour cent : +31,35 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Maïs	: -19,95 pour cent	

Marché

- Hausse du prix du kilo du riz.
- Hausse des volumes de transaction, importance de la production locale sur le marché.
- Difficulté de circulation des produits à cause de l'insécurité et la dégradation des routes.
- Existence des stocks de produits de la campagne précédente.

Choc et stratégie de survie

Hausse des cas de déplacement temporaire ou définitif vers d'autres zones moins critiques et vente des animaux d'élevage à cause de l'insécurité.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 12 mois.

- La situation alimentaire n'est généralement pas inquiétante et est stable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 de même.

Recommandations

- Restauration de la sécurité dans les zones concernées par ce problème.
- Réhabilitation des voies de déserte communale pour faciliter la circulation des produits et la régulation des prix surtout au moment de la récolte et durant la période de soudure.
- Appui à la mise en place d'un système d'irrigation surtout dans les zones à hauts potentiels de production.
- Appui à la valorisation des zones non cultivables à travers les reboisements.
- Encadrement des paysans à travers la vulgarisation des techniques de production améliorées et l'utilisation des matériels agricoles plus adaptés.

Région ITASY

Faits saillants

- Interruption de la culture de riz première saison dans la commune d'Anosibe Ifanja du district de Miarinarivo à cause des travaux d'entretien des infrastructures des canaux d'irrigation par le projet BVPI.
- Hausse de la production rizicole de 15.31 pour cent par rapport à la précédente campagne.
- Hausse de l'utilisation d'engrais chimiques sur les cultures maraichères.
- Diminution de l'effectif des bovins et par conséquent baisse de la disponibilité en engrais organique.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée normale des pluies utiles, bonne répartition. Mise en place des cultures inchangées. Quantité de précipitation insuffisante pour les cultures pluviales mais favorable pour les cultures sur bas-fonds.

Contribution des autres facteurs : utilisation des semences issues de la précédente récolte. Intrants améliorés difficilement accessibles. Utilisation irrationnelle des produits phytosanitaires et engrais chimiques. Utilisation fréquent des matériels de traits et manuels. Insuffisance et vétustés des infrastructures hydro agricoles.

Ennemis des cultures : attaque des maladies sur la culture de pois chiche.

Superficie emblavée : pas de grand changement.

Culture de contre saison : importante et concerne environ 15 pour cent des producteurs de la région.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz	: +15,31 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Maïs	: -11,41 pour cent	
	Manioc	: -02,34 pour cent	

Situation d'élevage

- Diminution de l'effectif du cheptel à cause de l'insécurité et l'insuffisance des zones pâturages.
- Diminution de la production de pêche, facteur de blocage de l'activité : non-respect des calendriers de pêche, l'utilisation de matériels prohibés.

Marché

- Faiblesse des prix au niveau des producteurs, hausse importante des prix des produits agricoles aux consommateurs surtout durant la période de soudure.
- Hausse des prix des intrants.

Choc et stratégie de survie

- Diminution de l'effectif du cheptel bovin, de la quantité d'engrais organiques disponibles et abandon des terrains agricoles éloignés à cause de l'insécurité.
- Recherche de source de revenu à travers les cultures de contre saisons.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 à 6 mois.

Période de soudure : inchangée, 5 mois (septembre et avril).

La situation alimentaire est bonne et stable en générale, de même que la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

Recommandations

- Amélioration de l'accès aux intrants agricoles et multiplication des centres de distribution d'intrants adaptés à chaque zone.
- Encadrement technique et assistance des producteurs dans l'utilisation efficace de ces intrants améliorés et la gestion effective de la production.
- Facilitation de l'articulation entre les acteurs des filières agricoles de différents niveaux pour améliorer la circulation et l'écoulement des produits ainsi que la régulation des prix.
- Renforcement de la sécurité a priori dans les zones critiques.
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et des pistes rurales.

Région VAKINAKARATRA

Faits saillants

- Hausse du rendement et de la production agricole grâce à la bonne répartition et l'abondance de la pluviométrie et l'utilisation des techniques plus améliorées.
- Appui des producteurs pour le développement de la culture pluviale par le projet AFRICA RICE.
- Passage de criquets après la grande récolte, mais grâce à une signalisation et intervention rapide des responsables, les dégâts sont insignifiants.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : très favorable pour la culture, bonne répartition et quantité suffisante bien qu'en dessous de la normale. Le calendrier cultural reste inchangé.

Contribution des autres facteurs : l'utilisation des techniques améliorées est déjà répandue dans la région. L'introduction du Nerica 4 du projet AFRICA RICE a fait augmenter la disponibilité en semences améliorées, toutefois, l'accessibilité reste toujours limitée par le prix. Sinon le traitement des variétés locales est adopté pour les semences autoproduites.

Ennemis des cultures : les mauvaises herbes se prolifèrent sur les cultures de maïs et de riz pluvial.

Superficie emblavée : hausse pour la culture de riz pluvial de l'ordre de 20 pour cent.

Culture de contre saison : pomme de terre, chou, tomate, petit pois.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz	: +20,28 pour cent	
	Maïs	: +20,34 pour cent	
	Manioc	: +02,67 pour cent	
Production stable			
Production en baisse			

Situation d'élevage

Développement de l'élevage porcin suite à la surproduction de manioc de la précédente campagne.

Marché

- Stabilité du prix du riz et hausse du prix du maïs et baisse de celui du manioc.
- La hausse de l'offre en haricot blanc sur le marché international a fait chuter le prix.
- Hausse du prix d'une tête de bovin.

Choc et stratégie de survie

Problème d'insécurité important, pour diminuer les risques de pertes en cas de vols, les ménages optent pour la diminution de l'effectif du cheptel par la vente.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 8 mois.

Période de soudure : sans changement faute de l'élévation des coûts de production, de 2 à 5 mois.

La situation alimentaire des ménages s'est améliorée globalement par rapport à la précédente campagne.

La situation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois s'est améliorée par rapport à la campagne précédente.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité.
- Promotion de la culture contre saison à travers l'encadrement technique des producteurs pour améliorer la qualité des produits et obtenir des parts de marché et améliorer le niveau de revenu des ménages.
- Réhabilitation des infrastructures, encadrement des bénéficiaires dans son entretien et son utilisation.

- Multiplication des centres de distribution d'intrants adaptés à chaque zone concernée, facilitation de l'accès à travers la subvention, sensibilisation et encadrement des usagers dans l'utilisation rationnelle des produits, et suivi du déroulement de la campagne.
- Formation des ménages dans la gestion durable et effective des productions.
- Les interventions des projets PURSAPS et FRDA devraient être élargies pour pallier à l'insuffisance des infrastructures hydro agricoles dans la région.

Région AMORON'I MANIA

Faits saillants

- la production rizicole a augmenté d'environ 18.49 pour cent grâce à une meilleure répartition de la pluviométrie.
- Les attaques habituelles de maladies et de prédateurs sont toujours signalées dans la région.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie : Précipitation favorable à la culture du riz.

Contribution des autres facteurs : Faiblesse du réseau de distribution des intrants, importance des prix limitant l'accès et l'utilisation des produits par les producteurs. Faible utilisation des engrais et des produits phytosanitaires et dominance des techniques traditionnelles.

Ennemis des cultures : attaque d'insecte et de maladie sur les cultures de patate douce.

Superficie emblavée : inchangée sauf pour les cultures sur tanety en légère hausse de l'ordre de 5 pour cent.

Culture de contre saison : appuies de la société Lecofruit dans la culture de petits pois et de choux.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz	: +18,67 pour cent	
Production stable	Manioc	: 00,47 pour cent	
Production en baisse	Maïs	: -14,85 pour cent	

Situation d'élevage

- Pas de grand changement quant à l'activité d'élevage de bovin et de volailles.
- Faible activité de pêche, production principalement destinée à l'autoconsommation.

Marché

- Légère hausse des prix des produits agricoles sur le marché local.
- Baisse des prix des animaux d'élevage.

Choc et stratégie de survie

- La dégradation des infrastructures routières est l'une des principaux problèmes dans la circulation des produits agricoles et des PPN, les vols des cultures et des animaux d'élevage également.
- pour compenser les pertes, les ménages font généralement recours aux salariats agricoles et extra agricoles comme l'exploitation minière.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 6 à 8 mois.

Période de soudure : inchangée soit environ 5 mois.

La situation alimentaire des ménages est meilleure de même que la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

Recommandations

- Elargissement du réseau de distribution des intrants surtout dans les zones reculées, assistance des producteurs dans l'utilisation efficace de ces produits.
- Réhabilitation des infrastructures routières pour faciliter la circulation des produits et la régulation des prix.
- Facilitation de l'accès au microcrédit et encadrement des paysans dans la gestion financière et l'utilisation efficaces des crédits obtenus.
- Encadrement techniques des paysans dans les différents types de culture adaptée à la zone.

Région HAUTE MATSIATRA

Faits saillants

- Insuffisance des pluies, non favorable à l'agriculture.
- Baisse importante de la production rizicoles et la production de maïs.
- Blocage du développement de la zone à cause des problèmes d'insécurité et d'enclavement.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivé tardif des pluies, quantité déficitaire et généralement non favorable à l'agriculture.

Contribution des autres facteurs : faible disponibilité et difficulté d'accès aux intrants d'où sa faible utilisation au niveau de l'exploitation agricole et la dominance des techniques traditionnelles.

Ennemis des cultures : attaque des maladies sur les cultures de riz dans plusieurs communes.

Superficie emblavée : inchangée.

Culture de contre saison : pratique en hausse surtout pour le chou, le haricot vert et la pomme de terre.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs Manioc	: -16,05 pour cent : -25,83 pour cent : -06,98 pour cent	La production rizicole a connu une hausse de 20 pour cent durant les deux campagnes agricoles successives précédentes

Situation d'élevage

- Diminution des nombre de tête de bovin élevé par les ménages, environ de l'ordre de 15 pour cent.
- Faiblesse de l'activité de pêche.

Marché

Le prix des produits céréaliers a augmenté sur le marché.

Choc et stratégie de survie

- La dégradation des voies de déserte font obstacle à la circulation des produits de consommation.
- les vols des animaux font augmenter la vente et rend difficiles les travaux agricoles.
- Les ménages optent généralement à la recherche de travaux agricoles et extra agricoles comme source de revenu pour compenser les pertes dans la production vivrière.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 8 mois.

Période de soudure : environ 5 mois.

La situation alimentaire des ménages est stable, de même que la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

Recommandations

- Facilitation de l'accès des ménages aux intrants agricoles surtout dans les zones reculées à travers la multiplication des centres d'approvisionnement.
- Assistance des producteurs dans la valorisation des intrants surtout dans l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires.
- Réhabilitation des voies de désertes surtout ceux menant vers les zones productrice et les zones reculés pour faciliter l'accessibilité physique et économique des produits de consommation durant la période de soudure.
- Appui à l'encadrement technique des paysans dans la pratique des différents types de culture adaptée dans les différentes zones de la région.

Région ANALANJIROFO

Faits saillants

- condition pluviométrique favorable au début et pendant le déroulement de la campagne, toute fois tombée incessante de la pluie en mois de mai et juin, c'est-à-dire durant la période de récolte.
- Diminution de la production à cause de la difficulté de séchage et le stockage surtout pour le riz.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : La précipitation est normale, l'arrivée a été en avance. La mise en place des cultures est donc aussi normale, les semis. Abondance des pluies durant la période de récolte.

Contribution des autres facteurs : les infrastructures hydro agricoles sont dégradées et insuffisantes. Les produits phytosanitaires et engrais chimique sont disponibles au niveau des chefs lieu de district, leur utilisation reste faible. Les communes très reculées sont difficilement approvisionnées. Les semences proviennent de la précédente récolte.

Ennemis des cultures : l'attaque des rats a causé des dégâts importants sur la culture de riz et de manioc.

Superficie emblavée : aucun changement pour les cultures vivrières.

Culture de contre saison: cultures maraichères, rizicultures et la culture de maïs.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs Manioc	: -04,70 pour cent : -06,11 pour cent : -04,98 pour cent	La diminution est due à la perte post récolte causée par la pluie et la difficulté de stockage des produits agricoles

Situation d'élevage

- La pratique de l'élevage avicole et bovin est simple, l'effectif du cheptel par ménage est très faible.
- Les maladies et des vols sont les facteurs de blocage du développement de l'activité.
- Les résultats d'activité sont les mêmes que l'année dernière.

Marché

- Le prix des produits de consommation est beaucoup plus élevé dans les zones difficilement accessibles.
- Le prix des bovins est en hausse.

Choc et stratégie de survie

- Les vols précoces sur pieds des gousses de vanille constituent l'un des principaux problèmes dans la région. Cette situation pourrait avoir un impact important sur l'image et le prix des produits et en corollaire sur le revenu des ménages producteurs.
- La pratique de culture de contre saison est adoptée par la population pour sécuriser les revenus.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 à 5 mois.

Période de soudure : sans changement.

Aucun fait alarmant n'est signalé en ce qui concerne la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois.

D'autres sources financières pour subvenir aux besoins alimentaires dont la vente des produits de rente et l'exploitation minière pour avoir accès aux aliments disponibles sur le marché quand les stocks sont épuisés.

Recommandations

- Amélioration et multiplication des infrastructures hydro agricoles pour une maîtrise d'eau et de la production.
- Facilitation de l'approvisionnement et l'accessibilité en intrant, multiplication de centre de distribution et subventions des produits mis sur le marché.
- Mise en place d'un système de régulation des prix des produits agricoles comme la mise en place d'infrastructures de stockage de la production, comme les greniers villageois.
- Encadrement technique des exploitants à travers l'adoption d'une technique durable et productive, l'utilisation rationnelle des intrants agricoles, et des moyens efficaces de lutte contre les prédateurs.

Région ATSINANANA

Faits saillants

- Bonne démarrage de la campagne a été bon pour les cultures.
- Importance de pluie durant la période de récolte.
- Problème de séchage et du stockage des produits agricole surtout pour le riz faisant ainsi augmenter les pertes post-récoltes et baisser le niveau de production d'environ 19 pour cent.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée normale des pluies utiles, meilleure répartition au début de la campagne. Mise en place normale des cultures. La saison pluvieuse par contre s'est terminée en mois d'avril par des averses incessantes durant la période de récolte rendant ainsi difficile la récolte et le stockage de la production.

Contribution des autres facteurs : aucun grand changement quant à la disponibilité des intrants, les points de vente sont au niveau des Chefs lieu de district, l'approvisionnement des communes dans les zones enclavées est difficile. L'insuffisance des infrastructures hydro agricoles est l'origine indirecte des pertes post récolte.

Ennemis des cultures : les attaques de maladies et de prédateurs surtout le rats sont toujours présentes.

Superficie emblavée : inchangée.

Culture de contre saison : la culture de riz et de maïs de contre saison est en train de prendre place à la suite du programme PPRR, l'approvisionnement en intrant est faible faute de l'arrêt des subventions.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs Manioc	: -19,00 pour cent : -03,09 pour cent : -07,74 pour cent	Les averses fréquentes et l'attaque des rats ont engendré des pertes post récolte et la baisse de la production

Situation d'élevage

- Le développement de l'élevage avicole et porcin est principalement bloqué par les cas d'épidémie dus à l'insuffisance des offres de services véto sanitaires et la difficulté d'accès aux produits prophylactiques.
- Pour la pêche, le non-respect du calendrier de pêche et l'utilisation des matériels prohibés sont des problèmes récurrents.

Marché

- Hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché, pourtant le prix au niveau des producteurs reste toujours assez faible.
- L'achat des nourritures à crédit auprès des commerçants et opérateurs économiques est courant, le remboursement se fait généralement durant la période de récolte.

Forme d'adaptation

Le changement des régimes alimentaires à travers la consommation des aliments de substitution comme le manioc. La recherche d'autres sources de revenu est également fréquente dans la zone.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 mois.

Période de soudure : en avance de 2 mois par rapport à la normal.

- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois n'est pas encore à craindre mais devrait être suivie de près pour intervenir en cas de dégradation de la situation, de même pour la situation alimentaire des ménages.
- L'eau de consommation est disponible, toutefois la qualité est discutable faute d'insuffisance d'infrastructure de distribution appropriée.

Recommandations

- Amélioration de la disponibilité des intrants agricoles à travers la multiplication des centres d'approvisionnement en semence tout en facilitant leur accès à travers les subventions et la réhabilitation des routes de désertes.
- Organisation d'une campagne de dératisation, pour lutter contre l'expansion de ces rongeurs et les dégâts qu'ils causent sur les différentes cultures.
- Amélioration de la maîtrise d'eau par la réhabilitation et la multiplication des infrastructures hydro agricoles tant pour l'irrigation que le drainage.

Région VATOVAVY FITOVINANY

Faits saillants

- Déroulement de la campagne généralement bon, toutefois, abondance de pluie et de vent durant la période de récolte.
- Hausse des pertes post récolte limitant la hausse de la production agricole.
- Hausse très marquée du prix de la vanille sur le marché international a engendré la hausse des revenus des producteurs, mais des conséquences inquiétantes pour les non producteurs. Par ailleurs, les risques de vols sur pieds a fait augmenter la récolte précoce de la vanille risquant de nuire à l'image du produit.
- Baisse de la production de café faute de renouvellement des souches et d'entretien.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : meilleure répartition des pluies. Mise en place des cultures un peu retardée à cause du léger retard de l'arrivée des premières pluies utiles. Abondance des pluies durant la période de récolte.

Contribution des autres facteurs : le système de production est toujours basé sur des techniques traditionnelles. L'utilisation des intrants améliorés est toujours faiblement pratiquée que ce soit pour les semences, les fertilisants ou encore les produits phytosanitaires à cause de la difficulté au niveau de la disponibilité et l'accessibilité. Le mauvais état des infrastructures hydro agricoles constitue un obstacle important dans l'amélioration de la production.

Ennemis des cultures : aucun dégât significatif des cultures n'a été signalé.

Superficie emblavée : inchangée pour les cultures vivrières, en hausse considérable de la culture d'igname.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz Maïs Manioc	: +01,75 pour cent : +10,00 pour cent : +09,09 pour cent	Conditions climatiques favorables pour les produits vivriers, pour le riz l'importante pluie durant la récolte a limité l'augmentation
Production stable			
Production en baisse			

Situation d'élevage

Il n'y a pas de très grande différence à la situation de l'élevage et la pêche qui reste le même que l'année dernière.

Marché

- Le nombre de collecteurs opérant en milieu rurale est faible.
- Le prix du riz blanc a connu une hausse sur le marché.

Choc et stratégie de survie

- les fortes pluies survenues durant la récolte du mois de mai ont causé une perte importante sur la production, aggravée par la difficulté de séchages et stockage des produits récoltés surtout pour le riz.
- La hausse du prix de la vanille sur le marché conjugué avec la hausse des produits sur le marché a fragilisé les ménages non producteurs, étant donné que leur pouvoir d'achat reste inchangé.
- Le crédit alimentaire est l'un des moyens utilisés par les ménages pour subvenir aux besoins alimentaires en période de soudure, le remboursement se fait avec un taux d'intérêt de 100 à 200 pour cent.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 à 6 mois.

Période de soudure : pas de changement, 5 mois (septembre-octobre/février-mars-avril).

La situation alimentaire des ménages s'est légèrement améliorée par rapport à l'année dernière.

Recommandations

- Réhabilitation des voies de déserte pour assurer une meilleure circulation des produits surtout au niveau de zones reculées, et y améliorer la disponibilité et l'accessibilité à un marché plus équitable (vente de production, achat de produit de consommation et intrant).
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour une meilleure gestion des aléas climatiques et excès d'eau et l'approvisionnement en eau des terrains cultivables.

Région ATSIMO ATSINANANA

Faits saillants

- Répartition des pluies très favorable à la culture de riz.
- Augmentation de la production de 13.86 pour cent, de même pour la production de vanille et de girofle, par contre pour les autres cultures vivrières comme le aucun changement significatif n'a été signalé en ce qui concerne la production de maïs et de manioc ainsi que la production de café.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : la pluviométrie a été bonne pour la culture, la répartition temporelle est meilleure et la quantité reçue a été suffisante.

Contribution des autres facteurs : les techniques de cultures traditionnelles restent toujours persistantes, l'utilisation des bœufs de trait dans la préparation des champs de culture de riz est encore dominante. L'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires est très rares. Après la catastrophe naturelle survenue durant la précédente campagne, la plupart des infrastructures hydro agricoles existantes sont en piètre état.

Ennemis des cultures : aucun dégât significatif des cultures n'a été signalé dans la région.

Superficie emblavée : inchangée.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Riz	: +13,86 pour cent	Augmentation du rendement en riz
Production stable	Maïs Manioc	: 00,00 pour cent : 00,00 pour cent	
Production en baisse			

Situation d'élevage

- Le petit élevage est pratiqué à faible effectif et de façon traditionnelle.
- La possession de bovidé est importante vue sa nécessité dans la préparation des champs de culture de riz.
- la pêche est également très traditionnelle surtout au niveau des moyens matériels.
- Les principaux facteurs de blocages de l'activité d'élevage sont l'insécurité et l'insuffisance des offres de produits prophylactiques pour lutter contre les maladies.
- La situation de l'élevage est stable.

Marché

- Les prix au niveau des producteurs sont toujours faibles surtout dans les zones très enclavées, alors que ceux des produits de consommation vendus sur le marché sont élevés.
- Le prix du riz blanc est généralement stable.
- L'effectif de cheptel bovin mis en vente sur le marché est assez faible, rendant ainsi le prix élevé.
- Le prix de la vanille a beaucoup augmenté.

Choc et stratégie de survie

Hausse du prix de la vanille pourrait avoir des conséquences sur le prix des autres produits de consommation, défavorisant les ménages non producteurs de vanille, étant donné la faiblesse de leur pouvoir d'achat.

Les crédits alimentaires sont fréquents durant la période de soudure et le remboursement à un taux d'intérêt de 100 à 200 pour cent.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 à 6 mois.

Période de soudure : 5 mois (septembre-octobre/février-mars-avril).

La situation alimentaire globale des ménages s'est améliorée durant la campagne agricole 2015/16 par rapport à la précédente.

Recommandations

- Réhabilitation des voies de déserte pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité en intrants et en produits de consommation, puis pour faciliter la vente de la production à un prix meilleur.
- Réhabilitation des infrastructures pour améliorer la maîtrise d'eau que ce soit pour l'irrigation des zones cultivables ou l'évacuation des excès d'eau en cas d'inondation.
- Renforcement de la sécurité pour permettre le développement des activités d'élevages surtout bovins.

Région ATSIMO ANDREFANA

Faits saillants

- Sécheresse et le passage des criquets dans certaines zones.
- Diminution importante des productions vivrières soit plus de 50 pour cent de la production de maïs et de manioc et 37.86 pour cent pour le riz.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée des premières pluies utiles très tardive. Les très faibles averses survenues entre Novembre et Décembre ont été suivies de deux mois de sécheresse.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité en intrants comme les semences améliorés, les fertilisants ou encore les produits phytosanitaires pose problème, de même que son utilisation. Dans les quelques cas d'utilisation des engrais chimiques comme l'urée, les dosages irrationnels engendrent la sensibilité des plantes aux maladies.

Ennemis des cultures : des attaques de criquets dans le district de Toliara II et de Morombe.

Superficie emblavée : inchangée.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz : -37,86 pour cent Maïs : -52,45 pour cent Manioc : -52,49 pour cent		Cette importante diminution est due d'abord à la sécheresse puis à l'attaque des criquets survenue dans la région bien que des interventions aient eu lieu

Situation d'élevage

- L'élevage bovin, caprin, volaille et l'activité de pêche sont très traditionnels.
- Les principaux facteurs de blocage des activités d'élevage sont toujours l'insécurité, l'insuffisance des zones de pâturage, la rareté des points d'approvisionnement en produits prophylactiques et de services vétérinaires ainsi que leur faible accessibilité.

Marché

- La disponibilité des produits alimentaires n'est pas un problème, toutefois l'offre locale a été insuffisante.
- Le prix du riz a augmenté sur le marché. Elle varie de 900 à 1600 Ar le kilo, et de 200 à 800 Ar pour le maïs.

Choc et stratégie de survie

- L'attaque de criquet et la sécheresse ont fait ravage sur la production vivrière. A cela s'ajoute également, l'insécurité par les attaques des dahalo.
- La répétition des cultures est adoptée après les attaques ou après les flétrissements dus à la sécheresse.
- Les ménages adoptent la diminution des quantités d'aliments consommés pour rallonger le stock, et également les quantités vendues pendant la récolte.
- Le crédit alimentaire est également une des alternatives prises par les ménages.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 mois.

Période de soudure : en avance.

Quant à la situation alimentaire dans la région, il n'y a pas eu de changement par rapport à la campagne précédente toujours aussi bas.

Recommandations

- Approvisionnement en semence de cultures vivrières pour alléger le coût du démarrage de la nouvelle campagne 2016-2017.
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et des voies de déserte tout en intégrant les activités HIMO dans la réalisation des travaux, pour une meilleure gestion de l'eau et pour fournir une source de revenu supplémentaire pour les ménages vulnérables dans la région.
- Formalisation de Dina be (Convention communautaire) pour assurer sa fonctionnalité et pour renforcer la sécurité dans la zone.
- Mise en place d'un système de stockage de la production pour augmenter la durée de couverture alimentaire et assurer la disponibilité alimentaire toute l'année.

Région IHOROMBE

Faits saillants

- Défaillance pluviométrique importante.
- Diminution de près de 60 pour cent sur la production de riz et près de 15 pour cent sur le maïs par rapport à la précédente campagne.
- Faiblesse de l'offre locale en denrées alimentaires et hausse importante des prix des produits de consommation sur le marché surtout dans les zones reculées.
- Décapitalisation significative des cheptels à cause de l'insécurité.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : la pluviométrie a été très défavorable pour la culture, l'arrivée des pluies utiles a été tardive, la quantité reçue a été très faible avec une mauvaise répartition.

Contribution des autres facteurs : par rapport à la précédente campagne, l'accessibilité aux intrants devient plus difficile du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et le prix élevé des produits. Les matériels utilisés au niveau de l'exploitation sont archaïques et les infrastructures hydro agricoles en mauvais état.

Ennemis des cultures : les dégâts engendrés par les insectes ou les maladies sont moins marquants.

Superficie emblavée : généralement en diminution.

Culture de contre saison : aucune difficulté apparente, les perspectives de récolte sont bonne.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Manioc	: +20,00 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz	: -60,00 pour cent	
	Mais	: -15,00 pour cent	

Situation d'élevage

L'insécurité constitue l'un des principaux blocages du développement de l'élevage bovin. Face à cette situation les ménages optent pour la diminution de l'effectif du cheptel à un niveau juste utile pour l'agriculture, en écoulant la majeure partie. Les résultats d'activité d'élevage sont en baisse.

Marché

- Difficulté de circulation des produits surtout dans les zones enclavées, d'où le faible prix au niveau de producteurs et l'importance des prix sur le marché.
- Diminution des prix des produits d'élevage et augmentation de l'offre sur le marché.

Situation alimentaire : en dégradation

Disponibilité : l'offre locale en aliments de bases est limité et rendant les ménages plus vulnérables.

Durée de couverture alimentaire : 3 mois.

Période de soudure : précoce. Attendue dès le début du mois de juillet.

Accessibilité : Le prix des produits vivriers a augmenté.

Situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois: en légère dégradation, elle se traduit par une légère hausse de la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle.

Forme d'adaptation : décapitalisation.

Recommandations

- Aides alimentaires pour les ménages vulnérables et multiplication des centres de récupération nutritionnelle, de même dans les zones reculées.
- Réapprovisionnement en semences d'aliments de base comme le riz ou le maïs dans les mêmes zones pour préparer la prochaine campagne agricole et se détacher des aides alimentaires après la récolte.
- Approvisionnement en intrants agricoles.
- Réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour faciliter la maîtrise d'eau pour l'agriculture.
- Réhabilitation des routes de déserte pour faciliter la circulation des produits, l'approvisionnement du marché à prix plus accessible pour les ménages.

Région ANDROY

Faits saillants

- Pluviométrie extrêmement déficitaire. Les dégâts sont considérables surtout sur la culture de maïs, de riz et de manioc, les diminutions respectives de la production sont de l'ordre de 81 pour cent et de 60 pour cent par rapport à la précédente campagne.
- La situation alimentaire des ménages s'est dégradée considérablement.
- L'enclavement des zones productrices est un obstacle important pour l'approvisionnement alimentaire de la zone et entraîne la flambée des prix des aliments de base sur le marché.
- Des invasions acridiennes ont été signalées dans certaines zones, toutefois les cultures ont déjà été détruites par la sécheresse.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : la pluviométrie a été très déficitaire. Le calendrier cultural n'a donc pas pu être respecté.

Contribution des autres facteurs : la technique de culture traditionnelle reste majoritairement utilisée dans la région. Les semences proviennent surtout de la précédente récolte. L'accessibilité aux intrants est limitée. Les infrastructures hydro agricoles sont rares. En tout, l'agriculture dans la région est fortement dépendante de la pluviométrie.

Ennemis des cultures : les maladies et les prédateurs sont toujours présents.

Superficie emblavée : l'insuffisance de pluies a engendré une diminution importante de la superficie cultivée.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	Riz Maïs Manioc	: -56,54 pour cent : -81,41 pour cent : -64,19 pour cent	

Situation d'élevage

- L'effectif du cheptel bovin a fortement diminué dû à l'importance des ventes pour éviter les pertes par les vols. Par ailleurs, la diminution des zones de pâturage à cause de la sécheresse démotive les éleveurs.
- Les autres facteurs de blocages sont les maladies et le coût élevé des traitements dû à la rareté des points d'approvisionnement et des offres de services vétérinaires.

Marché

- Augmentation considérable des prix.
- La dégradation des routes constitue un obstacle important pour la circulation des produits.

Situation alimentaire: en dégradation

Disponibilité : Faible disponibilité en aliments de base ou les aliments de substitution.

Durée de couverture alimentaire : 2 à 3 mois.

Période de soudure : en avance, dès le mois de juillet.

Accessibilité : difficilement à cause des prix élevés des produits de consommation.

Situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois : s'est dégradé, des cas de décès causés par la famine ont même été signalés.

Forme d'adaptation : diminution de la quantité et la fréquence de consommation en aliments de base, recherchent d'autre source de revenu à travers la vente des biens matériels dont les ustensiles de cuisine, décapitalisation pour lutter contre les pertes engendrées les vols de cheptel

Approvisionnement en eau potable : est faible dans la région.

Recommandations

- Aides alimentaires et mise en œuvre des activités HIMO pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.
- Approvisionnement en variétés de semences résistant à la sécheresse pour permettre aux ménages de démarrer la prochaine campagne agricole.
- Renforcement de la sécurité pour permettre aux ménages de développer les activités d'élevage.
- Mise en place des systèmes de régulation des prix pour faciliter l'accès aux produits alimentaires.
- Interventions rapide des aides pour éviter le basculement vers une situation alarmante.

Région ANOSY

Faits saillants

- Insuffisance de la pluie et sécheresse.
- Diminution de plus de 60 pour cent de la production rizicole, alors que durant les deux campagnes successives précédentes, la production a déjà connu une baisse de 32 pour cent.
- Hausse importante de la production de maïs et de manioc de l'ordre de 198 et de 46 pour cent par rapport à la précédente campagne. Toutefois, vue l'extrême faiblesse de la production de la précédente campagne, malgré cette hausse, la quantité de production est toujours aussi faible qu'aucune amélioration n'est observée au niveau de la sécurité alimentaire des ménages.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité insuffisante pour l'agriculture, mauvaise répartition.

Contribution des autres facteurs : les techniques culturales sont traditionnelles, les matériels sont rudimentaires, l'utilisation d'engrais et d'autres intrants est faible. Les infrastructures hydro agricoles sont insuffisantes par rapport aux potentialités.

Ennemis des cultures : les dégâts causés par les insectes et les maladies sont assez modérés.

Superficie emblavée : en baisse par rapport à la précédente campagne due à l'insuffisance d'eau.

Culture de contre saison : pas de changement significatif, faute d'insuffisance d'eau et d'accès aux intrants.

Evaluation de la campagne 2015/16

	Evolution par rapport à 2014-2015		Observation
Production en hausse	Maïs Manioc	: +198,46 pour cent : +46,06 pour cent	
Production stable			
Production en baisse	Riz	: -63,80 pour cent	

Situation d'élevage

- Les maladies des troupeaux conjuguées à la faiblesse de la disponibilité des services vétérinaires, les produits nécessaires pour le traitement et la prévention des maladies sont des problèmes récurrents.
- La pêche est traditionnelle et les moyens matériels utilisés sont encore très rudimentaires.

Marché

Le prix des produits vivriers a connu une hausse significative.

Situation alimentaire : encore mauvaise, surtout dans les zones reculées.

Disponibilité : Faible.

Durée de couverture alimentaire : 3 mois.

Période de soudure : annoncé dès le mois de juillet.

Accessibilité : le pouvoir d'achat reste très faible alors que le prix des aliments de base est très élevé.

Situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois : reste médiocre voir se dégrader en conséquent de problème alimentaire qui persiste.

Forme d'adaptation : vente des biens productifs et non productifs comme les ustensiles de cuisines et les animaux d'élevage.

Recommandations

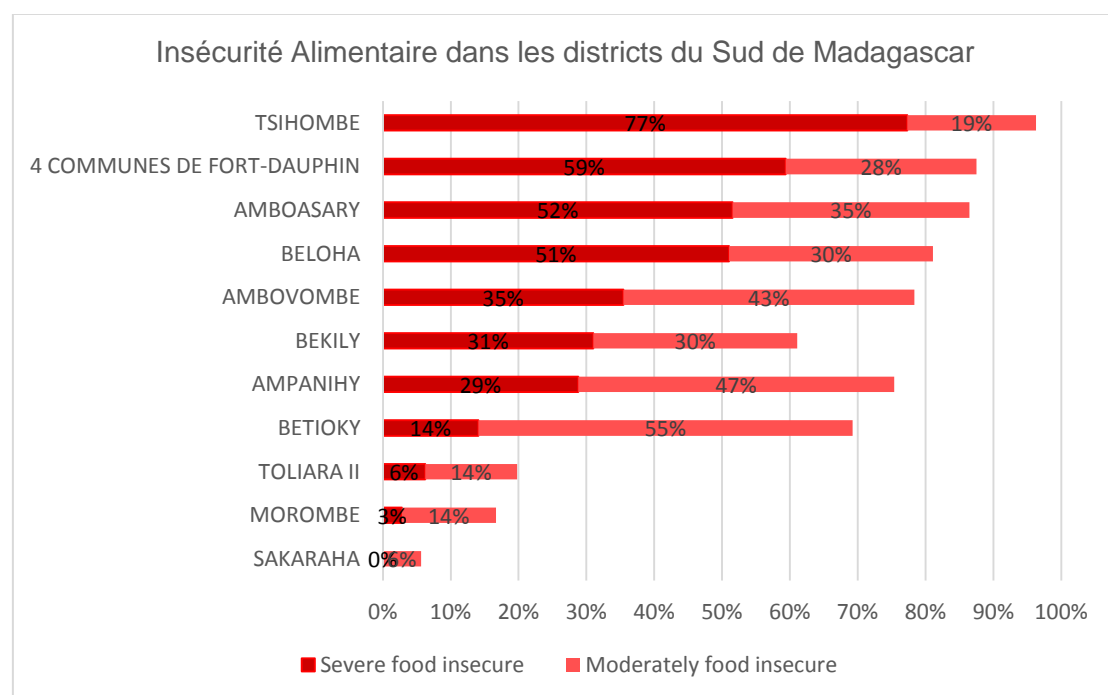
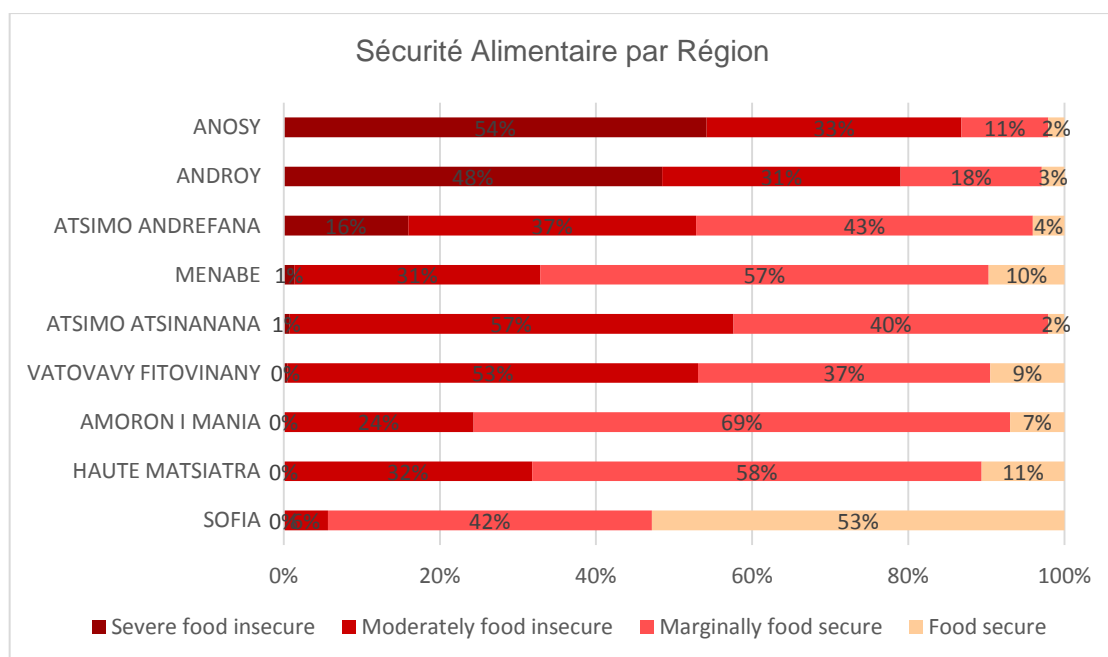
- Assistance alimentaire pour les ménages vulnérables surtout pendant la période de soudure, sensibilisation des ménages pour la valorisation des produits alimentaires disponible localement puis mise en œuvre des activités HIMO (VCT ou ACT) dans les zones critiques.
- appui à la mise à disposition des variétés de semences a cycle court et résistantes à la sécheresse à travers les subventions, pour les ménages agricoles vulnérables.
- réhabilitation et nouvelles constructions des infrastructures hydro agricoles pour faciliter la maîtrise d'eau pour l'agriculture.
- Amélioration des infrastructures routières notamment les voies de déserte reliant les communes et les districts pour faciliter la circulation des produits et des personnes, puis organiser davantage le flux d'approvisionnement des denrées alimentaires et la régulation des prix à un montant beaucoup plus accessible.

Les Tendances de la sécurité alimentaire dans le sud de Madagascar

Analyse de la situation - Messages clés

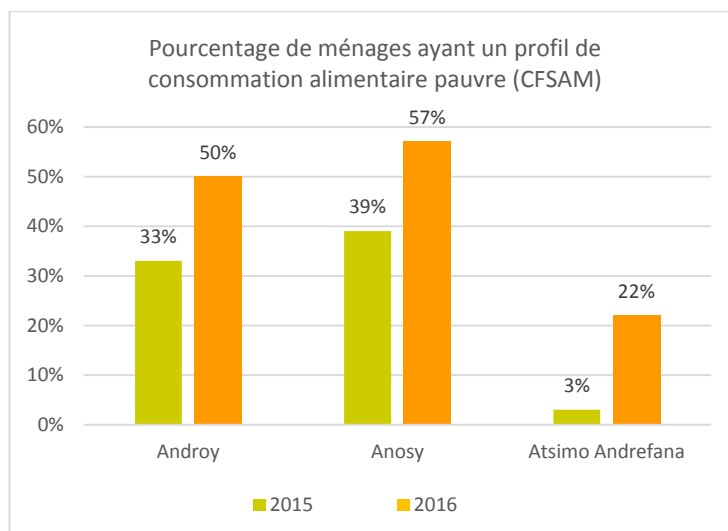
La situation globale de la sécurité alimentaire

La situation de la sécurité alimentaire au cours de la période post-récolte de la grande récolte d'avril à juin est alarmante dans l'Anosy et l'Androy. Aussi, Atsimo Andrefana a été affectée par l'insécurité alimentaire sévère. Les conditions se sont encore dégradées par rapport à 2015 qui fut également une mauvaise année. Les zones les plus touchées sont les districts de Tsihombe, d'Amboasary et de Beloha, ainsi que les quatre communes du sud du district de Fort Dauphin.



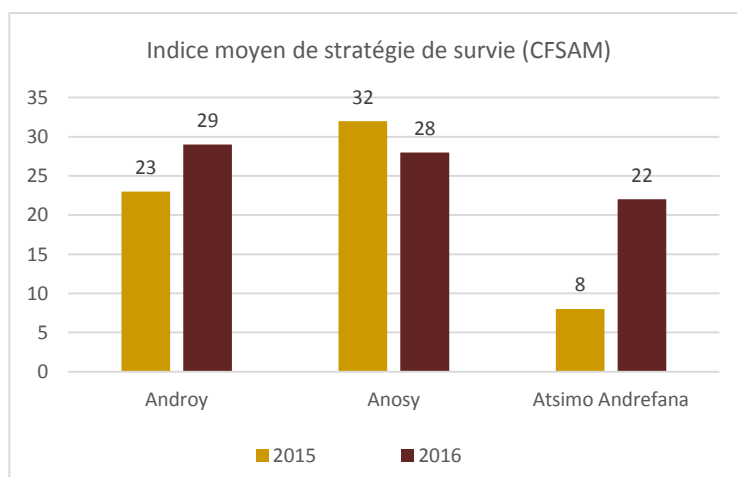
Consommation et diversité alimentaire

La consommation alimentaire est pauvre et s'est encore détériorée par rapport à l'année précédente. Dans l'Anosy, 86 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre ou limite ; dans l'Androy et Atsimo Andrefana 76 pour cent et 50 pour cent, respectivement. En termes de diversité alimentaire, la population ne consomme que trois groupes d'aliments dans Androy et Anosy au cours des sept jours précédents l'enquête, ce qui est considéré comme très pauvre. La situation est légèrement meilleure dans Atsimo Andrefana, où la population a consommé 4 groupes d'aliments. La consommation d'aliments sources de protéines / fer est fortement limitée dans la région, selon l'analyse FCS-N.



Stratégies de survie basées sur la consommation alimentaire

Les ménages de la région adoptent un grand nombre de stratégies d'adaptation alimentaire tels que recourir à des aliments moins appréciés et moins chers, réduire le nombre de repas par jour, limiter la taille des parts pendant les repas, et réduire les quantités consommées par les adultes /mères pour nourrir les enfants. Cela indique qu'ils sont sous très fortes pressions (stress). La situation est détériorée dans la plupart des districts par rapport à l'année précédente.



Selon des Focus Groupe en Septembre 2016, la plupart des ménages ne consomment qu'un seul repas par jour ; il y a un an, ils ont été deux à trois repas. Dans certaines des régions les plus touchées, la population se retrouve consommant uniquement d'aliments de cueillettes, principalement de cactus rouge et quelques feuilles sauvages. Afin d'obtenir un estomac plein et éviter la sensation de faim, ils mélangent le cactus rouge avec de la cendre ou d'argile pilée. Les enfants consomment le même régime alimentaire, ce qui leur cause des maux d'estomac. Bien que les aliments «de disette» sont généralement consommés pendant la période de soudure normale, l'adoption au début de la saison post-récolte est très préoccupante.

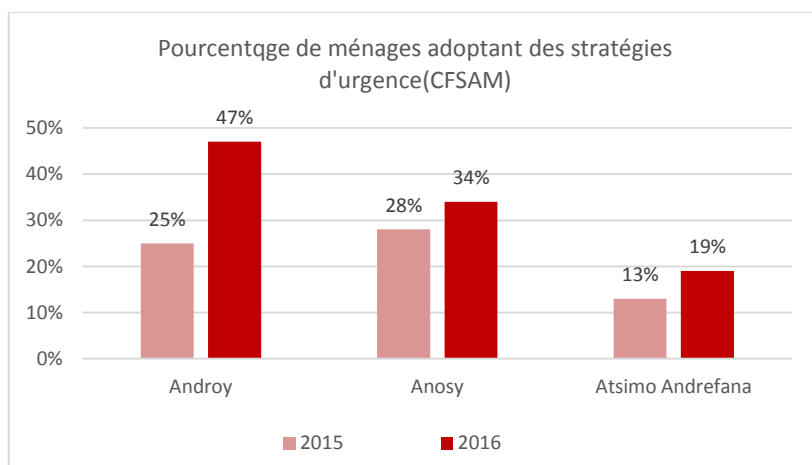
Stocks alimentaires disponibles au niveau des ménages

Au moment de la récolte, 58 pour cent des ménages dans l'Androy avait des stocks disponibles qui allait durer moins de 1 mois ; dans l'Atsimo Andrefana et l'Anosy, respectivement, 34 pour cent et 20 pour cent. Au cours d'une mission sur le terrain en Septembre 2016, les ménages ont déclaré que tous leurs stocks étaient déjà épuisés et qu'ils comptent maintenant sur les achats sur le marché en utilisant leurs ressources financières minimales et sur la collecte d'aliments sauvages. La situation était meilleure l'année dernière où ils étaient en mesure de vivre de leur propre production pendant plusieurs mois. Dans les zones les plus touchées, les ménages n'étaient pas du tout en mesure de produire cette année et l'année précédente.

Bien que la réduction de la production vivrière n'ait pas d'impact sur la production et la disponibilité alimentaire au niveau nationale, l'impact au niveau des ménages dans le Sud est significatif.

Stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance

Une grande proportion des ménages dans les zones touchées par la sécheresse ont adopté des stratégies de crise et d'urgence. Les ménages en situation de crise ont été contraints de vendre leurs animaux productifs, de consommer leurs stocks de semences, et de prioriser les dépenses alimentaires par rapport aux autres besoins fondamentaux, en particulier la santé. Dans l'Androy, un ménage sur deux (une forte augmentation par rapport à l'année précédente) a été contraint d'adopter des stratégies d'urgence telles que la migration de l'ensemble du ménage, la vente de terrains et la mendicité.



Diversification des moyens de subsistance

Au cours des Focus Groupes et des entretiens avec des femmes agricultrices, elles ont déclaré qu'elles ont recours maintenant de petites activités de petit commerce, par exemple revente de poignée de tomates ou de patates douces, coupe d'herbe sauvage pour les fourrages pour gagner 1000 Ariary par jour, et puiser de l'eau à des endroits lointains pour la revendre. En outre, il y a augmentation de la migration temporaire à la recherche de travail, car à cause du manque de pluie il y a peu d'opportunité de travail et les salaires sont bas. Les opportunités sont généralement mieux dans les zones proches des centres urbains. Les personnes interrogées dans des zones très reculées du district de Tsihombe ; ayant un faible accès aux marchés, se retrouvent avec très peu d'options et leur principal moyen de survivre est la consommation de cactus rouge. Ils souffrent d'un manque de pluie combiné à une grave pauvreté structurelle depuis de nombreuses années.

Diminution d'actifs:

Il est évident que depuis un ou deux ans les ménages ont épuisé leurs actifs productifs laissant la plupart d'entre eux sans semences et animaux - suscitant des inquiétudes au sujet de leurs capacités pour récupérer et restaurer leurs moyens de subsistance. Les ventes de bétail par détresse, principalement les bovins, ovins et caprins ont provoqué une réduction importante des prix du bétail. Dans un village reculé de Tsihombe, ceux qui pouvaient vendre leurs terres ont quitté la région. En un an, 150 sur 250 familles ont quitté le village.

Marchés et prix

A l'exception pour les grandes villes, la plupart des marchés sont des marchés hebdomadaires, un jour de marché par semaine dans les zones visitées. Dans l'ensemble, la nourriture est disponible comme les produits arrivent de plusieurs zones du nord où les récoltes étaient mieux cette année. Avec un revenu réduit et l'augmentation des prix, il est de plus en plus difficile à la population d'acheter de la nourriture.

Prix en Ariary sur le marché à Ambovombe (Région Anosy)		
Produits	2015	2016
Manioc (1 kg)	400	600-700
Maïs (1 cannette)	200	300
Sorgho (1 cannette)	120-200	400
Eau (20 L) - (1 KM distance)	300	500
Eau (20 L) - (4 KM distance)	100	200
Bois de chauffe (5 pièces)	300	500

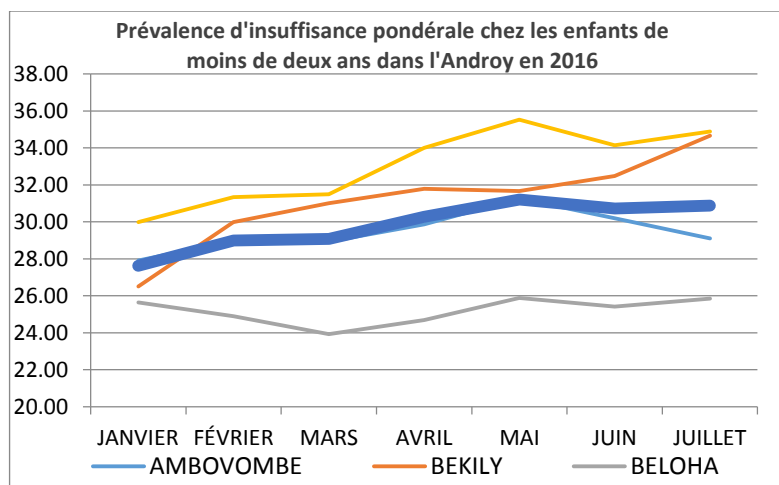
Dans les zones les plus reculées de Tsihombe, la disponibilité de la nourriture a été faible au cours des dernières semaines à cause du mauvais état des routes et de la faible demande comme la population ne peut tout simplement pas se permettre d'en acheter.

Dénutrition structurelle

Les carences en macro et micronutriments sont très répandues dans le Grand Sud de Madagascar. La disponibilité des aliments nutritifs varie considérablement selon la saison. Le manioc et le maïs sont les principaux aliments de base, et la production agricole est la plupart du temps à petite échelle et pour la subsistance seulement, avec le stockage des cultures pour la période de soudure d'une pratique rare. Bien que presque tous les enfants soient nourris au sein, l'initiation précoce est seulement pratiquée par un tiers des mères. Lorsque la période d'alimentation complémentaire commence, la diversité alimentaire minimale est atteinte par seulement 1 un pour cent des enfants. La culture et les croyances locales jouent un rôle important dans les pratiques d'alimentation du nourrisson et la perception de la malnutrition.

Insécurité alimentaire sévère et état nutritionnel

La détérioration de la sécurité alimentaire des ménages affecte l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans. À l'apogée de la période de soudure (Février 2016), le niveau de malnutrition aiguë globale (MAG) a atteint une moyenne de huit pour cent au sein de ce groupe. Le taux MAG était supérieur au seuil critique de 10 pour cent dans plusieurs communes de Tsihombe, Bekily et Amboasary. Le district de Tsihombe, le plus touché par l'insécurité alimentaire, a atteint une moyenne de 14 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentant des signes de malnutrition aiguë.



En année typique, la malnutrition aiguë diminue au cours de la période post-récolte (Avril à Octobre). Cette année, en raison de graves pertes de récoltes, la hausse des prix des denrées alimentaires et le manque d'accès à l'eau, une tendance nutritionnelle anormale est suggérée par les données de surveillance de routine de l'insuffisance pondérale (recueillie dans quatre des sept districts touchés par la sécheresse). L'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de deux ans a augmenté de manière significative de 27% à 31%. Les districts de Tsihombe et Bekily montrent une augmentation rapide de 5 à 10 points de pourcentage en 6 mois. Cela constitue une indication d'une grave détérioration de l'état nutritionnel chez les jeunes enfants, conformément à l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire depuis Janvier 2016 et par rapport à juillet de l'année dernière.

Accès à l'eau

L'accès à l'eau est la première préoccupation structurelle dans le sud de Madagascar. La population doit acheter l'eau potable à partir de réservoirs ou de marcher pendant de longues distances pour aller puiser de l'eau en creusant dans les berges des rivières. Dans certaines zones, de longues marches de quatre heures ou plus sont nécessaires pour atteindre les sources d'eau. Compte tenu des conditions de sécheresse, les prix de l'eau dans certaines des régions visitées ont augmenté de deux tiers à deux fois par rapport à l'année précédente. L'accès à l'eau potable et les pratiques d'hygiène sont une préoccupation majeure touchant à la fois l'utilisation des aliments et la nutrition

Conclusion

Le sud de Madagascar est affecté par les impacts des trois années consécutives de sécheresse aggravées par des facteurs structurels tels que la pauvreté et un sérieux manque d'accès aux services de base. Par rapport à l'année précédente, qui a déjà montré des niveaux élevés, l'insécurité alimentaire sévère s'est encore détériorée. L'apogée de la période de soudure, qui dure généralement de Novembre à Janvier, a déjà commencé en Août et devrait durer jusqu'en Mars 2017. Il n'y a pas encore de famine mais de nombreux facteurs pointent vers cela, à moins que des efforts immédiats et concertés sont déployés pour répondre à la fois aux besoins de protection et de production des personnes affectées.

Méthodologie de l'enquête de la sécurité alimentaire auprès des ménages

Echantillonnage

Les districts sélectionnés pour l'évaluation de la sécurité alimentaire auprès des ménages sont ceux qui ont été affectés par les chocs (sécheresse, inondation, prix, criquets) durant la campagne agricole 2015/2016.

Afin d'assurer une représentativité au niveau district, l'évaluation de la sécurité alimentaire dans chaque district concernée s'est déroulée comme suit:

Un échantillon de 3 communes par districts, 2 fokontany par communes et 12 ménages par fokontany ont été tirés aléatoirement et suivant les protocoles suivants :

- Tirage de communes : une liste de toutes les communes dans un district est établie. Ensuite, les communes seront réparties en 3 groupes : les plus vulnérables, les standards et les moins vulnérables. Une commune est aléatoirement tirée dans chacun de ces groupes.
- Tirage aléatoire de 2 fokontany selon une liste préalablement scindée en 2 groupes, les vulnérables et les moins vulnérables.
- Tirage des ménages : Le tirage se base sur deux bases de sondage : un croquis des toits dans un fokontany ou la liste des ménages dans le fokontany. Au cas par cas, les enquêteurs vont suivre une directive afin que le choix des ménages soit aléatoire se basant sur un point de départ aléatoire, un pas et une direction aléatoire et systématique : tours, 4 points cardinaux, balayage, stratifications par hameaux, zonage, etc.

Pour les districts des Régions du Sud affectés par la sécheresse (4 districts d'Androy, 2 districts d'Atsimo Andrefana, 1 district d'Anosy + 4 communes du district de Fort-dauphin, 1 commune du district de Tuléar II), la SADC a financé à travers le BNGRC une enquête connexe basée sur le questionnaire et la méthodologie CFSAM en ajoutant 6 communes de plus par districts et ajoutant d'autres questions multisectorielles. Le tirage des communes a aussi tenu compte de différentes zones de moyens de subsistances. La méthodologie d'échantillonnage est présentée en Annexe 4.

Collecte des données

Les enquêtes ont été menées du 9 juillet au 8 août 2016, à l'aide de questionnaires sur tablette (ODK) portant sur les facteurs ayant influé sur la production agricole et la sécurité alimentaire en 2014/15. Au total 2 768 ménages ont répondu aux questionnaires contenant des modules de sécurité alimentaire, répartis sur 25 districts, 112 communes et 124 fokontany (villages). La Mission a en outre rencontré des personnes clés du secteur agricole (agriculture, pêche et élevage) et tenu des réunions avec des membres du personnel des Offices régionaux de nutrition (ORN) ainsi que des discussions de groupes avec les communautés (Focus-group).

Méthodologie d'échantillonnage de l'enquête auprès des ménages dans les districts des Régions du Sud affectés par la sécheresse

Phase d'échantillonnage

L'enquête a été basée sur un processus d'échantillonnage en grappe à quatre phases.

• Phase 1: Sélection des DISTRICTS

L'évaluation a été menée dans les trois régions du Sud de Madagascar touchées par la sécheresse amplifiée par le phénomène El Niño: ATSIMO Andrefana Région, Androy Région, ANOSY Région.

L'enquête s'est focalisée sur les DISTRICTS affectés par la sécheresse:

- **Deux (2) districts où seules les COMMUNES se situant dans la zone semi-aride sujette à la sécheresse ont été considérées pour la sélection:**
 - **TOLIARA II (Région ATSIMO ANDREFANA)**
 - **TAOLAGNARO/FORT-DAUPHIN (Région ANOSY)**
- **SEPT (7) districts, dans la zone semi-aride sujette à la sécheresse, rapportés par l'Evaluation Rapide d'Urgence de février 2016 comme étant les districts les plus affectés par la sécheresse:**
 - **BETIOKY (Région ATSIMO ANDREFANA)**
 - **AMPANIHY (Région ATSIMO ANDREFANA)**
 - **BEKILY (Région ANDROY)**
 - **BELOHA (Région ANDROY)**
 - **TSIHOMBE (Région ANDROY)**
 - **AMBOVOMBE (Région ANDROY)**
 - **AMBOASARY (Région ANOSY)**

• Phase 2: Sélection des COMMUNES

Trois différentes stratégies de sélection de COMMUNES ont été appliquées:

- **Pour les deux (2) districts où seules les COMMUNES se situant dans la zone semi-aride sujette à la sécheresse ont été considérées, toutes ces communes semi-arides ont été sélectionnées comme échantillon.**
 - **Dans le District of Toliara II: UNE (1) COMMUNE:**
 - **Commune de BEHELOKA**
 - **Dans le District of Taolagnaro/Fort-Dauphin: QUATRE (4) COMMUNES:**
 - **Commune d'ANALAPATSY**
 - **Commune d'ANDRANOBORY**
 - **Commune d'ANKARIERA**
 - **Commune de RANOPIISO**
- **Pour les sept (7) districts les plus affectés dans la zone semi-aride sujette à la sécheresse, deux méthodes de tirage de COMMUNES ont été appliquées:**
 - **Dans les districts constitués par un nombre restreint de commune, TOUTES LES COMMUNES ONT ÉTÉ PRISES comme échantillon:**
 - **Dans le District de Beloha: TOUTES LES COMMUNES**
 - **Dans le District de Tsihombe: TOUTES LES COMMUNES**
 - **Dans les districts avec un grand nombre de communes, les communes ont été tirées par échantillonnage stratifié sur base de deux critères (type de moyens de subsistance, et le degré d'impact de la sécheresse sur la commune : gravement affectée, modérément affectée, légèrement affectée). La distribution par strate des communes a été effectuée par le biais de Focus Group composé d'informateurs clés au niveau du district.**

- **Phase 3: Tirage des FOKONTANY**

Dans chaque Commune tirée, les fokontany sont stratifiés en deux groupes (Affectés, Moins Affectés) **par le biais de Focus Group composé d'informateurs clés au niveau de la commune**. Ensuite, un (1) Fokontany est aléatoirement choisi dans chacun de deux groupes de Fokontany.

- **Phase 4: Tirage des Ménages**

Dans chaque fokontany sélectionné, douze (12) ménages sont aléatoirement tirés à partir de la liste des ménages du fokontany.

